

L'affaire Parkinson en Grande-Bretagne

Le ministre du commerce et de l'industrie a donné sa démission

LIRE PAGE 32



Fondateur : Hubert Beauvè-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Royaume-Uni, 240 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le scandale du « dollar israélien »

Un sacrilège

Les pères fondateurs de l'Etat d'Israël et Théodore Herzl, théoricien du sionisme, qui rêvaient de restaurer le peuple juif dans sa dignité et son indépendance, ont dû se retourner dans leur tombe en apprenant que le gouvernement de Jérusalem entendait aligner l'économie du pays sur le dollar américain. Le sursaut indigné des Israéliens a fait avorter ce plan. Son auteur, M. Dan Aridor, qui a accumulé les erreurs et fait preuve de beaucoup de cynisme depuis qu'il est à la tête du ministère des finances, a donné sa démission. M. Yaacov Meridor, ministre des affaires économiques, pourrait en faire autant.

A peine investi, le cabinet de M. Yitzhak Shamir fait face à l'une des plus graves crises internes qu'il ait connues. L'Etat hébreu depuis sa création en 1948, les finasseries auxquelles a eu recours le premier ministre pour minimiser, aux yeux de la population, l'importance d'un projet en préparation depuis six mois, en expliquant qu'il n'était pas au courant, ne manquent pas d'inquiéter. Sans doute M. Aridor avait-il atténué ou dissimulé les conséquences de la « dollarisation » à M. Shamir, qui n'a aucune compétence économique. Mais que l'ancien combattant de l'ombre dans la lutte contre la Grande-Bretagne n'ait senti la signification symbolique et les implications politiques d'une telle « réforme » amène à s'interroger sur ses qualités d'homme d'Etat, comme successeur de M. Begin.

Il est vrai que l'affaire de la « dollarisation » ne reflète pas seulement une crise gouvernementale et politique. Elle témoigne de la crise morale que traverse l'Etat d'Israël, de la crise d'identité que connaissent ses citoyens, à la suite de nombre d'initiatives prises par le Likoud au pouvoir depuis 1977. Comment oublier, en effet, que l'idéologie socialiste des kibboutzim, fondée sur l'effort, l'égalité et la justice, qui a fait l'honneur de l'Etat juif dans les premières années de son existence, a été de plus en plus reléguée à l'arrière-plan au bénéfice d'un libéralisme sauvage ? A ce laisser-faire du Likoud, qui s'est traduit par une inflation annuelle de l'ordre de 150 %, s'est ajoutée la « cassure » psychologique provoquée dans la population par la guerre du Liban et le massacre des camps de Sabra et de Chatila.

Sans doute, dans la vie quotidienne, la monnaie américaine avait-elle d'ores et déjà un cours quasi légal et servait-elle de « valeur-réfuge », mais, pour les Israéliens, de telles pratiques revenaient à se prémunir contre l'instabilité monétaire. Il est vrai que la politique du Likoud a fait de l'Israélien un des citoyens les plus endettés du monde - 5 360 dollars - et rendu le pays dépendant plus que jamais de l'aide américaine.

Alors même que ses adversaires arabes ont toujours considéré Israël comme une « tête de pont américaine au Proche-Orient », y voyant parfois le « cinquante et unième Etat » des Etats-Unis, le gouvernement de Jérusalem pouvait-il se permettre d'apporter de l'eau au moulin de ses détracteurs ? On ne touche pas impunément au drapeau, à l'hymne national ou à la monnaie - ce shekel exhumé des Ecritures il y a trois ans pour remplacer la livre à la consonance trop britannique. L'attachement à l'indépendance nationale des Israéliens a eu raison des projets fous de M. Aridor, qui a commis plus qu'une erreur, un sacrilège.

affaiblit la position de M. Shamir

Le ministre des finances a donné sa démission pour apaiser la tempête politique

De notre correspondant

Jérusalem. - Un « coup de presse » rondement mené qui a l'effet d'une bombe, jetant en pâture, sur huit colonnes à la « une », un prétendu « secret d'Etat ». Un pays abasourdi par la nouvelle, passant, en quelques heures, de l'incrédulité au courroux avant de se cabrer, uni et outragé, dans un sursaut d'orgueil patriotique. Une révolution monétaire mort-née. Un ministre des finances piégé, qui tente un baroud d'honneur puis donne pitoyablement sa démission - à la satisfaction générale. Un chef de gouvernement tout neuf qui, confronté à son premier scandale après trois jours de règne, cherche à le minimiser mais n'en sort pas grandi : Israël, déjà soumis à rude épreuve depuis une semaine, s'est offert jeudi 13 octobre une nouvelle « folle journée » en enrichissant son vocabulaire économique d'un terme inconnu la veille - et demain oublié : la « dollarisation ».

Premier acte : jeudi en début de matinée, le quotidien indépendant *Yedioth Aharonoth* lance un « scoop » de taille : le gouvernement envisage d'aligner l'économie du

pays sur la monnaie américaine. Le budget de l'Etat sera évalué en dollars, les salaires seront versés en dollars et indexés sur le billet vert, les citoyens pourront avoir des comptes courants en dollars. Cette « dollarisation » de l'économie nationale entrera en vigueur dans quelques semaines, après de nouvelles coupes budgétaires et une dévaluation supplémentaire. A terme, prédit le journal, le dollar deviendra la seconde monnaie d'Israël parallèlement au shekel.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

L'avenir du musée Picasso

Les travaux de restauration de l'hôtel Salé ont pris plusieurs années de retard, mais le chantier va désormais tambour battant.

LIRE PAGE 22 L'ARTICLE DE FRÉDÉRIC EDELMANN

M. Reagan semble résolu à se représenter

Nommé secrétaire à l'intérieur M. Clark pourrait diriger la campagne électorale du président

De notre correspondant

Washington. - Prenant de court son entourage, le Congrès et la presse, M. Reagan a annoncé, jeudi 13 octobre, qu'il nommait au département de l'intérieur son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. William Clark. Cette décision, dont la primeur a été donnée à un groupe de religieuses, est spectaculaire puisqu'elle écarte l'un des collaborateurs les plus proches et les plus fidèles du président d'un poste élu naguère occupé par M. Kissinger et M. Brzezinski.

Un nouvel homme - relativement nouveau, s'il s'agit comme on le laisse entendre de M. Robert McFarlane, l'adjoint de M. Clark - va donc, dans une période difficile, directement influencer sur la politique

étrangère des Etats-Unis. Mais, plus qu'un changement en ce domaine, ce sont des considérations de politique intérieure qui auraient poussé M. Reagan. Le président vient de faire d'un coup trois pas vers une nouvelle candidature.

La première conséquence de l'apparente rétrogradation de M. Clark est en effet de le libérer de fonctions qui ne lui laissent ni le temps ni la liberté de s'occuper de politique intérieure. Son nouveau poste, où il succède à M. Watt, démissionnaire pour cause de gaffes à répétition (*le Monde* du 11 octobre), est sans doute moins prestigieux que celui qu'il quitte. Il l'aurait néanmoins accepté, a-t-il laissé dire, « sans en faire une question de statut », et avec la volonté de se consacrer, « comme toujours », à ce que souhaite le président.

On le croit volontiers : M. Clark n'a paradoxalement jamais caché que la politique étrangère n'était pas son point fort, et M. Reagan a approuvé ce même jeudi la formation d'un comité pour sa réélection en 1984.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Le poids de l'impôt

Peut-on faire davantage « payer les riches » ?

Au moment même où M. Christian Pierret, rapporteur socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, déclare qu'il faut réduire la part de l'impôt sur le revenu dans le total des recettes de l'Etat, l'INSEE publie une étude extrêmement intéressante sur ledit impôt. Son auteur - Antoine Coutière, qui dirige le bureau des études fiscales de la direction de l'économie et des finances - montre que, si l'impôt sur le revenu français est globalement très léger par rapport à ce qu'il est à l'étranger, il est aussi beaucoup plus concentré sur un petit nombre de contribuables et plus progressif. Conclusion de l'étude : si l'impôt sur le revenu français devait être alourdi de façon très substantielle pour « coller » davantage aux impôts allemands ou britanniques, ce serait surtout au détriment des petits et moyens revenus.

L'impôt sur le revenu des personnes (I.R.P.) est en France environ deux fois plus faible qu'il ne l'est dans plusieurs pays industrialisés comme la R.F.A. ou la Grande-Bretagne (5 % du produit intérieur brut contre 10 % environ).

AL V.

(Lire la suite page 27.)

Appel aux universitaires

par ALAIN SAVARY

Le Sénat examinera, le 26 octobre, le projet de loi sur l'enseignement supérieur. A l'occasion de la rentrée des universités, M. Alain Savary adresse une lettre à la « communauté universitaire » dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Le ministre de l'éducation nationale s'efforce de répondre au malaise et au vent de fronde qui se développent parmi les enseignants du supérieur. Il indique que la décision d'augmenter les horaires des professeurs n'est pas dictée par une quelconque « volonté d'augmentation » et il annonce le dépôt d'un amendement pour concilier démocratie et « politique scientifique de qualité ».

Après un débat long et difficile, l'Assemblée nationale a voté en première lecture le projet de loi sur l'enseignement supérieur qui sera soumis sous peu au Sénat ; un décret récent sur les obligations de service en 1983-84 fait couler de l'encre et alimente des débats ; la rentrée universitaire est en cours, qui s'échonne sur plusieurs semaines et constitue toujours un temps fort de l'année. Aussi bien le silence du ministre serait-il inexplicable et incompréhensible.

J'ai déclaré devant l'Assemblée nationale que l'investissement dans l'éducation et la recherche est un devoir national et un impératif pour la sortie de la crise. Nous devons combler un retard accumulé depuis plusieurs années sur le plan international.

Le rapport de la commission du bilan montre que la France se trouvait placée au moins derrière les Etats-Unis, la Suède, l'U.R.S.S. et le Japon quant au nombre d'étudiants rapporté à la population ; cette place s'est dégradée gravement en quinze ans. C'est à une inversion de tendance que nous avons commencé de procéder depuis 1981. Mais retrouver un rang plus convenable au sein des nations industrialisées suppose, pour l'enseignement supérieur, des moyens quantitatifs et une approche qualitative nouvelle. Je réappellerai ici simplement que, après un effort massif de recrutement d'enseignants entre 1960 et 1974, la source s'est trouvée brutalement tarie : le même rapport de la commission du bilan (tome 4, page 247) indique un effectif total de 10 000 enseignants en 1960-1961, de 40 600 en 1973-1974, de 41 300

en 1980-1981 ; en sept ans, il n'y a donc eu que 700 créations d'emplois. Il fallait réagir vite : 1 802 emplois nouveaux ont été créés au budget de 1982, 720 au budget de 1983, 790 le seront dans le budget de 1984 si le Parlement suit les propositions gouvernementales.

Quant aux crédits de recherche, ils ont augmenté de 25,9 % en 1982 et de 21,3 % en 1983. Le projet de loi de Plan retient lui aussi, pour le IX^e Plan, un effort important, tant financier (47 % d'augmentation des crédits) qu'en termes d'emplois, et notamment en vue de la rénovation du premier cycle et des filières technologiques supérieures. Des universitaires m'objecteront le contexte budgétaire d'une rigueur ? Je leur répondrai que la priorité a été reconvenue à la formation et à la recherche, et que, depuis 1981, les chiffres sont là pour prouver que les intentions ont été traduites en actes et pour garantir qu'elles le seront à l'avenir.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

M. Chirac se trompe gravement s'il croit faire porter son indignation à tous les travailleurs. Certes, les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale donnent lieu à un joyeux désordre informel. Oui, des électeurs ont été oubliés alors que d'autres collectionnent les cartes.

Fichier

Et alors ? Celo prouve que les moelles du filet ne sont pas si serrées et que le grand méchant ordonnateur n'est pas au point puisque nous pouvons exister sans qu'il le sache. Cette poignée est une chance pour la démocratie.

BRUNO FRAPPAT.

M. JEAN-CLAUDE GAUDIN

invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 16 octobre, de 18 h à 19 h 30.

Le député des Bouches-du-Rhône, qui a mené la campagne municipale à Marseille contre M. Gaston Defferre, maire P.S. de la ville, répondra aux questions d'André Passeron et de Christine Fauré-Myrice, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Gilles Leduc, de R.T.L. Le débat étant dirigé par Elie Vannier.

« La fonction socio-intellectuelle proprement fondamentale de la collection Le sens commun » L. Porcher, l'Educateur

FRANCINE MUEL - DREYFUS

LE METIER D'EDUCATEUR

SYLVAIN MARESCA

LES DIRIGEANTS PAYSANS

COLLECTION LE SENS COMMUN dirigée par Pierre Bourdieu

AUX EDITIONS DE MINUIT

(1) Un nouveau et très clair - Rapport sur l'alimentation mondiale - (1983) vient d'être publié. Dans son avant-propos, M. Edouard Saoumi, directeur général de la F.A.O., estime, avec de nombreux observateurs, qu'il faudra accorder à l'avenir une plus grande importance aux rapports entre sécurité alimentaire et production vivrière, ainsi qu'à la nécessité d'assurer aux pays et aux groupes les plus pauvres un accès équitable aux approvisionnements vivriers.

(2) Overcoming World Hunger (vaincre la faim dans le monde).

Le Monde

idées

Pour une coopération inspirée

par GABRIEL MARC (*)

duquel tout n'est que Satan communiste. Ce n'est pas d'opinion !

Face à cette sorte d'expectative un brin morose, il y a pourtant une réalité objective terrifiante. D'ici à la fin du siècle, s'ajoutent à la population actuelle presque autant d'humains qu'il y en avait au début du siècle. La quasi-totalité de ces nouveaux venus seront dans l'actuel tiers-monde. Leur enfoncement dans la misère de masse est inévitable, pour des raisons morales évidentes, mais aussi pour de pressantes raisons de sécurité planétaire.

Alors que faire ? Depuis un quart de siècle on répond à cette question d'immuable manière. Aujourd'hui c'est de créer de petits groupes tiers-mondistes qui, parce qu'ils connaissent un coopératif ou un missionnaire, réinventent joyeusement ce qui inspirait jadis les gouvernements et les O.N.G. : faire du bien, nourrir des affamés, les développer jusqu'à ce qu'ils nous ressemblent, y compris jusque dans notre niveau de vie. Or c'est précisément ce qui a échoué, qui a engendré plus de mal que de bien, faute que l'on ait pensé que l'homme ne vit pas seulement de pain mais aussi de culture.

O.N.G. et gouvernements ont tiré les leçons du passé. Les seconds expérimentent de nouvelles formules de coopération. Les premières,

(*) Président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.).

moins gênées par la raison d'Etat, acquiescent sur le terrain au savoir-faire très diversifié, que, à l'inverse des petits groupes, elles ont la capacité d'échanger et de capitaliser. Le profil expérimental de coopération entre les peuples à venir apparaît peu à peu. Il ne manque que l'essentiel, ce qui en ferait un projet mobilisateur pour les opinions publiques, à savoir une nouvelle inspiration.

D'inspiration un peu neuve je n'en connais qu'une, la lettre sur le développement des peuples de Paul VI. Elle date de Pâques 1967. Depuis lors, le monde a basculé. Cette lettre ouvrait des perspectives qui demeurent fécondes. Le développement y est situé comme une tâche commune à laquelle chaque peuple, riche ou pauvre, est appelé à concourir et à tirer des fruits.

Elle appelle les concours de sages, d'une réflexion profonde, à la recherche d'un humanisme nouveau. Les experts gouvernementaux et les militants des O.N.G. mettent en œuvre des instruments d'une nouvelle sagesse. Ils sont trop occupés pour formuler les termes d'un nouvel humanisme. Quels maîtres à penser vont s'emparer de leurs expériences et les intégrer dans une vision exaltante d'un monde nouveau à construire, qui permette à chacun de nos concitoyens de comprendre que le développement ne se partage pas : en aidant au développement des plus pauvres, c'est à son propre développement qu'il travaille, et réciproquement.

L'empire de la faim

(Suite de la première page.)

M. Vansca, ministre de l'Agriculture, rappelle que de nombreux étudiants des pays en développement venaient parfaire leurs connaissances agricoles dans les universités hongroises, que les spécialistes étaient envoyés de Budapest dans certains pays en développement et que le système de production hongrois (coopération de production et exploitation privées) suscitait un grand intérêt au Mexique, au Brésil, en Egypte, au Nigeria, en Iran, en Irak et en Algérie.

Hongrois également, M. Jozsef Bogner, après avoir rappelé que le tiers-monde (avec la Chine) représenterait 80 % de la population de la planète en l'an 2000, et qu'il fournit aujourd'hui seulement 47 % de céréales, 36 % de viande et 17 % de la production mondiale de lait, s'affirma résolument pour une « solution globale » de la crise de l'alimentation.

Ce mot de « global » revint souvent sur les lèvres des intervenants, comme une sorte d'incantation qui prit peu à peu consistance. Il intriguait d'abord, face aux interventions convergentes sur la nécessité de concevoir un développement beaucoup plus « à ras de terre ». N'y avait-il pas là une contradiction forte ?

Aurelio Peccel et l'an 1000

M. Aurelio Peccel, président du Club de Rome, la dissipa nettement en montrant qu'à tous les niveaux tous les problèmes étaient liés : techniques, économiques, commerciaux, politiques et culturels, et qu'on n'arriverait à rien si on prétendait les isoler. Il revint sur l'idée qui lui est chère : « Nous avons accumulé les éléments d'un pouvoir fantastique mais nous n'avons pas développé la sagesse requise par le nouvel état des choses ».

En dépit de tous nos succès, le nombre de ceux qui ont faim dépasse la population totale du monde de l'an 1000... Aujourd'hui, la sécurité alimentaire est liée à la paix sur la terre.

CORRESPONDANCE

Les détournements de l'eau

L'eau a été choisie par les Nations unies comme thème de la décennie 80. C'est un facteur essentiel de la vie et donc du développement.

Mais la politique des grands barrages, encore trop souvent soutenue par le gouvernement français, entraîne des expulsions massives de paysans (16 000 pour l'aménagement du fleuve Sénégal, 72 000 pour le barrage de Sobradinho au Brésil), amène à l'abandon des cultures vivrières au profit des cultures d'exportation (seules susceptibles de financer le coût, dispendieux en devises, de l'investissement), développe une intervention massive de l'Etat et des sociétés aux dépens de l'initiative paysanne...

La petite hydraulique n'est pas toujours au reste la panacée pour les zones rurales (épandage des nappes sur-équipées en puits des micro-réalisations, piétinement, sédentarisation forcée...). La culture rationnelle en sec peut être développée largement, en intégrant les techniques traditionnelles. Mais toutes ces techniques ne peuvent se mettre au service des paysans pauvres que si est enrayé l'ordre tentaculaire d'un marché mondial qui ruine, une à une, toutes les productions paysannes du tiers-monde et de nos régions pauvres.

LUC THIEBAUT. (Paris)

PIERRE DROUIN.

Nourrir tous les hommes

Seize octobre. Journée mondiale de l'alimentation. Dix-neuf octobre, convocation par la F.A.O. d'une réunion gouvernementale de haut niveau afin d'examiner la disette très grave qui règne en Afrique. A cette occasion, Pierre Drouin exprime son accord avec une des grandes idées lancées par le Club de Rome lors d'une récente réunion à Budapest. Gabriel Marc trouve un motif de réconfort dans une « nouvelle sagesse » diffusée par les O.N.G. (Organisations non gouvernementales) et les experts des Etats. Mais il manque une grande et nouvelle inspiration.

BOU CHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731



250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaume"
"92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"

Côte de Beaune Villages
"Chis Royer"
Savigny-lès-Beaune
"Les Lavières"
Beaune Chis de la Mousse
"Les Propriétaires"
Beaune Tournon
Beaune Maronniers
Beaune Grèves
"Vigne de l'Enfant Jésus"
"Les Propriétaires"
Volnay Chantlin
Volnay Thillepains
Volnay Frimonts
"Clos de la Rougeotte"
"Les Propriétaires"
Volnay Caillereux
"Amienne Cuvée Carant"
Pommard 1^{er} cru
Le Corton
Chambolle-Musigny
Chambertin
Beaune Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charlemagne
Chevalier Montrachet
Montrachet

Département de la Côte d'Or
Boucharde Père et Fils, Négociants au Châtea
21200 Beaune, Tél (03) 22.14.41 - Tél 360.607

Distributeur exclusif
des "La Romanée" et
du "Clos de la Rougeotte"
de la Société Civile
du Château de Beaume

ÉQUIPOTEL - Pte de Versailles
Palais Sud - Stand 375
Niveau 2 - Allée K

LU

« LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT INDÉPENDANT »
de Charles-Albert Michalet

Desserrer les contraintes

« AIDER le tiers-monde, c'est s'adresser soi-même à sortir de la crise. » La remarque du président de la République prend tout son sens aujourd'hui que le Sud, croulant sous les dettes faute d'avoir pu enclencher un développement lui permettant de faire face à ses engagements financiers, menace d'emporter le système bancaire mondial dans sa ruine.

Aider le tiers-monde, ce n'est pas si simple. Sans doute faut-il accroître l'aide publique au développement. On sait que le gouvernement français, malgré la crise et à cause d'elle, s'est engagé à doubler son effort. Mais l'exemple n'est guère suivi. Sur tout, le transfert de ressources du Nord vers le Sud, si nécessaire soit-il, ne résout pas tout s'il ne s'insère pas dans une stratégie de développement.

C'est dire que l'ouvrage de Charles-Albert Michalet, fruit d'un travail d'équipe encouragé par le ministère de la coopération, vient à point nous aider à réfléchir sur les modèles possibles. Le phylaxie s'impose en raison de la diversité des situations. Il n'est pas beaucoup de traits communs entre un « pays moins avancé » comme le Niger, à dominante rurale, et une plateforme capitaliste industrielle comme Taïwan : entre un petit archipel de quelques centaines de milliers d'habitants comme le Cap-Vert et un État continental comme le Brésil.

Michalet découvre pourtant une constante dans la nécessité pour les pays du Sud d'atténuer leur dépendance vis-à-vis du système économique mondial, d'élargir leur espace d'autonomie pour permettre un processus d'accumulation nationale relativement autonome. La notion de « développement indépendant », qui rejoint par certains aspects le « nouveau développement » de François Perroux ou le « développement autonome » de Gérard de Bernis, a le mérite de ne pas réduire le sujet à la vision bucolique et pastorale qu'en donnent certains et de prendre la société internationale telle qu'elle est, avec ses échanges, son commerce, sa structure internationale et financière. Il n'est pas question de plaider pour un développement « albanais », mais de desserrer les contraintes.

La méthode s'applique aux trois niveaux de développement que distingue l'auteur et qui peuvent fort bien s'entrecroiser. Dans les sociétés à dominante rurale, la priorité est de desserrer la contrainte commerciale qui, en absorbant la plus-value, décourage l'agriculture d'aller au-delà de l'économie de subsistance.

Au niveau industriel, il faut mettre en place une stratégie plus autocentrée en veillant au goulot des biens d'équipement. Au niveau financier, Michalet plaide contre la philosophie du Fonds monétaire pour un réajustement à moyen terme fondé sur le développement économique et un encouragement aux systèmes bancaires nationaux.

L'analyse de Michalet conduit à réexaminer les programmes de coopération pour mieux les intégrer dans le modèle de développement souhaité. En amont, nous avons conforté l'aide à la planification de nos partenaires et la programmation de nos propres projets. L'aide au coup par coup verse trop souvent dans l'incohérence et engendre le mal-développement. Une telle philosophie exige d'écarter systématiquement les projets absurdes et anti-économiques, ce qui n'est pas toujours facile à faire admettre par nos partenaires, on le sait.

Stagissant de notre coopération avec les pays les moins avancés, il faut y consacrer une part substantielle de notre aide publique au développement. Les P.M.A. n'ont pas les moyens d'accéder au marché financier international, ni les ressources économiques permettant de faire face aux premiers engage-

ments. C'est pourquoi le gouvernement leur a réservé une proposition importante et protégée de l'aide, malgré les pressions en sens contraire (cette catégorie de pays n'est pas très intéressante au point de vue commercial).

Au second niveau, c'est la coopération industrielle qui s'impose. Il a fallu créer de toutes pièces une sous-direction de la coopération industrielle. Jusqu'ici, le ministère concevait surtout son apport en termes de développement rural ou d'infrastructures techniques, les problèmes industriels étant abordés essentiellement sous l'angle commercial. Pourtant, l'aide à la création d'une classe d'entrepreneurs, le transfert de technologies adaptées, la mise en place d'un tissu de P.M.I., sont des éléments indispensables à la réussite d'un développement industriel qui ne se nourrit pas que de grands projets et de vastes usines, trop souvent abandonnées. Notre propre industrie trouve sans cet effort de coopération son avantage et tisse des liens durables là où une stratégie purement commerciale a montré ses limites.

Quant à la coopération financière, elle aussi mérite d'être réexaminée. L'aide aux systèmes bancaires nationaux ou régionaux et, d'abord, l'encouragement à la création ou au développement d'un véritable crédit agricole doivent être amplifiés. Parallèlement, le fonctionnement de nos propres mécanismes de financement à l'aide doit être mieux maîtrisé. Les imprécisions d'André Postel-Vinay contre les effets pervers du système des prêts du Trésor, qui alimentent le mal-développement et contribuent à la crise financière mondiale, sont largement fondées. Un effort a été fait par la direction du Trésor pour mieux ajuster ces prêts aux besoins de nos partenaires. Mais leur vocation première, qui est de soutenir les exportations françaises, n'est pas toujours facile à concilier avec les exigences d'un développement endogène.

Les relations avec le F.M.I.

Reste le problème des relations avec le Fonds monétaire international, dont la doctrine aboutit trop souvent à écraser le développement économique sous le prétexte de l'assainir. Il faut à cet égard être bonnetier. Le F.M.I. porte souvent le chapeau. Il est bien commode d'accuser de tous les maux les gnomes de Washington alors que les erreurs économiques, voire les turpitudes de gestion, sont, elles, bien nationales.

Ainsi avons-nous développé ces dernières années un mode d'intervention original, une sorte de conseil en négociation avec le F.M.I. Charles-Albert Michalet n'aborde pratiquement pas le thème du codéveloppement. L'expression, qui a connu une certaine fortune, couvre une réalité encore floue, ombragée. Il faut pourtant aller dans cette direction si nous souhaitons donner à la coopération toute sa dimension. Il s'agit à la fois de globaliser les relations avec certains partenaires privilégiés et de rendre plus complémentaires nos économies de ce fait. L'expérience actuellement en cours avec l'Algérie révèle toutes les difficultés de l'entreprise, mais aussi ses promesses.

Voilà un beau thème d'étude. J'espère que Charles-Albert Michalet poursuivra sa réflexion, ainsi emmenée dans le Défi du développement indépendant, sur des bases aussi fructueuses.

JEAN-PIERRE COT, (ancien ministre de la coopération).

* Le Défi du développement industriel. Les Éditions Roches, 21, rue Royale, 75008 PARIS. 192 pages. 79 F.

• RECTIFICATIF. — M. Francis Créteux nous signale que, dans la page « idées » datée du 13 octobre, nous avons donné deux fois un titre inexact à l'ouvrage que Jacques Estager et lui-même ont publié aux Éditions Messidor. Une première fois, il a été intitulé *La Vérité vraie*, une seconde fois *La Vérité vraie sur le parti*. Bibliographiquement, le seul titre est celui de la couverture : *Sur le parti, 1939-1940*.

[La *Vérité vraie* était le titre de la collection dans laquelle a été publié cet ouvrage. N.D.L.R.]

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Lacroix, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Mary (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie
du « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.
ISSN : 0395 - 2037.

15 OCT 1983

BERTRAND LE GENDRE.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le scandale du « dollar israélien » affaiblit la position de M. Shamir

(Suite de la première page.)

L'information provoque la stupeur, ses conséquences sont évidentes. Renoncer à coter le dollar sous le lien autoritaire du dollar soumettrait le gâs de toute politique monétaire indépendante. Le shekel ne serait plus en pratique qu'un dollar déguisé. Cela marquerait un complet revirement par rapport à la politique menée jusqu'ici par le Likoud et qui consistait à laisser flotter en baisse la monnaie nationale en entraînant au jour le jour sa dévaluation de facto au gré de l'inflation. Ce serait, surtout, un indéfectible abandon de souveraineté.

Deuxième acte : le ministre des finances, M. Yoram Aridor, sommé de s'expliquer par la presse, confirme dans une longue interview à la radio nationale l'essentiel des informations dévolées par Yediot Aharonoth. « Nous avons, dit-il, préparé depuis plus de six mois et dans le plus grand secret un plan d'ensemble en concertation avec la Banque d'Israël et avec des universitaires israéliens et étrangers. Ce plan comportait trois étapes : la compression du budget de l'Etat, une dévaluation importante de la monnaie, l'expression en dollars de la réalité économique israélienne. »

« Si les salaires, poursuit-il, sont exprimés en dollars et si les salaires revendiquent des augmenta-

tions, nous ne serons plus en mesure de les satisfaire puisque nous ne pouvons pas imprimer la monnaie américaine en Israël. Je prépare d'ailleurs une loi qui interdira au gouvernement de faire fonctionner la planche à billets. Nous arriverons ainsi à sortir du cercle vicieux qui fait qu'après chaque hausse des prix nous donnons automatiquement une prime de vie chère. » M. Aridor affiche clairement son objectif : briser la spirale inflationniste en provoquant de force une réduction du niveau de vie des Israéliens. Il assure qu'il avait mis MM. Begin et Shamir au courant de ses intentions.

Pour M. Aridor, cette politique est à la fois logique et courageuse. Ses trois volets sont indissociables. « Je veux, ajoute-t-il, changer les règles du jeu. À terme, l'économie nationale sortira consolidée. Je pense que l'administration ombrineuse coopérera avec ce projet. » Le matin même, le directeur de son ministère, M. Sadan, s'était envolé pour Washington afin d'y rencontrer les responsables du Trésor américain.

La confirmation par M. Aridor de son plan révolutionnaire - qu'il entend soumettre dès dimanche au cabinet - soulève aussitôt une tempête de protestations. Les réactions hostiles fusent de partout. Le ministre a, il est vrai, déjà décrié depuis

longtemps la palme de l'impopularité. D'un bout à l'autre de l'éventail politique, on tire à boulets rouges sur celui qui symbolise l'échec économique du Likoud.

« Changer le drapeau ! »

Du côté de la coalition gouvernementale, le tollé tient de l'exorcisme. On parle de « scandale », de plan « anti-patriotique ». On dénonce ce « coup porté à la souveraineté du pays ». « Ce projet est irresponsable, déclare l'économiste Ben Schahar. Il prouve que nous avons perdu totalement le contrôle de notre économie. » M. Guicoulin Cohen, égaré du parti d'extrême droite Tachia (Renaissance), y voit une opération de « sabotage ». M. Modai, ministre de l'énergie et ennemi déclaré de M. Aridor, ajoute, sarcastique : « Il ne reste plus qu'à changer aussi le drapeau et l'hymne national. » Peu après, le comité directeur du parti libéral, composant du Likoud, auquel appartient M. Modai, exige la démission de M. Aridor, sur le thème : « C'est lui ou nous. » Des hauts fonctionnaires brandissent leur menace de démission. Des professeurs qualifient ce plan d'« absurde ».

Même langage dans l'opposition. Pour la centrale syndicale Histadrout, la « dollarisation » « porte atteinte à l'honneur d'Israël ». Pour le parti travailliste, ce plan « détruit le rêve juif d'une indépendance politique et économique ». Le parti travailliste annonce qu'il déposera lundi un motion de censure devant la Knesset et confirme qu'il demandera des élections anticipées pour mai 1984. Dans la rue, la consternation se teint d'une ironie grinçante. On prédit qu'Israël « perdra sa personnalité » et se transformera en « succursale de l'Amérique ». « Il ne reste plus qu'à devenir le cinquante et unième Etat de l'Union », constate un passant interrogé par la radio. L'indignation populaire est à son comble tandis que la coalition menace de se disjoindre. M. Aridor ne trouve qu'un défenseur, qui d'ailleurs se reprendra bien vite : M. Lorin, président de la commission des finances de la Knesset.

La démission de M. Aridor

Il faut calmer les esprits. D'où le troisième acte : plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-premier ministre, M. David Lévy, demandent la convocation urgente du cabinet. Avant même le début de la réunion, M. Aridor se démet et explique son geste : « J'ai été conduit, dit-il, à démissionner après la publication d'un plan de redressement par étapes que nous avions élaboré au ministère des finances et qui devait être vérifié et amélioré avant d'être porté à la connaissance du public. Je ne peux désormais poursuivre mon action dans ces conditions. » Dans la majorité comme dans l'opposition, le soulagement est immédiat. Le secrétaire général du parti travailliste, M. Bar Lev, réclame cependant la démission de tout le gouvernement. M. Aridor, qui jurait la veille encore qu'il ne donnerait jamais sa démission, a enfin entendu raison, victime d'une fuite organisée probablement par un autre fonctionnaire de son ministère. Ses principaux collaborateurs le suivront.

Dernier acte : M. Shamir, dans une interview télévisée, s'emploie à calmer le jeu sur un ton faussement décontracté. La démission de M. Aridor ? « Ce n'est qu'un acte personnel, une décision à laquelle il pensait depuis plusieurs jours déjà. » Ce n'est donc pas un désaveu du gouvernement. La « dollarisation » de l'économie ? « Un simple document de travail et de réflexion destiné aux experts, pas un plan d'action. » M. Shamir précise qu'il en a entendu parler pour la première fois il y a seulement quelques jours.

FRANÇOIS RENARD.

Pour comprendre

Henri Laoust

LES SCHISMES DANS L'ISLAM

Bibliothèque Historique 135 F Payot

AMÉRIQUES

Chili

LES MANIFESTATIONS CONTRE LE RÉGIME PINOCHET

L'extrême gauche prend le relais des classes moyennes dont la combativité semble éteinte

De notre envoyé spécial

Santiago du Chili. - Le Chili a vécu, jeudi 13 octobre, le dernier acte de la sixième journée de protestation nationale. Une journée qui avait en fait commencé mardi. Après l'interdiction de la « marche pour la démocratie », le Mouvement démocratique populaire (M.D.P.) avait, en effet, appelé les Chiliens à protester durant trois jours consécutifs. Bilan provisoire : cinq morts, dont un carabinier assassiné jeudi matin dans le centre de la capitale, ce qui porte à soixante-neuf le nombre des victimes depuis le début de l'agitation, des dizaines de blessés graves et une centaine d'arrestations.

À la pointe du combat, cette fois, les étudiants. Les trois principales villes du Chili ont été le théâtre de violentes bagarres entre étudiants et carabiniers. A Santiago, un campus a été transformé en champ de bataille, tandis que de sérieux accrochages se produisaient à la faculté des sciences et à la faculté de médecine. A Concepcion, dans le Sud, plusieurs milliers d'étudiants, rassemblés dans les locaux de l'université catholique qui ont tenté de résister aux forces de l'ordre. Un manifestant a été mortellement blessé par une grenade lacrymogène. A Valparaiso, ce sont les étudiants de l'université catholique qui ont tenté de résister aux forces de l'ordre. Jamais les affrontements avec la police n'avaient atteint un tel degré de violence.

Dans les quartiers pauvres de Santiago, les manifestants ont dressé des barricades, provoquant l'inter-

vention immédiate des carabiniers : mais, dans l'ensemble, la situation a été plus calme que durant les journées de septembre. Quant au reste de la population, elle n'a pratiquement pas bougé. « Cacerolazo » et « bocinazo » (concert de klaxons) discrets et pas d'attroupements dans la rue comme à l'occasion des précédentes journées de protestation. À l'évidence, la combativité des classes moyennes et des couches aisées s'est sensiblement éteinte. Si leur mécontentement à l'égard du régime n'a pas diminué, la peur d'une explosion populaire, elle, a considérablement augmenté.

Les « protestataires » ont donc été moins nombreux que les autres fois. Sans doute parce que cette sixième journée de protestation n'avait pas l'appui de l'Alliance démocratique. Le Commandement national de travailleurs, qui regroupe les principales organisations syndicales, avait, certes, adhéré au mouvement, mais sans mobiliser ses troupes. En fait, les responsables de cette nouvelle journée étaient le M.D.P. et le Commandement unitaire démocratique ou l'influence de l'extrême gauche est prépondérante.

La plupart des dirigeants de l'opposition sont convaincus que l'étape des cacerolazos est dépassée. « Ce qu'il faut maintenant, c'est rassembler le peuple dans la rue », affirme un responsable socialiste. Le succès du meeting quasi improvisé de mardi paraît confirmer cette thèse.

JACQUES DESPRES.

Etats-Unis

M. Reagan semble résolu à se représenter

(Suite de la première page.)

Annoucé par le président du parti républicain, le sénateur Paul Laxalt, cette seconde décision n'a pas valeur de véritable déclaration de candidature. M. Reagan, qui ne souhaite pas voir dévaliser trop tôt l'autorité de sa fonction, devrait d'ailleurs stipuler dans le document qu'il fera remettre à la commission fédérale des élections qu'il n'est pas définitivement déterminé à se représenter. Il n'en reste pas moins qu'il a pris soin d'indiquer à ses interlocuteurs religieux que la santé de sa femme n'était pas si mauvaise. L'hypothèse d'une retraite dans le ranch californien apparaît donc de moins en moins probable.

Dans ces conditions, M. Clark, l'homme dont M. Reagan avait fait son chef de cabinet, il y a seize ans, lorsqu'il était gouverneur de Californie, devait abandonner, couvert d'honneurs, les affaires du monde pour pouvoir se consacrer aux priorités du jour.

Une touche de souplesse

Second avantage, cette nomination devrait reconforter les partisans les plus conservateurs de M. Reagan, indispensables à une bonne campagne. La démission de M. Watt - poussé dehors par l'appareil républicain - avait constitué pour eux une nouvelle déception. Californien, homme d'autorité et d'expérience, M. Clark n'embarrasse pas son ancien maître de faiblesse de nuances trop subtiles. D'abord nommé après l'élection de M. Reagan secrétaire d'Etat adjoint, il n'avait pas craint d'afficher devant la commission des affaires étrangères du Sénat une ignorance à peu près absolue de la politique internationale, ce qui ne l'a pas empêché de s'y consacrer pendant trois ans. Il avait pour lui des convictions qui plaçaient à un électeur dont il faut reconnaître l'ambivalence.

Comme secrétaire à l'intérieur, et chargé à ce titre de gérer les ressources naturelles et les terres fédérales, M. Clark sera désormais en contact direct et permanent avec les administrations des différents Etats

- c'est-à-dire à un poste éminemment politique.

Troisième avantage d'une décision complexe : elle apporte une retouche à l'image, trop martiale en année électorale, de M. Reagan. Comme le sont traditionnellement tous les conseillers pour les affaires de sécurité nationale avec le secrétaire d'Etat, M. Clark était en situation de rivalité et de tension avec M. Shultz. Ce conflit larvé avait débordé dans les colonnes de la presse après que M. Clark se fut rendu à Rome le 1^{er} octobre, sans avoir averti M. Shultz, pour se concerter avec M. McFarlane, son ex-assistant, envoyé spécial du président pour le Proche-Orient, qui revenait de Beyrouth, et avec M. Weinberger, le secrétaire à la défense, qui a des vues sur le département d'Etat et qui revenait, lui, de son voyage en Chine.

Le départ de M. Clark ne peut donc qu'être agréable à M. Shultz. M. Clark ayant une réputation - justifiée - de faucon, et M. Shultz passant pour être plus soucieux de diplomatie, M. Reagan paraît avoir tranché en faveur d'une certaine souplesse. Cela peut l'aider à faire face à l'assaut que les démocrates comptent bien lancer contre sa politique étrangère.

Reste le vrai problème : la conduite de cette politique. Si des évolutions substantielles sont très peu probables, un changement d'homme à un poste aussi important ne peut être totalement indifférent. Proche sur le fond de M. Clark mais expert des affaires internationales et discret jusqu'à un mutisme, M. McFarlane pourrait assurer une transition en douceur et mettre sa courtoisie et ses bonnes relations avec le Congrès au service d'une tentative d'apaisement des polémiques intérieures sur la politique étrangère.

Il n'était pas encore nommé vendredi : d'autres noms circulaient, dont celui de M^{me} Jane Kirkpatrick, ambassadrice auprès des Nations unies. Les impératifs électoraux commencent seulement à peser sur la politique de Washington.

BERNARD GUETTA.

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

« MITTERRAND : PRISONER IN THE ELYSEE »

This week The Economist looks at Mitterrand's future and his tough choices abroad.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

15 أكتوبر 1983

Tchad

M. Hermu a donné des précisions sur le déroulement de l'opération « Manta »

M. Charles Hermu, ministre de la défense, a donné des précisions, mardi 11 octobre, devant la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, sur le déroulement et les moyens utilisés pour l'acheminement des troupes françaises au Tchad, lors de l'opération « Manta ». Il a fallu vingt-quatre avions-cargos civils du type Boeing-747 et DC-10, ainsi que trois DC-8 et vingt-six Transall pour transporter au Tchad trois mille hommes et 3 500 tonnes de matériel et de fret, a indiqué M. Hermu. Les appareils ont effectué jusqu'à vingt-neuf rotations quotidiennes pendant vingt-deux jours. Le ministre de la défense a expliqué que, en raison des interdictions de survol imposées par certains pays africains, les appareils avaient dû faire le tour de l'Afrique de l'Ouest. La longueur des routes aériennes a été ainsi portée de 3 900 kilomètres (par la route directe) à 6 500 kilomètres. De plus les avions gros porteurs ne pouvant, en raison de leur poids, atterrir à N'Djamena, une rupture de charge avait lieu à Bangui, en République centrafricaine.

N'Djamena dément l'assassinat de civils

Le gouvernement tchadien a catégoriquement démenti, mardi 11 octobre, l'assassinat de civils par ses forces armées dénoncé lundi par Amnesty International (le Monde du 11 octobre). L'organisation humanitaire avait indiqué que, au cours des quinze derniers mois, les troupes gouvernementales avaient tué plus de cent « soldats civils » dont beaucoup dans les villes et villages éloignés des zones de combats.

Selon M. Soumaila Mahamat, ministre tchadien de l'information,

Amnesty International « a été induite en erreur par des gens mal intentionnés ». La Libye, a-t-il assuré, se livre à un « génocide des populations » tchadiennes dans le nord du pays. Sans écarter la possibilité que des « accidents » puissent se produire lors des affrontements entre forces armées ennemies, M. Soumaila a indiqué que les autorités de N'Djamena ne s'opposeraient pas à l'envoi sur place d'une mission d'Amnesty International. Des prisonniers de guerre sont « très bien traités », a-t-il, d'autre part, affirmé. — (A.F.P.)

ASIE

Le ministre vietnamien des affaires étrangères en visite à Paris

M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères vietnamien, est arrivé jeudi 12 octobre à Paris, venant des Nations unies. Au cours de cette visite de travail dans la capitale française, M. Thach doit s'entretenir samedi avec son homologue français, M. Claude Cheysson. M. Thach, qui est également membre suppléant du bureau politique du P.C.V., a rencontré jeudi M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du P.C.F.

M. Thach, qui s'était déjà entretenu à deux reprises à New-York avec M. Cheysson, a reconnu jeudi au cours d'une conférence de presse que des divergences persistent entre la France et le Vietnam à propos du Cambodge. Paris continuant à réclamer le retrait des troupes vietnamiennes de ce pays et ne reconnaissant pas le régime de Phnom-Penh. Il a toutefois insisté sur les « convergences », la France étant en faveur de la paix, de la neutralisation de l'Asie du Sud-Est et n'employant pas les facteurs économiques comme un levier politique dans les relations internationales.

M. Thach a d'autre part confirmé son rejet de la dernière proposition des pays de l'ASEAN réclamaient le retrait graduel, sur une base territoriale, des troupes vietnamiennes du Cambodge, ce qui, selon lui, donnerait « les mains libres à la Chine, à la Thaïlande et à Pol Pot ». Enfin, parlant du récent accord frontalier laot-vietnamien, signé le 27 septembre, M. Thach a affirmé qu'il se fonde sur les anciennes cartes mili-

taires françaises de 1954 et sur la « ligne Brévié » — base des accords de 1967 entre les révolutionnaires vietnamiens et le prince Sihanouk — et qu'il n'impliquait donc aucune modification de frontière.

Corée du Sud

• DÉMISSION DU GOUVERNEMENT. — Le premier ministre, M. Kim Sang Hyup, a remis, ce vendredi 14 octobre au président Chun Doo Hwan la démission de son gouvernement, dont quatre membres ont été tués dimanche dernier par l'attentat à la bombe de Ranguon.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 255.00.00

Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h

Métro Parmentier
Parking gratuit
Catalogue gratuit sur demande

(Publicité)

SUCCÈS ! INVITATION GRATUITE...

Si vous avez les ces lignes, S.D.I. (SUCCESS DEVELOPMENT INSTITUTE) vous invite à participer GRATUITEMENT, avec votre conjoint et vos amis à une soirée enthousiasmante, inoubliable même, le Mercredi 19 octobre.

Lors de cette conférence passionnante, vous découvrirez comment chacun peut parler avec aisance en toutes circonstances, développer mémoire et confiance en soi, acquiescer « les atouts d'une plus grande réussite » dans la vie professionnelle, sociale et familiale.

Cette conférence aura lieu à l'Hôtel Holiday Inn Place de la République, Paris de 18 h 45 à 20 h 45 le 19 octobre.

Renseignements (1) 383-57-72.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuits dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.

DAUDE

75 bis, AV. DE WAGRAM, 17°
227-88-54 / 783-34-17

VOIR AU BUREAU

LAMPE TÉLESCOPIQUE
LUMIÈRE DIFFUSE
ET ÉGALE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE

38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
Tél. 260.28.00

Pologne

LE PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL

Le général Jaruzelski a reçu des encouragements de l'Union soviétique

Ni ouverture ni concessions : le plénum du comité central du parti ouvrier polonais qui s'est ouvert ce vendredi 14 octobre à Varsovie ne devrait être accompagné d'aucun geste allant dans le sens du dialogue avec la société, réclame, dans des registres différents, mais avec la même insistance, par M. Walesa et par l'Eglise. Des avant l'ouverture de ce plénum consacré « aux questions idéologiques », le ton a été donné par le général Jaruzelski lui-même : dans un article publié dans le dernier numéro de la revue *Problemes de la paix et du socialisme*, le premier secrétaire du parti annonce son intention de « renforcer l'idéologie » marxiste-léniniste et de refaire la « cohésion » du parti.

Fidèle à son image « médiane » (au sein de la hiérarchie du parti), il ajoute que cette cohésion doit être atteinte en combattant aussi bien les « révisionnistes » que les « dogmatiques ». Et il appelle à une lutte sévère contre les tendances « réformatrices bourgeoises », les « aventuriers néo-traités », et le « cléricisme militant », en passant par les partisans d'une « Pologne autogérée » (ce fut l'un des mots d'ordre de Solidarité). Ce combat sera d'autant moins aisé, poursuit le général Jaruzelski, que le « phénomène Solidarité » et les « activités particulièrement cyniques des forces hostiles au socialisme » ont laissé « des traces profondes ». Au passage, le numéro un de Varsovie admet que les structures clandestines du syndicat n'ont pas été entamées en profondeur par les arrestations ni par l'amnistie partielle de cet été.

L'homme du 13 décembre 1981 a repris les mêmes thèmes, mercredi, à la télévision soviétique, dans les termes guerriers qu'il affectionne. Pourtant « les ennemis du socialisme n'ont aucune chance », a-t-il affirmé avant de dénoncer violemment la politique de l'administration Reagan, de protester de sa fidélité à « l'alliance polono-soviétique » et rendre hommage à M. Youri Andropov, auquel il voue « une estime et une sympathie profondes ».

Ce plénum « idéologique », M. Jaruzelski semble l'aborder en position de force : son apparition à la télévision soviétique en fait foi, tout comme son voyage en U.R.S.S. prévu pour la fin du mois. Ce n'est pourtant pas un épisode à sous-estimer : il a d'ailleurs été retardé à plusieurs reprises, la dernière fois, au printemps dernier, en raison de la proximité d'un événement particulièrement délicat : la visite du pape.

L'équipe du général Jaruzelski s'est tirée sans trop de dommage de cette épreuve, pourtant mal engagée : les foules immenses drainées par le souverain pontife, la grande formation de ses propos, invitant les Polonais à ne jamais désespérer de

la « victoire », semblaient autant de camouflages.

Mais la manière dont le général Jaruzelski a su récupérer une partie de sa mise en rencontrant une seconde fois le pape, à la veille de son départ, et plus encore la baisse soudaine de ton de Jean-Paul II, au lendemain de cette entrevue, sont des arguments de poids pour désarmer d'éventuelles critiques « dogmatiques ».

Offensive contre l'Eglise

Cependant, comme pour mieux assurer ses arrières, le pouvoir s'est lancé dès l'été dans une offensive contre l'Eglise, ou du moins contre le rôle politique et social qu'elle entend jouer : faut-il y voir l'écho de l'inquiétude exprimée depuis Moscou, à la mi-août, par M. Ziamiatine, chef de la section d'information internationale du comité central ? Toujours est-il que la presse polonaise s'est livrée à une série d'attaques : contre certains ecclésiastiques, contre l'Observateur Romano, contre le suite marial, contre la présence de crucifix dans les édifices publics. Cette campagne, accompagnée d'un regain de la propagande antireligieuse dans les casernes, a culminé à la fin septembre sous la forme d'un article publié par l'hebdomadaire *Polityka*, organe du parti, qui résume clairement la « leçon » que l'on souhaite transmettre à l'Épiscopat : l'Eglise ne pourra compter sur la « neutralité » du parti à son égard que si elle « limite clairement ses activités au domaine religieux », c'est-à-dire si elle cesse d'abriter sous son aile les rescapés de Solidarité.

Face à cette attitude, le primate, le cardinal Glemp, a d'abord manifesté quelque fermeté, comme en témoignait sa première intervention publique, début septembre, après un repos forcé consécutif à une opération : mais il est revenu depuis à une attitude beaucoup plus conciliante, plus conforme à son style.

Le gouvernement a également mis à profit les mois d'été pour poursuivre sa « mise au pas » des intellectuels : l'Union des écrivains, qui refusait docilement d'obéir aux injonctions des autorités, a été dissoute — après celle des artistes plasticiens et des acteurs, et on a commencé à mettre en place de nouvelles unions, guère représentatives, mais parfaitement dociles : de ce côté-là non plus, l'équipe de M. Jaruzelski ne semble pas se laisser déstabiliser.

Yougoslavie

• CONDAMNATION D'UN ALBANAIS DU KOSOVO. — Un ancien responsable de la Ligue des communistes du Kosovo, membre de la minorité albanaise, M. Tahir Gueci, a été condamné, mardi 11 octobre, à douze ans de prison pour « propagande hostile ».

ruzelski ne devrait pas redouter de critiques « de gauche », ou, comme on le dit plutôt à Varsovie, des tenants du « béton ».

Aucune faiblesse non plus à l'égard de l'opposition : l'instrument du procès de quatre fondateurs du KOR est clos, et la presse a repris ses attaques contre ces « agents de l'Occident » coupables d'activités « aminationales ». Tout est prêt pour l'ouverture d'un procès exemplaire, qui pourrait plus tard être suivi de celui des sept dirigeants élus de Solidarité.

L'attribution du prix Nobel de la paix à M. Walesa est, certes, venue porter une ombre à ce tableau : les efforts faits pour empêcher ce choix se sont révélés vains, tout comme les représentations faites après coup auprès du gouvernement norvégien.

Campagne contre M. Walesa

La distinction accordée à M. Walesa n'a pas dissuadé les autorités de poursuivre leur campagne contre lui, même si elle a rendu son efficacité encore plus aléatoire. Surtout, comme il était prévisible, la propagande a redoublé d'assaut contre l'« impérialisme » en général, et les États-Unis en particulier : la presse révélant par exemple qu'un numéro d'un journal clandestin de Solidarité aurait été édité « sur du papier américain identique à celui utilisé par l'ambassade des États-Unis à Varsovie ».

Hostilité ostentatoire à l'égard de l'Occident et liens toujours plus étroits avec le camp socialiste, voilà encore un aspect de la politique du général Jaruzelski que ses détracteurs plus zélés encore auraient mauvaise grâce à contester au cours du plénum. Il en est de même pour d'autres initiatives idéologiques, comme le renforcement de l'enseignement du marxisme-léninisme, les consignes données aux membres du parti d'adhérer désormais un masse aux nouveaux syndicats mis en place après l'élimination légale de Solidarité.

Il n'est pas certain pourtant que les « durs » — ou plus exactement les rivaux potentiels du général Jaruzelski — s'abstiennent de toute critique contre une équipe qui semble appliquer à peu de chose près la politique dont ils révalent il y a deux ans. Ces critiques pourraient porter sur la stratégie économique du pouvoir : les réactions éventuelles aux nouvelles hausses de prix prévues pour janvier prochain sont, en effet, un sérieux motif d'inquiétude pour les milieux dirigeants.

Le plénum devrait être suivi, en principe en novembre, par une session de la diète : on s'attend que le général Jaruzelski renonce, à cette occasion, à ses fonctions de ministre de la défense — une manière de montrer que la situation se « norma-

lise » et que le chef du parti n'a plus besoin de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs. — même s'il conserve ceux de premier ministre. Le successeur le plus vraisemblable est le général Florian Siwicki, qui remplace déjà dans la pratique le général Jaruzelski au ministère. Le général Siwicki, qui commandait le contingent polonais qui « porta assistance » à la Tchécoslovaquie en 1968, vient d'obtenir une nouvelle décoration, à l'occasion de la fête de l'armée polonaise, de même qu'une longue série de généraux, parmi lesquels plusieurs membres éminents du WRON, le comité militaire de salut national, créé le 13 décembre 1981 et dissous en juillet dernier. Des promotions ont également été enregistrées, notamment pour les généraux les plus directement associés au pouvoir, dont Czeslaw Kiszczak, ministre de l'intérieur.

Et un bonheur n'arrivant jamais seul, la *Pravda* vient de rendre un hommage remarqué à l'armée polonaise et complexe « de l'état de guerre », « a fait preuve d'un profond patriotisme et internationalisme, d'une attitude sans compromis dans la lutte contre l'idéologie contre-révolutionnaire et ennemie, et d'une haute moralité ».

JAN KRAUZE.

• Manifestation à Nowa-Huta. — Les forces de police ont dispersé, jeudi 13 octobre, dans la soirée, à coup de grenades lacrymogènes, un millier de manifestants qui s'étaient formés en cortège derrière une bannière de Solidarité, à Nowa-Huta, faubourg industriel de Cracovie. Les manifestants, jeunes pour la plupart, avaient auparavant assisté, en compagnie de plusieurs milliers d'autres personnes, à une messe donnée à la mémoire de Bogdan Wlosik, le jeune ouvrier abattu par la police, le 13 octobre 1982. — (A.F.P.)

La chemise personnalisée

Formule idéale pour les personnes qui recherchent le confort, l'élégance et la qualité à des prix raisonnables, en évitant déplacements et dépenses.

Un procédé d'un sérieux incontestable, appliqué depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bref délai, des chemises de haute qualité (laxel, réalisées aux mesures individuelles de chacun, dans la forme et le tissu préférés. Grand choix de nouveautés toutes fibres.

En outre, une « chemise-service » assure : rénovation, retouches, etc.

A. SCHNEIDER
Cheminier modéliste
194 bis, rue Saint-Denis, PARIS-2°
236-88-84 (588-42-13 après 19 h)
Notice M.X. 83 grat. contre 1 timb.

Bruno Bettelheim

Donner à nos enfants le goût de la lecture par un enseignement et des textes intelligents.

Un problème majeur de notre temps abordé par l'auteur de :

- PSYCHANALYSE DES CONTES DE FEES
- DIALOGUES AVEC LES MERES
- LE CŒUR CONSCIENT

Collection «Réponses»

ROBERT LAFFONT

COLLECTION « RÉPONSES »

LA LECTURE ET L'ENFANT

BRUNO BETTELHEIM et KAREN ZELAN

ROBERT LAFFONT

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN BELGIQUE

Les socialistes flamands répliquent vivement aux propos de M. Mitterrand sur les euromissiles

M. François Mitterrand achève, ce vendredi 14 octobre, son voyage officiel en Belgique par une visite à Liège, où il doit prononcer différentes allocutions et tenir une conférence de presse. Dans la matinée ont eu lieu à Bruxelles des entretiens élargis réunissant les deux délégations.

Judi, à Gand et dans la capitale, le président de la République a eu l'occasion d'exprimer à nouveau sa position sur les euromissiles, ce qui a provoqué une vive réplique des socialistes flamands.

Bruxelles. — Etrange impression... Il y a, d'un côté, ce climat d'attente, presque fraternel, d'une monarchie très républicaine à une république très monarchique. Et, de l'autre, ce dossier des euromissiles qui vient obstinément empoisonner l'atmosphère et gâter la fête, même si François et Belges sont en principe d'accord sur la façon de le traiter.

Judi, la Flandre arborait, pour la visite présidentielle, tout l'or de son blason, drapeaux immenses élançant sur beffrois, toitures étincelantes, feuillage d'automne et grand soleil qui rappelaient à M. Mitterrand les randonnées estivales de jadis à bicyclette dans ces chemins d'entre Bruges et Gand où rôde encore l'ombre de Marieke... Rien ne manquait. Ni les enfants des écoles — notamment françaises — agitant les drapeaux des deux pays, ni les applaudissements polis d'une petite foule inespérée en terre néerlandophone, ni ces notables « flamands taiseux et sages », comme les chantaient Brel, et qui, dans le palais provincial, défilèrent un à un devant le président de la République et son épouse à l'appel de leur nom.

De retour à Bruxelles, M. Mitterrand a eu un entretien en tête à tête

avec M. Martens, qui, comme Gandois, avait, à l'instar de son ministre, M. Willy De Clerq, accueilli le président en Flandre. On a parlé bien sûr, mais rapidement, d'un certain nombre de dossiers en suspens, de quelques points du maigre contentieux bilatéral qui devaient être examinés plus en détail ce vendredi matin, au cours des entretiens élargis à l'ensemble des deux délégations. En particulier de la centrale nucléaire de Chooz, au sujet de laquelle la Belgique s'est engagée, a indiqué son secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Knoop, à statuer avant la fin de l'année.

Mais la question qui domine ce voyage n'est pas là, ni dans le fait que la France s'intéresse désormais à ses « petits » partenaires européens, ni même dans la querelle linguistique — et, corollairement, celle des rapports entre les francophones belges et la France (au moins jusqu'à la visite du chef de l'Etat à Liège, le problème ne devait pas tenir la vedette, malgré les distributions massives d'un tract du Front démocratique des francophones interpellant le président de la République : « M. Mitterrand, savez-vous qu'à 300 kilomètres de Paris, par la volonté flamande, un million de Bruxellois francophones sont privés de leurs droits ? »).

Non, la vraie question, celle que M. Mitterrand ne craint pas de marteler, dans un style très « force tranquille », c'est celle des euromissiles. Le bourgmestre socialiste de la capitale, M. Hervé Bouhon, se risque-t-il à évoquer en termes très généraux le rôle que peut jouer la France dans la défense de la paix ? Le président de la République, oubliant durant de longues minutes le texte de l'allocution qui avait été préparé, répond sans hésiter, « au risque de lasser », mais parce que « la position de la France est parfois contre-

De notre envoyé spécial

faite, caricaturée dans l'opinion. Certes, M. Mitterrand explique qu'il ressent « comme une offense profonde la course aux armements, qui ne peut qu'aboutir aux plus grands drames », et il en appelle « au triomphe de la raison ». Mais, devant un parterre de notables qui ne s'attendaient pas à une improvisation aussi directement politique, il ajoute : « Je ne trace pas de fossé au sein de l'Europe : les autres Européens ne sont pas mes ennemis, au contraire. (...) Mais comment faire dès lors que, depuis trop longtemps, d'escalade en escalade, entre les deux plus grandes puissances se poursuivent cette course qui nous mène à l'abîme ? Il faut réaliser l'équilibre au plus bas niveau possible. (...) Je suis hostile aux euromissiles dont on a pas besoin et qui ne se trouvent que dans un seul camp. Il s'agit là d'une approche calme, tranquille mais déterminée du problème de ce déséquilibre. »

Un coup de pouce à M. Martens

Ce coup de pouce aux positions du gouvernement belge sur l'implantation de missiles de l'OTAN pour faire contrepoids aux SS-20 soviétiques a été apprécié par M. Martens. Il n'a pas été en revanche du goût des socialistes belges, et singulièrement du P.S. flamand, qui a aussitôt publié un communiqué particulièrement acerbe. « Au lieu d'exercer des pressions sur le gouvernement pour l'amener à installer de nouveaux missiles américains, le président français rendrait un meilleur service à la sécurité européenne en faisant entrer en ligne de compte ses missiles nucléaires dans la négociation de Genève », estime notamment le B.S.F. Poussant plus loin encore la controverse, le Comité national d'action pour la paix et le développement (C.N.A.P.D.) ajoute

dans une autre déclaration : « La France de M. Mitterrand, qui développe actuellement son arsenal nucléaire et qui arme de nombreuses guerres dans le tiers-monde (Irak, Tchad), n'a pas à donner de leçon de désarmement au large mouvement de la paix en Europe occidentale », et le président du Comité, M. Pierre Galand, s'est déclaré « choqué » par le fait que M. Mitterrand ait pu « prendre fait et cause pour le gouvernement belge et la décision de l'OTAN ».

Manifestement, les socialistes flamands, qui sont les plus acharnés à lutter contre la double décision de l'OTAN, ont très mal pris l'attitude du président français qu'ils considèrent à la fois comme une ingérence dans les affaires intérieures belges et comme une sorte de trahison vis-à-vis de la ligne de conduite de l'Internationale socialiste, de plus en plus sensible à l'argumentation soviétique au sujet des euromissiles, en particulier sous l'influence du S.P.D. ouest-allemand.

On s'emploie dans l'entourage du président de la République à dissiper l'impression selon laquelle Paris se serait immiscé dans les affaires intérieures (ou même extérieures) de la Belgique. Une impression que les autorités du royaume n'éprouvent d'ailleurs en aucune façon, mais que les socialistes belges, et surtout flamands, essaieront sans doute de répandre avec d'autant plus d'ardeur que, le « syndrome du petit pays » aidant, l'opinion peut se montrer réceptive, au moins à gauche.

BERNARD BRIGOLEUX.

Les manifestations pacifistes en R.F.A. — La première journée du blocus de Bremerhaven par les pacifistes s'est déroulée dans le calme. Trois milliers de manifestants environ ont participé, jeudi 13 octobre, à ce blocus qui doit se poursuivre jusqu'à samedi. — (A.F.P.)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN DEPUIS DOUZE ANS

M. Luns annoncerait sa démission en décembre

M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, annoncera sa démission en décembre prochain et proposera la candidature de lord Carrington, ancien secrétaire au Foreign Office, pour sa succession, a annoncé, jeudi 13 octobre, la télévision néerlandaise, qui a dit tenir ces précisions de M. Luns lui-même.

M. Luns est secrétaire général de l'Organisation atlantique depuis 1971, soit depuis plus longtemps que ses quatre prédécesseurs (le dernier en date, M. Brodie, ancien ambassadeur d'Italie en France, avait occupé le poste pendant sept ans), après avoir été pendant quinze ans ministre néerlandais des affaires étran-

gères. Agé de soixante-deux ans, il n'avait pas fait mystère ces derniers temps de son intention de se retirer.

Quant à lord Carrington, qui préside aujourd'hui la société General Electric Company, après avoir dirigé la diplomatie dans le gouvernement de M. Thatcher jusqu'à l'expédition des Malouines, l'an dernier, il s'est refusé à commenter l'éventualité de sa nomination au poste de secrétaire général de l'OTAN, qualifiant les informations à ce sujet de « pure spéculation ». Selon la télévision néerlandaise, l'Espagne s'opposerait à sa candidature en raison de l'attitude britannique sur le problème de Gibraltar. — (A.F.P.)



De meilleures garanties pour construire votre maison !

- 1) La garantie d'une maison vraiment personnelle
- 2) La garantie d'un homme pleinement responsable
- 3) La garantie d'un prix « clés en main »
- 4) La garantie de tous les Architectes-Bâtisseurs réunis pour la bonne fin des travaux.

Venez dialoguer avec eux au Salon de la Maison Individuelle Porte Maillot à Paris du 15 au 23 octobre Sand n° 12

Informations : Architectes-Bâtisseurs - BP 84 - 84006 Avignon Cedex - Tél. 90/55.23.24

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECAORAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/sais. Palais de Justice de PONTONVILLER (93), 27 oct. 83 à 14 h.
PAVILLON D'HABITATION à VILLIERS-LE-BEL (95)
2, rue Louise-Michel (anc. impasse Thiers) - 3 pièces principales
MISE A PRIX 50 000 F
Consign. pour ench. 25 000 F (ch. cert. bancaire).
Rens. : M. BUISSON, avocat 29, rue P.-Budin, à Pontonviller (93) - Tél. : 032-31-62

ADJUDICATION en l'Office Notarial - Xavier Demortreux et Yves Germain, Notaires associés à Paris 5^e, 67, Bd Saint-Germain le Mercredi 26 octobre 1983 à 15 h
1) Le Titre du Journal Quotidien « **COMBAT** »
2) Et la Clientèle attachée à l'exploitation du titre du journal « **COMBAT** » en tant qu'elle peut subsister sans aucune garantie
MISE A PRIX : 25 000 F (pouvant être baissée). Consignation : 20 000 F. Rens., s'ad. étude de M. DE-MORTREUX et GERMAIN, notaires associés à Paris 5^e, 67, Bd Saint-Germain (634-21-07). Etude de M. SAGETTE, syndic à Paris 6^e, 6, rue de Savoie.

VENTE sur surenchère du dixième, Palais de Justice de Paris le JEUDI 27 OCTOBRE 1983, à 14 h - UN LOT de 6 P. princ. au 2^e étage avec Chambre de service et cave
64, RUE DE ROME - PARIS (8^e)
MISE A PRIX : 1.331.000 FR
S'ad. : M. J.-F. et M.-J. BOIRON, avocats à Paris (16^e), 41, av. Kléber. Tél. 704-30-06 - M. NAOURI, avocat, 8, bd. Magenta, Paris (10^e) - M. GASTINEAU, avocat, 29, rue des Pyramides, Paris (1^{er}) - Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Vente s/surenchère du dixième après licitation, au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 25 oct. 83, à 14 h.
UNE PROPRIÉTÉ à TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)
65, Septième Avenue
MISE A PRIX : 92 400 F
S'ad. : M. CHRISTIAN BOT, avocat surenchérisseur, 55, bd. Malesherbes, Paris (18^e) - Tél. : 522-04-36

Vente s/sais. imm. - Palais de Justice CRÉTEIL, JEUDI 27 oct. 83, à 9 h. 30
UNE MAISON D'HABITATION à NOISEAU (94)
11, chemin de la Garenne
Mise à Prix : 40 000 F
S'ad. : M. Guy BOUDRIOT, avocat à Paris (8^e) 55, bd. Malesherbes. - Tél. : 522-04-36 - Vis. s/placé le 24 octobre de 17 à 18 h.

Vente s/saisie imm. Palais de Justice-BOBIGNY, mardi 25 oct. 83, 13 h 30
UN APPARTEMENT 4 PIÈCES princ. 4 ét. avec une CAVÉ et un emplacement de parking de 10 m.
A AUBERVILLIERS (93)
147, avenue Victor-Hugo
M. A P. : 80 000 F
S'ad. : M. BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avocats ass. à Paris-8^e, 14, r. d'Anjou, tél. 265-92-75 ; ts avocats pr. Tribunal Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil ; et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazères le MARDI 25 octobre 1983 à 14 h
UNE MAISON
Jardin - le tout d'une superficie de 6 ares 45 centiares
Chemin du Lauscanet à
ITTEVILLE (91)
Mise à Prix : 80 000 F
Consignation préalable pr enrichir Rens. : M. TRUXILLO et AKOUN av. ass. à Evry 4, bd de l'Europe, T. : 079-39-45

Vente après liquidation de Biens au Palais de Justice de Paris le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h
APPARTEMENT av. CAVE et PARKING
Bât. D, 7^e étage - 3, rue de La Fontaine - 3, rue de l'Égalité 17, rue du Commandant-Ernest-Baroche
AU BOURGET (Seine-Saint-Denis)
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 130 000 F
S'ad. à M. Bernard de SARIAC Avt 70, avenue Marceau à Paris 8^e - tél. : 720.82.38 - M. PAVEC syndic - M. REGNARD syndic

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h
ENSEMBLE IMMOBILIER
à usage industriel et commercial
rue de Fonquière numéro 9
à HARNES (Pas-de-Calais)
MISE A PRIX : 400 000 F
S'ad. à M. Bernard MALINVAUD Avt 1 bis, place de l'Alma, Paris 16^e - tél. : 723.73.70 - M. H. GOURDAIN syndic à Paris 6^e, 174, bd St-Germain - et ts av. près Trib. de PARIS, NANTERRE, CRÉTEIL et BOBIGNY

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h
PROPRIÉTÉ à us. INDUSTRIEL
rue Jean-Delaunay numéro 33
Occupé avec obligation de conserver le personnel
Contenance de 6 715 mètres carrés
à SAINT-MALO (35)
MISE A PRIX : 400 000 F
Maître Yves TOURAILLE Avt à Paris, 48, rue de Cligny - 874.45.85 Maître GUILLEMONAT syndic à Paris, 43, rue de Richelieu Maître CHEVRIER, syndic à Paris 16^e, rue de l'Abbé-de-l'Épée.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 27 octobre 1983 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
PROPRIÉTÉ à us. INDUSTRIEL à LÉGÉ (44)
PROPRIÉTÉ à us. INDUSTRIEL à SAINTE-PAZANNE
LOIRE-ATLANTIQUE
et LES ÉLÉMENTS DU FONDS DE COMMERCE et DROIT AUX BAUX
A PARIS 28, RUE DE LA CHAPELLE ET LA CHEVALIÈRE
avec obligation de conserver tout le personnel employé
MISE A PRIX : 3.396.202 FRANCS
Maître VVES TOURAILLE, avocat, 48, rue de Cligny à Paris (9^e), tél. : 874-45-85. Maître GUILLEMONAT, syndic à Paris, 43, rue de Richelieu. Maître CHEVRIER, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée.

Vente Palais Justice Créteil, JEUDI 3 NOVEMBRE 1983, 9 h 30
25 à 31, rue des Mûches
APPART. CRÉTEIL (94)
4 pièces principales et cave (bâtiment, 3, rue Maurice-Deménitroux)
M. A PX 200.000 F s'ad. M. BARAT, Avocat, 92, avenue Mozart. Téléphoneur au 261-01-09.

Cabinet de M. Daniel HANCY, avocat au Barreau de NICE, 55, r. Gioffredo 06000 NICE, Tél. (93) 80-96-01 - Vente aux enchères publiques, au Palais de Justice à NICE, pl. du Palais, le JEUDI 3 NOVEMBRE 1983, à 9 heures.
UNE VILLA à ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN
Chemin de la Dragonnière
UN TERRAIN d'une CONT. de 15.447 m²
MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS
Le ministère d'Avocat est obligatoire pour enchérir - S'ad. pour renseignements au cabinet de M. HANCY, avocat, l'après-midi seulement.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h - EN TROIS LOTS
dans immeuble à PARIS-8^e
128, rue La Boétie et 66, av. des Champs-Élysées
La totalité des 7^e, 8^e et 9^e étages du bâtiment A, avec terrasses en retrait pour les 8^e et 9^e étages.
MISE A PRIX : 500.000 F
pour chaque lot, avec faculté de réunion.
S'ad. à la S.C.P. COURTEAULT, RIBADEAU-DUMAS, avocats poursuiv. 17, avenue de Lamballe à Paris (16^e). Tél. : 524-46-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (Essonne) le MARDI 25 OCTOBRE 1983 à 14 h - en deux lots
à DANNEMOIS (Essonne)
1^{er} Lot - UN IMMEUBLE
rue du Moulin numéro 21
MISE A PRIX : 75 000 F
2^e Lot - UN IMMEUBLE
rue des Meuniers numéro 8
MISE A PRIX : 75 000 F
Cons. indispensable pr enchérir pr chèque cert. ou en espèces - Rens. : M. AKOUN et TRUXILLO Avs. ass. 4, bd de l'Europe, Evry - tél. : 079.39.45

Vente après liquidation des Biens au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 27 OCTOBRE 1983 à 14 h - en deux lots
à La FERTE-sous-JOUARRE
(Seine-et-Marne)
1^{er} lot - ENSEMBLE IMMOBILIER à usage industriel
sur un terrain de 1 hectare 83 ares 7 centiares
rue Pierre-Marx, numéro 92
MISE A PRIX : 400 000 F
2^e lot - ENSEMBLE IMMOBILIER à usage d'habitation
sur un terrain de 10 ares 82 centiares sis rue de la Marne
MISE A PRIX : 200 000 F
S'ad. à M. Bernard MALINVAUD, avt. 1 bis, place de l'Alma, Paris 16^e - tél. : 723.73.70 - M. H. GOURDAIN, syndic à Paris, 174, bd St-Germain et ts av. près Trib. PARIS, NANTERRE, CRÉTEIL et BOBIGNY

الجمهورية الجزائرية

Le Monde

politique

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés socialistes et communistes ont adopté le projet de réforme de la formation permanente

« Monsieur le ministre, je vous suis reconnaissant d'avoir déposé cet amendement. » Le député qui rend ainsi hommage à M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, n'est autre que M. Jean-Pierre Soisson (U.D.F., Yonne). L'Assemblée nationale a voté, le 13 octobre, le projet de loi portant réforme de la formation professionnelle continue, et ce, à l'unanimité.

Bien sûr, M. Soisson craint une « déflation ». Bien sûr, M. François Perrot (U.D.F., Rhône) regrette que le texte impose une négociation avec les syndicats. Mais l'heure n'était pas à l'affrontement. Le R.P.R., par la voix de M. Antoine Giesinger (Haut-Rhin), s'est montré encore plus modéré que l'U.D.F. M. Rigout a dressé de la loi de 1971, qu'avait conçue à l'époque M. Jacques Delors, un bilan qui justifie sa réforme. « Plus de trois millions de Français bénéficient, chaque année, de stages de formation, et 4-5 millions de salariés ont pu tous les jours de leur vie bénéficier de la formation », dit-il.

L'aggravation de la crise, le dispositif de 1971 est devenu, en quelque sorte, l'ambulance du redéploiement industriel, au lieu de jouer son rôle premier : former la population active de demain.

M. Jacques Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a rappelé, pour sa part, que le projet du gouvernement s'inscrit dans la lignée des lois Auroux sur l'expression des travailleurs. En contrepoint, M. Jean Givaudan (apparenté P.S., Morbihan) s'est attaché à rassurer encore l'opposition : « Il n'est pas question, à-t-il dit, comme certains milieux dirigeants voudraient le faire croire, de restreindre le champ de la négociation entre partenaires sociaux, ni de restreindre la liberté des chefs d'entreprise. »

Le scrutin a été à l'image du débat : l'U.D.F. a maintenu son opposition, le R.P.R. n'a pu se résoudre à voter le texte, qui a été adopté par 323 voix pour (P.S. et P.C.), 72 contre (U.D.F.) et 86 abstentions (R.P.R.), sur 481 votants.

● DROITS INDIVIDUELS A LA FORMATION

L'Assemblée a étudié, avec l'article 5, la rémunération des salariés en congé de formation. Elle met en conformité les dispositions législatives avec les dispositions de l'accord contractuel du 21 septembre 1982. Le texte voté stipule que cette rémunération est « égale à un pourcentage, fixé par décret, de leur salaire antérieur ». Au cours de la discussion, M. Rigout indique que la rémunération « sera égale au salaire antérieur, si celui-ci est inférieur ou égal à deux fois le SMIC, et à 80 % du salaire au-delà ».

La prise en charge du stage par un organisme paritaire agréé, et non plus l'agencement de stage par l'Etat, est la condition préalable pour percevoir la rémunération ainsi définie. L'Assemblée décide que la rémunération du salarié en congé de formation est versée par l'employeur. Celui-ci est remboursé par un organisme paritaire. Le texte étend aux entreprises de moins de dix salariés la possibilité de congés individuels de formation, sans contribution financière de leur part. L'Assemblée fixe, dans le cadre de la décentralisation, le principe de la participation de l'Etat et des régions au financement des actions de formation par la voie de conventions.

● DROITS COLLECTIFS A LA FORMATION

L'Assemblée étend l'information et la consultation des comités d'entreprise aux questions concernant la formation professionnelle. L'obligation de la constitution d'une commission, chargée d'étudier les questions de formation, est étendue aux entreprises employant au moins deux cents salariés, et non plus trois cents, comme le prévoyait la loi du 18 octobre 1982.

L'article 20, qui n'a guère plu au C.N.P.F., crée l'obligation de négocier sur la politique de formation dans les entreprises de plus de cinquante salariés comptant une ou plusieurs sections syndicales. Le projet, amendé par la commission, précise que les négociations avec les syndicats se font au niveau de la branche ou, à défaut, au niveau d'un accord professionnel. La négociation n'est prévue au niveau de l'entreprise que s'il n'existe aucune des deux possibilités précédentes. Le projet de loi crée l'obligation de négocier, mais pas celle de conclure. Le texte précise : « Si la négociation engagée par l'employeur (...) n'aboutit pas, une nouvelle négociation doit être engagée dans les douze mois suivant la date du désaccord. »

L'Assemblée suit le gouvernement pour rejeter un amendement, émanant du groupe communiste et qui, explique M. Rigout, « contrairement au projet (...), prévoit des négociations d'entreprise même lorsqu'il y a accord de branche ».

● PARTICIPATION DES EMPLOYEURS

L'Assemblée décide qu'une fraction de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, fixée, chaque année, par la loi de finances et égale à au moins 0,10 %

● Le P.C. et l'avenir du Festival d'Avignon. M. Guy Hermier, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré jeudi matin 13 octobre, au cours d'une conférence de presse destinée à présenter les prochaines initiatives de son parti en direction des intellectuels, qu'il n'avait pas d'« appréciation positive ou négative » à formuler sur les futures responsabilités de M. Michel Guy dans l'organisation du Festival d'Avignon (le Monde du 13 octobre). M. Hermier a souligné que cette décision « est de la responsabilité de la mairie d'Avignon » et que la préoccupation du P.C.F. est que « la grande tradition qui est celle du festival d'Avignon » se poursuive. Il a ajouté : « Nous jugerons aux actes. »

des salariés de l'année de référence, est obligatoirement versée à des organismes paritaires agréés par l'Etat. Cette disposition est un prolongement législatif de l'accord contractuel de septembre 1982. La référence à la loi de finances, introduite par deux amendements de la commission et du groupe socialiste, ménage la possibilité d'une négociation de ce pourcentage.

L'Assemblée décide que les employeurs « peuvent s'acquitter de tout ou partie de leur participation (...) en concluant avec l'Etat un engagement de développement de la formation ou en s'associant à un engagement de même nature, conclu par une organisation professionnelle ou interprofessionnelle ». A la demande de M. Jean-Pierre Soisson, le gouvernement propose et fait adopter un amendement offrant la même possibilité avec les régions.

● FORMATIONS EN ALTERNANCE

L'Assemblée adopte les dispositions qui prévoient : « Un contrat de travail comportant une période de formation peut être conclu entre un employeur et un salarié de dix-huit à vingt-cinq ans, afin de faire bénéficier celui-ci, pendant les heures de travail, d'une formation associant les enseignements généraux et techniques dispensés dans des organismes de formation publics ou

privés, ainsi que des connaissances et un savoir-faire acquis dans l'exercice, dans l'entreprise, d'une activité professionnelle en relation avec les enseignements reçus. Il bénéficie de l'ensemble des dispositions applicables aux autres salariés, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec sa situation de jeune en formation. » La négociation entre les partenaires sociaux, accueillant en cours, devrait permettre de préciser cet article en seconde lecture.

L'Assemblée fixe, également, les modalités des contrats de travail à durée déterminée dits « contrats de qualification ». Les salariés titulaires de ces contrats percevront une rémunération déterminée en fonction du SMIC, dont le montant sera fixé par décret. Les entreprises habilitées à conclure ce type de contrat devront signer, au préalable, « une convention avec un établissement d'enseignement public ou un organisme de formation (...) prévoyant les modalités d'organisation de la formation alternée », ou bien adhérer à un accord-cadre. L'Assemblée définit ensuite les modalités des formations professionnelles alternées, entre les partenaires sociaux.

● CONVENTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Assemblée établit un contrôle strict des prix pratiqués par les « dispensateurs de formation » et précise les informations qui devront obligatoirement être fournies aux salariés lors de l'entrée en formation.

Enfin, l'Assemblée adopte deux mesures catégorielles concernant les agriculteurs (aides familiales et associés d'exploitation pourront bénéficier des formations alternées) et les travailleurs temporaires (les périodes passées en stage de formation sont assimilées à des missions).

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le fruit de la politique contractuelle

Soucieux des questions de formation continue, le C.N.P.F. avait cependant formulé deux critiques au projet de loi de M. Rigout. L'une portait sur l'obligation de négocier dans les entreprises, en l'absence d'un accord de branche ; l'autre sur l'agencement préalable par l'Etat des organismes de formation.

Ces préoccupations du C.N.P.F. n'ont pas fait recette lors du débat à l'Assemblée nationale. Si M. François Perrot (U.D.F., Rhône) s'est dressé contre l'obligation de négocier, il s'est surtout interrogé sur les compétences des syndicats en matière de formation individuelle et d'évolution technologique. Quant à M. Antoine Giesinger (R.P.R., Haut-Rhin), il n'a pas fait allusion à ces deux points, dont M. Chotard, vice-président du C.N.P.F., fait un usage habile. Il considère d'ailleurs que l'obligation de négocier constitue davantage une gêne qu'un obstacle. « Cela dépendra de l'attitude de chacun au sein de l'entreprise », a-t-il dit à la sortie de l'hémicycle.

Cette réserve de l'opposition correspond bien à son embarras devant un projet dont elle a reconnu, en séance, les bonnes intentions, même si elle a fait des reproches de pure forme.

Il faut dire aussi que le texte du gouvernement est également le fruit de la politique contractuelle. Pour de nombreux articles, il a été tenu compte des accords intervenus entre les partenaires sociaux. On attend d'ailleurs la conclusion de la négociation sur la formation en alternance actuellement en cours pour les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans pour modifier en conséquence l'article qui mentionne cette possibilité.

Le C.N.P.F. lui-même aurait donc mauvaise grâce à rejeter le projet et il s'est fait discret, ces derniers temps, sur ses deux critiques. Mais peut-être les utilisera-t-il à l'occasion de prochaines négociations, comme par exemple pour l'assurance chômage.

ALAIN LERABRE.

A LA COMMISSION DES FINANCES

Les projets relatifs à la fiscalité continuent de diviser la majorité

« Il faut nous livrer à un examen d'ensemble de la politique fiscale, pour éviter d'avoir à intervenir au coup par coup lors de la discussion du budget », a déclaré M. Pierre Joxe, le jeudi 13 octobre, à la suite d'une réunion du groupe socialiste au cours de laquelle, une fois encore, quelques articles du projet de loi de finances avaient été discutés.

Ce qui s'est passé jeudi à l'Assemblée nationale pourrait donner raison au président du groupe socialiste. De nombreux députés socialistes sont sensibles aux arguments avancés par leurs collègues communistes sur le « scandale » de l'emprunt Giscard de 1973, indexé sur l'or. Certains avaient même envisagé, comme le parti communiste, d'obliger les détenteurs de ce titre d'emprunt à réinvestir une partie des revenus qu'ils en tirent. Mais tous ne partageaient pas cette position, et le gouvernement ne voulait en entendre parler pas plus aujourd'hui qu'il y a quelques jours. Le projet de loi de finances, en l'état actuel des choses, ne déposera donc pas d'amendement sur ce sujet.

M. Jacques Delors s'y étant opposé avec l'accord du premier ministre. En revanche, les élus socialistes, comme ceux de tous les groupes, ont été très choqués en s'apercevant que le gouvernement proposait, dans l'article 13 du projet de loi de finances pour 1984, de supprimer l'exonération de la taxe foncière, dont bénéficient pendant vingt-cinq ans ou quinze ans seulement les logements locatifs construits, à partir de 1969, avant le 31 décembre 1972. Déjà, dans le projet de budget pour 1973, le gouvernement de l'époque avait envisagé de supprimer cette exonération, instituée, au lendemain de la dernière guerre, pour inciter à la reconstruction du pays. La majorité d'alors avait obtenu que l'exonération restât en vigueur pour tous les logements construits avant 1973. M. Delors souhaitait, cette fois, supprimer toute exonération, sauf pour les logements locatifs construits, à partir de 1984, avec l'aide prépondérante d'un P.L.A. (pour lesquels elle est de quinze ans) et pour tous les logements financés dans les mêmes conditions (pour lesquels elle est de dix ans).

Cette mesure aurait rapporté 5 milliards de francs, quelque quatre millions de logements étant concernés. L'Etat aurait économisé 4,1 milliards de francs, qu'il versait aux communes, mais pas aux départements (ce qui explique la différence entre les deux chiffres), pour compenser cette exonération d'un impôt local.

L'U.D.F. ne veut pas entendre parler de ce qu'elle estime être une mesure « rétroactive ». M. Jean-Pierre Soisson a prévenu, dans les couloirs de l'Assemblée, que son groupe en fera l'un de ses principaux

sujets de critique en séance publique et demandera la suppression de l'article 13 du projet. Le parti communiste conteste, lui aussi, le projet du gouvernement, « car, a dit M. Farfaut Jans, ce sont les familles modestes qui vont être les plus touchées, alors que, déjà, le budget fait plus appel aux revenus des salariés qu'à ceux du capital, et que, en ce sens, les sacrifices ne sont pas équitablement répartis ».

Les communistes souhaitent donc que l'exonération de la taxe foncière ne soit pas accordée à ceux qui n'ont pas eu d'aide de la puissance publique pour la construction de leur logement, ou qui ne l'habitent plus, mais qu'elle soit maintenue pour tous les autres. Ils proposent, pour compenser la perte financière de l'Etat, de modifier le régime de l'impôt foncier.

Le P.S. n'a pas voulu aller aussi loin dans la contestation des propositions gouvernementales. Il a fait adopter, jeudi, par la commission des finances, avec l'appui du parti communiste (qui n'a accepté ainsi qu'une base de repli provisoire, en attendant de revenir à la charge en séance publique), un amendement qui prévoit que la durée maximale d'exonération serait réduite de vingt-cinq à quinze ans, et non supprimée, pour les logements construits avant le 1^{er} janvier 1973. Les habitations construites entre le 1^{er} janvier 1959 et le 31 décembre 1968 verront leur exonération supprimée, alors que celle-ci serait maintenue, si l'Assemblée suivait la commission, pour celles construites entre 1969 et 1973. Pour les logements où l'habitation principale n'occupe pas les trois quarts de la surface, l'exonération continuerait

pendant quinze ans, au lieu d'être supprimée, comme le prévoyait le gouvernement. De même, elle resterait à quinze ans, au lieu d'être réduite à dix ans pour les logements aidés en accession à la propriété.

M. Christian Pierrat, rapporteur général du budget, reconnaît qu'il s'agit là d'une remise en cause d'un avantage acquis, mais il souligne que deux millions et demi de logements, au lieu de quatre millions prévus par le gouvernement, seront touchés. Pour compenser 1,3 milliard de francs que perdrait ainsi l'Etat, les socialistes proposent, avec l'appui des communistes, d'augmenter de 1,5 % à 1,75 % le taux de l'impôt sur le capital des bons de caisse anonymes et d'accroître encore de deux points la taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les véhicules terrestres à moteur, les bateaux de sport ou de plaisance que le gouvernement prévoyait de faire passer de 9 % à 16 %.

Cette fois, les communistes ne sont plus d'accord. Pour aider les propriétaires de logements, les socialistes proposent de pénaliser les automobilistes. Le débat sur la fiscalité à l'Assemblée nationale ne s'est pas limité aux travaux de la commission des finances sur le budget de 1984. M. Pierrat a évoqué la baisse d'un point des prélèvements obligatoires, envisagée par M. Mitterrand pour 1985. Pour M. Pierrat, il conviendrait de s'orienter, pour l'avenir, vers une diminution de la part de l'impôt sur le revenu dans les recettes de l'Etat et vers une modification de la répartition interne de cet impôt. Le rapporteur a précisé que cette baisse devrait être accompagnée d'autres mesures.

Th. B.

PRIX MONDIAL CINO DEL DUCA

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

Jacques Ruffié

Traité du vivant

Fayard le temps des sciences

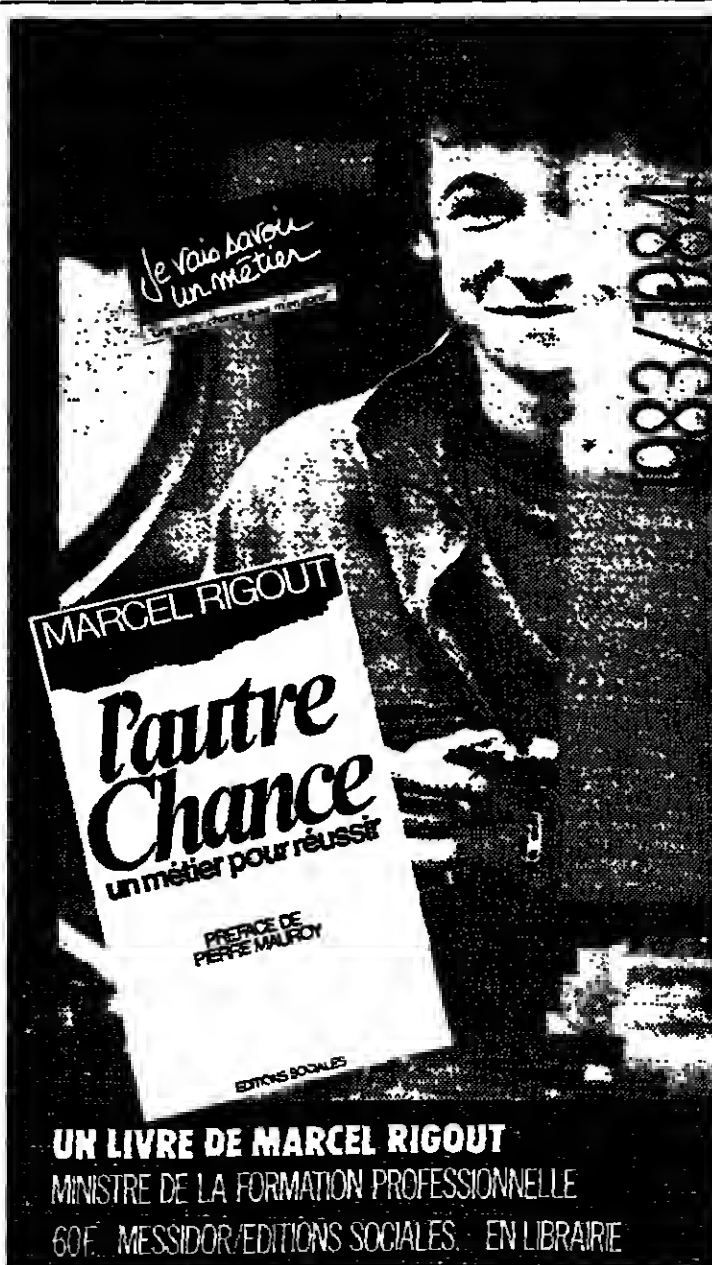
Un fabuleux récit d'aventures. Jean Clémentin, Le Canard Enchaîné.

Le « Traité du Vivant » de Jacques Ruffié est une somme. Jean Dausset (prix Nobel de Médecine), Le Nouvel Observateur.

DANS LA MÊME COLLECTION

Claude Allègre L'écume de la Terre • Jean-Pierre Changeux L'homme neuronal • Antoine Danchin L'œuf et la poule • Emile Hénocq Un mal étrange : l'allergie • François Jacob Le jeu des possibles • Marc Jeannerod Le cerveau-machin • André Leroi-Gourhan Le fil du temps • André Leroi-Gourhan Mécanique vivante • André Lwoff Jeux et combats • Philippe Meyer L'homme et le sel • Claude Olveinstein Destin du toxicomane • Daniel Widlocher Les logiques de la dépression

Fayard



Alfa Romeo
la maestra automobile
VENEZ ESSAYER L'ALFETTA 2000

GAP
concessionnaire
PARIS-EST : NOISY-LE-SEC 93139 - 122 rue V. d'Alger (t) 343 93 39
REPUBLIQUE : PARIS 17 - 32 avenue de la République (t) 806 00 76
PARIS 12 - 37 avenue Michel Bizot (t) 340 80 47

Pour votre
DEMEMAGEMENT
ODOUL
AGENT
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10 30

Le Monde
D I M A N C H E
Dans son numéro du 16 octobre, publie :

Peter Gabriel, rocker, réfléchit sur son art
une interview d'Alain Wais :

- Profession : tricheur.
- Les souvenirs des paysans de banlieue.
- Le lac Léman menacé par la lessive.
- Un entretien avec Jean-Paul Aron, par Christian Descamps.
- Une nouvelle d'André Laude.

et ses chroniques habituelles

Du 22 au 27 Novembre 1983 à Milan (Italie)
Pavillons 13 - 14 - 15 - 18 de la Foire de Milan
Entrée: Porta Carlo Magno et Via Gattamelata

SIMEL Salon International du Matériel pour Oenologie et Embouteillage

Le SIMEL, salon biennal international, est la plus grande et la plus complète exposition spécialisée réalisée en Italie, de machines et équipements pour l'oenologie et la mise en bouteilles de différents boissons. Mq. 45.000 de surface couverte, 450 exposants de 12 Pays, 35.000 acheteurs de 50 Pays, entrée gratuite réservée aux visiteurs qualifiés

Un panorama complet de machines et équipements les plus modernes regardant:

- la mise en bouteille et l'emballage de vin, bière, cidres, jus de fruits et sirops, eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, boissons gazeuses, eaux minérales, huile, vinaigre;
- la conservation, l'entrepôt, le transport et l'emballage des boissons;
- la production de vins, moûts, jus, vinaigres, eaux-de-vie, liqueurs.

Pour tout renseignements s'adresser à:
SIMEL - Via San Vittore al Teatro 3 - 20123 Milan (Italie)
Tél. 8058500/803069 - Telex: 313581 UIVINI I

Logement et voyages:
AIOC - Largo Domodossola 1 - 20145 Milan (Italie)
Tél. 315401/342785 - Telex: 331360 EAFM I

Une grande réussite, c'est fait de talent, de travail et de chance. Faites preuve des deux premiers éléments, nous vous offrirons le troisième.

Jacques Douce à force de ténacité et de talent a fait le premier groupe publicitaire européen.

Un certain nombre de ceux qui l'ont connu, donc qui l'ont aimé, ont voulu en créant la Fondation qui porte désormais son nom, bien plus qu'honorer sa mémoire: rendre communicative, contagieuse, encore et après lui, son irrésistible passion d'entreprendre.

Pour qui? Les jeunes de 25 à 29 ans ayant déjà - c'est la seule condition - une expérience professionnelle d'au moins 2 ans.

Pour quoi? Pour tout projet novateur d'entreprise dans le domaine de la communication entendue dans son sens le plus large (audio-visuel, communication écrite, communication d'entreprise).

POLITIQUE

A la reconquête de la France

II. - La stratégie de l'araignée du R.P.R.

par THIERRY BRÉHIER

Depuis les élections municipales de mars 1983, le R.P.R. gère, d'après ses comptes, 151 communes de plus de 9 000 habitants sur les 862 de cette catégorie. Mais il n'a pas toujours été facile de montrer, à travers les premiers pas de ses nouveaux maires, ce que pourrait être l'attitude de l'opposition si elle regagnait le droit de diriger l'État (le Monde du 14 octobre 1983.)

« Être la vitrine des capacités du R.P.R. à gérer la France. » La consigne donnée par M. Jacques Chirac est en soi très claire. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que tous n'ont pas la même idée de l'image qu'ils doivent donner à l'opinion. Entre la prise d'assaut de la Bourse du travail par M. Patrick Balkany à Levallois-Perret et la volonté d'assumer la totalité de l'héritage du Festival d'Avignon par M. Jean-Pierre Roux, il y a plus que des nuances.

Une fois prise en main l'administration de leur mairie, les nouveaux élus ont dû s'attaquer à la réalisation des souhaits de leurs électeurs, qui ne se réduisent pas toujours à la volonté de bouger dehors les « rouges ». Donner un coup de pin-céau sur les véhicules municipaux, comme le voulait M. Balkany, permettait d'offrir un visage neuf aux biens de la commune, mais cela ne pouvait suffire. Il fallait s'attaquer aux choses sérieuses. Bien souvent, elles s'appellent d'abord « sécurité »; candidat, on avait tellement joué sur le sentiment d'insécurité qu'il fallait bien tenter de le réduire, une fois élu. Aussi se sont multi-

pliés, sous des habillages divers, les « polices municipales », même si les appels à des sociétés privées de gardiennage ne furent pas toujours couronnés de succès.

Mais sur le vrai dossier, qui permettrait ou non de garder longtemps le pouvoir, il est écrit : « urbanisme ». C'est en partie pour ne pas l'avoir compris à temps que quelques maires socialistes ont perdu leur place en mars. Leurs successeurs ont bien vite inscrit à leur ordre du jour prioritaire la révision des plans d'occupation des sols : un peu moins d'H.L.M., un peu plus de « résidences » ou de pavillons, et la sociologie de la cité peut être changée... donc son avenir politique.

Pour être efficaces, les nouveaux maires R.P.R. se sont tournés vers le « grand frère », l'Hôtel de Ville de Paris. Cette énorme maison pouvait être d'un secours puissant; elle sert souvent de base de repli à des « amis » en souffrance de postes administratifs ou électoraux. Cependant, la taille même de Paris rend les problèmes des autres cités du pays peu compatibles avec les siens.

Faire appel au siège central du parti? Le délégué du R.P.R. aux élections, M. Jacques Chartron, en tant qu'ancien préfet, sait bien ce qu'il en est des difficultés des maires. Mais imposer une structure rigide est difficile dans un parti de droite. M. Chartron s'est donc contenté, dans un premier temps, de mettre en place un « service de renseignements » pour les maires et de fournir aux ouvriers une liste d'experts comptables, amis du mouvement, capables de les aider à dresser un audit financier de la gestion de leur prédécesseur.

Un « créneau »

Des initiatives privées tentent aussi d'occuper un « créneau » jugé commercial. M. Thierry Sautou du parti s'est bâti une réputation en faisant de son entreprise de communication un appui logistique des candidats de l'opposition aux dernières élections municipales, à côté avec quelques amis, d'un conseiller d'État, ancien directeur général de la fonction publique (M. Michel Maselet), un professeur de droit public à Paris-II (M. Pierre Delboué) et deux experts comptables, une association « public-gestion » qui se propose de mettre en rapport les équipes municipales avec tous les spécialistes dont elles pourraient avoir besoin : conseils financiers, conseils juridiques, conseils économiques sont déjà très demandés.

Le milieu patronal est intéressé. M. Michel Giraud, sénateur R.P.R. et président du conseil régional d'Ile-de-France, qui, depuis longtemps, professe qu'hommes politiques et hommes d'entreprises ne doivent plus vivre dans deux mondes distincts, s'est allié avec certains représentants patronaux pour créer l'Institut du citoyen. Son conseil d'administration, présidé par M. Alain Chevalier, ancien vice-président du C.N.P.F., regroupe élus du R.P.R. ou de l'U.D.F. et présidents d'entreprises ou de chambres de commerce de la région parisienne. En un an, quelque mille cinq cents personnes ont déjà suivi ses stages de formation, d'expression orale et politique, de philosophie politique, voire de dialectique.

Le R.P.R. lui-même n'est pas resté inactif. Le 10 septembre 1983 (basard du calendrier ou symbole ?), M. Jacques Chirac a créé, à l'Hôtel de Ville de Paris, l'Association des élus locaux adhérents au

R.P.R. et sympathisants, présidée par M. Jean-Pierre Cassabel, maire de Castelnau-d'Aud (Aude). Son secrétaire général en est M. Chartron qui, là aussi, met en place des structures souples mais qui devront rayonner au niveau départemental et pourraient se doter dans chaque région de centres de formation équivalents à l'Institut du citoyen pour l'Ile-de-France. De son côté, M. Michel Barnier, député de Savoie, a été chargé d'animer le groupe des présidents de conseils généraux du R.P.R.

Le mouvement de M. Jacques Chirac commence ainsi à engranger les bénéfices de ses victoires aux municipales, et pas simplement en améliorant sa représentation au Sénat. D'abord au niveau local, où, pour lui ou ses alliés de l'U.D.F., il a réussi à arracher à la gauche un certain nombre de syndicats intercommunaux. Ce ne fut pas toujours aisé : ainsi du Syndicat des communes de la banlieue de Paris pour les eaux.

Un syndicat de 144 communes

L'affaire peut paraître de peu d'importance, mais ce syndicat regroupe 144 communes, étendues sur une superficie de 77 400 hectares, ce qui en fait le plus important service public de distribution d'eau d'Europe après ceux de Londres et

son appartenance au R.P.R., mais pour son parti ce sera un atout d'importance. D'abord parce que M. Michel Giraud n'est pas homme à laisser sommeiller un organisme qu'il préside; ensuite parce que partout il a montré ses capacités à utiliser politiquement toutes les possibilités des mandats qui lui étaient confiés; enfin parce qu'il a su faire pardonner, par des proches de M. Chirac, ses hésitations dans la pré-campagne pour l'élection présidentielle de 1981.

Reste au président du R.P.R. à capitaliser tous ces acquis : faire de cette conquête des pouvoirs locaux une étape dans la marche vers l'Élysée.

Le R.P.R. commence à faire sien ce que cette remarque de M. Giraud : « Qui tient l'État sans tenir le local finit par perdre les deux; pour reconquérir le sommet, il faut commencer à la base. »

Pour mieux « sentir » cette base, justement, M. Chirac réunit dorénavant, régulièrement, à déjeuner des hommes qui en sont représentatifs, sans avoir atteint les sommets de l'appareil du parti : MM. Alain Carignon, Jacques Berthelot, Jean-Pierre Roux, nouveaux maires de Grenoble, Brest et Avignon; M. Nicole Grand, qui s'est opposée à M. Defferre à Marseille; M. François de Panafieu et M. Alain Juppé, adjoints au maire de Paris; de jeunes députés : Philippe Séguin (Vosges), Jacques Toubon (Paris), Hyacinthe Santoni

Epinal : une autre vitrine

De notre correspondante

Epinal. - La rue Salvador-Allende a gardé son nom et le secrétaire général de la mairie est toujours en place. Pourtant celui-ci, M. Serge Thibers, avait été le candidat du P.S. aux législatives en 1988 contre celui qui vient de gagner la mairie, M. Philippe Séguin (R.P.R.), et avait, lors de la dernière campagne municipale, ouvertement appuyé la liste présentée par le maire sortant, M. Pierre Blanc (P.S.).

Pendant sa campagne M. Séguin avait prévenu : « Pas de chasse aux sorcières. » Et à ceux, tant à gauche qu'à droite, qui lui rappelaient d'avoir « retourné sa veste », M. Thibers répondait qu'en tant qu'employé communal il travaillait pour Philippe Séguin, maire, tout comme il l'a fait pour Pierre Blanc, et qu'à ses yeux il n'y a pas de manière de droite ou de gauche de traiter un dossier.

La nouvelle municipalité a joué l'apaisement, la réconciliation communale, le consensus, « sans abdiquer ses propres orientations, ses propres choix », souligne M. Séguin. Finalement, elle s'est surtout portée sur un terrain où on ne l'attendait pas : l'enseignement, les premières initiatives ayant été en faveur de l'école publique avec la mise en place d'ordinateurs dans les

écoles primaires laïques, sans oublier toutefois l'octroi d'aides aux établissements privés.

Tout en conservant sa liberté de parole, le nouveau maire souligne qu'il est prêt à collaborer avec le gouvernement chaque fois que cela va dans l'intérêt de la ville. Une convention culturelle vient ainsi d'être signée avec le ministère de la culture. M. Jack Lang, qui a su rendre hommage à l'action d'Epinal et à celle de son maire, l'État a su, à son tour, renvoyer l'ascenseur : Epinal a été choisie parmi dix-huit villes pilotes pour une opération « Prévention contre la délinquance ». La mairie pour sa part a décidé d'aider de nombreuses associations s'occupant des immigrés.

M. Philippe Séguin, il est vrai, n'a jamais caché « ses réticences face aux dérives droitières du R.P.R. », sa volonté de renouer avec les sources du gaullisme et de constituer un rassemblement des Français qui rejette les extrémistes. Ce qui ne lui crée pas que des amitiés au niveau national. Quant aux Spinaliens, un peu étonnés par le rythme du changement, ils se demandent s'il ne va pas réussir son pari.

CLAUDINE CUNAT.

de Moscou; son budget est de près de 1 milliard et demi de francs. Pourtant il a fallu aux leaders de l'opposition dans la région multiplier déjeuners et petits déjeuners pour convaincre tous leurs amis que, puisqu'ils étaient majoritaires, il n'y avait aucune raison de laisser la présidence à M. Alfred Vincent, vieux notable socialiste et maire de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), comme il était de tradition.

M. André Santini (U.D.F.-F.S.D.), maire d'Issy-les-Moulineaux, lui a succédé. Est-ce simplement pour retirer à la gauche la responsabilité de la gestion d'un budget aussi important ?

Même opération pour faire élire M. Roland Nangesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, qui a remplacé M. Jacques Carat, sénateur socialiste du Val-de-Marne, à la présidence de l'Union des maires de l'agglomération parisienne. Le message est clair : à tous les niveaux les liens partisans doivent prendre le pas sur les amitiés personnelles et, partout où elle le peut, la droite entend occuper les places... La gauche l'avait fait si longtemps.

Le couronnement de tout cela sera l'élection à la fin de ce mois de M. Michel Giraud à la présidence de l'Association des maires de France, dont se retire M. Alain Fohier. Certes, il devra cet honneur plus au titre de dauphin que lui a décerné le président du Sénat qu'à

(Bouches-du-Rhône), Michel Barnier (Savoie), Jacques Godfrain (Aveyron), François Fillon (Sarthe), Bruno Bourg-Broc (Marne).

Il reste au président du R.P.R. à faire marcher ensemble les vieux militants gaullistes et les jeunes assoiffés de revanche, les élus traditionnels, blanchis sous le harnais de vingt-trois ans de pouvoir, et les nouveaux maires « modern style », les officiers d'état-major et ceux qui ont gagné leurs galons sur les champs de bataille, ceux qui tirent à droite son mouvement et ceux qui veulent lui donner une image libérale. Patiemment, M. Chirac tisse sa toile.

FIN

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux:
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. 236.94.48 - 508.86.45

POLITIQUE

M. LECANUET ÉPROUVE DES DIFFICULTÉS À ORGANISER LA DIRECTION DE L'U.D.F.

Les adhérents directs et les clubs s'interrogent sur leur représentation

« Je suis soulagé de voir qu'enfin plus personne ne remet en cause les structures confédérales de l'U.D.F. », déclarait, le 29 septembre, à Divonne-les-Bains, M. Jean Lecanuet, qui se félicitait de la récente élection de quatre vice-présidents pour l'épauler dans sa tâche. Il manifestait un bel optimisme en promettant de compléter cette équipe avec la nomination, « dans les huit jours », d'un délégué à l'organisation qui succéderait à l'ancien secrétaire général, M. Michel Pinton. « Il est dérisoire, disait-il, sans doute fort justement, de discuter de notre manière d'exister alors que le pays attend que nous existions ! ». Eh bien, le « pays » devra attendre.

Le bureau politique de l'U.D.F. s'est déjà réuni deux fois - les 6 et 13 octobre - depuis les journées parlementaires et, devant les avis contradictoires qu'il a émis, M. Lecanuet n'a pu prendre de décision. C'est qu'il n'est même plus question d'un seul délégué, mais de deux, voire trois, quatre, cinq... pour satisfaire chacune des composantes.

Chaque jour de nouveaux noms apparaissent aux côtés des deux favoris, M. Jean-Philippe Lachaud (U.D.F.), maire de Pontoise, conseiller référendaire à la Cour des comptes, et M. André Santini (U.D.F.-P.S.D.), maire d'Issy-les-Moulineaux ; l'un et l'autre étant membres du Conseil pour l'avenir de la France de M. Giscard d'Estaing. M. Jean Lecanuet s'accorde le week-end pour réfléchir et trancher. Pendant ce temps, deux des composantes de l'U.D.F. s'interrogent : les adhérents directs qui, en la personne de M. Michel Pinton, ont retrouvé un président à part entière, et les clubs Perspectives et Réalités, fort marqués d'occuper si peu de place dans le nouvel organigramme de l'U.D.F.

Les premiers sont réunis depuis jeudi en université d'automne à Hyères (Var). Il est clair que l'organisation du P.D.F. actuellement mise en place ne correspond pas à leurs « vœux profonds ». Ils pensent que l'U.D.F. évolue davantage dans le sens d'un « cartel électoral » que dans celui d'un grand mouvement politique. Mais les adhérents directs se veulent « disciplinés ». Ils s'attendent simplement à ce que les événements justifient leurs inquiétudes. Ils se demandent notamment comment les quatre vice-présidents, responsables de parti, choisiront entre leurs deux casquettes...

A Hyères, ils entendent préciser leur rôle : être une force d'accueil pour tous ceux qui sont attirés par l'U.D.F. mais ne se reconnaissent dans aucune de ses composantes ; être, selon l'expression de M. Paul Girod, sénateur de l'Ain, « le pont à gratter » de l'U.D.F. ; prêcher l'unité et le renouveau ; favoriser la mutation de la confédération en « une force puissante par elle-même qui va de l'avant et a pour vocation de prendre le pouvoir ».

Les clubs Perspectives et Réalités réuniront leur assemblée générale le 22 octobre, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), le jour même où le P.R. réunira son conseil national à Vincennes, en présence de M. Simone Vell. Les clubs entendent réaffirmer leur vocation à l'expression politique. Ils se veulent non seulement organe de réflexion mais aussi formation politique et, à ce titre, composante à part entière de l'U.D.F.

Le fait que les clubs aient été la seule des six composantes, avec les adhérents directs, à ne pas obtenir de poste de vice-président a surpris de nombreux adhérents, qui s'interrogent sur le rôle qu'ils veulent et peuvent jouer au sein de la confédération. Ils décideront aussi si oui ou

non ils accepteront la place qui leur a été offerte au sein de la délégation U.D.F. qui rencontre régulièrement le R.P.R. et, le cas échéant, désigneront l'un des leurs. Cette assemblée générale des clubs procédera aussi au renouvellement du comité directeur, instance elle-même chargée de l'élection du bureau national avec son président, actuellement M. Jean-François Deniau, et ses vice-présidents. A la fin de l'année, les clubs réuniront leur quinzième convention nationale. Le thème n'est d'ores et déjà été retenu : « l'alternance pourquoi et comment ? ».

D'ici là, l'U.D.F. aura peut-être commencé à apprendre à vivre avec ses nouvelles structures. Avec quatre vice-présidents qui, ce serait logique, auront à cœur, en raison de leurs nouvelles fonctions, de faire tourner la machine, avec un ou plusieurs délégués à l'organisation dont on ne sait comment ils concevront leur rôle, à la lumière de l'expérience malheureuse vécue par M. Michel Pinton, avec des composantes qui n'entendent pas, même si elles sont minoritaires, se laisser marginaliser.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Au Sénat

M. LEMOINE : les assemblées de Guadeloupe doivent financer le sauvetage de la sucrerie de Beaufort

Après avoir retenu l'hypothèse de la fermeture de l'usine sucrière de Beaufort (Guadeloupe), le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) devait se réunir ce vendredi 14 octobre en présence d'une délégation du conseil général de la Guadeloupe conduite par sa présidente, M. Lucette Michaux-Chevry (div. d.), opposée à un tel projet.

A l'occasion de la séance consacrée aux questions au gouvernement jeudi 13 octobre au Sénat, M. Marcel Gargat (app. P.C., Guadeloupe) s'est fait l'interprète de l'inquiétude des salariés de cette sucrerie. Dans sa réponse, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a rappelé que, de 1,4 million de tonnes dans les années 1970-1975, la production de cannes à sucre a diminué jusqu'à n'atteindre que 500 000 tonnes en 1983. Cette quantité insuffisante place, explique-t-il, les quatre usines sucrières de la Guadeloupe dans une situation économique et financière très critique, puisque le déficit est évalué pour cette année à 30 millions de francs.

Pour M. Lemoine, les collectivités locales (conseil régional et conseil général, tous deux présidés par des élus de l'opposition) doivent prendre leurs responsabilités. Or, constate-t-il, la société d'économie mixte qui devait être créée ne l'a pas été. L'audit n'a pas encore fait connaître le rapport demandé par le conseil général, qui devait être cet été, et la participation financière des collectivités locales au déficit de 1983 n'est pas précisée. Le gouvernement prendra sa décision au vu des propositions « réalistes et concrètes » des assemblées locales.

Dimension politique de la charité

Ce jour même, je relève dans la presse une phrase du Premier ministre Pierre Mauroy : « Nous construisons une société de solidarité ». Quels que soient les moyens possibles et les intentions effectives du gouvernement, ce propos, qui aurait pu être banal, énoncé excellemment et ambliement le concept et la réalité d'une stratégie déterminant une position nationale. Le contexte dramatique de la Pologne ajoute une lumière crue et un élément passionnel, que nous ne pouvons résister, à ce vocable dans lequel se concentrent de si hautes aspirations.

Et, dans un tout autre contexte, qui nous touche de près, nous nous interrogeons avec complaisance la naissance en France d'un ministre de la « Solidarité nationale », qui nous rappelle vigoureusement que l'homme est un « phénomène social ».

Pierre Chassagnon, s.p.

Cette semaine dans TEMOIGNAGE CHRETIEN avec tous les débats de la vie culturelle, politique, sociale, religieuse. TC, un des grands hebdomadaires qui font l'opinion. 14 n° 14 F. Partout et 49 Fbo. Poissonnière à Paris 75009.

Saisi par le KGB. Disparu pendant vingt ans. Un chef-d'œuvre "miraculé". Le "Guerre et Paix" du XX^e siècle.

"Terrible. J'en étais comme les copains à chercher dans les 170 romans français de la saison "l'événement littéraire de la rentrée" comme annoncent les éditeurs pour chacun de leurs espoirs, quand *Vie et destin* a surgi, une montagne effaçant les taupinières, rien d'aussi poignant, confondant, depuis Tchekhov et Tolstoï, "toute la Russie dans son immensité", selon le mot de l'auteur, la Russie sous Staline s'entend, avec en contrepoint le système jumeau, le nazisme.

Une page du journal ne suffirait pas à énumérer les richesses de ce livre, comédie et tragédie humaine à la fois, le Bien sous nos yeux se transformant en Mal du fait du virus totalitaire - ils ne meurent pas tous, tous ne sont infectés - une myriade d'événements, de faits petits et grands, de notations, de réflexions, des centaines de personnages dans des centaines de situations rapportées avec sérénité, tendresse, froideur au besoin, un gigantesque reportage de la plume d'un grand journaliste.

Dans "Le Monde", Nicole Zand marque que ce roman contient "une foule de morceaux d'anthologie", on ne saurait mieux dire, on a envie d'aller plus loin, d'intimider le chaland : tant pis pour ceux qui ne liront pas Grossman, ils manqueront ainsi un des tout premiers chefs-d'œuvre littéraires de notre temps.

JEAN CLEMENTIN
"LE CANARD ENCHAÎNÉ"

"Une fresque historique. Une œuvre gigantesque. Le grand roman russe du vingtième siècle nous est arrivé."

NICOLE ZAND "LE MONDE"

"Une voix d'outre-tombe, celle de Vassili Grossman, continue d'émettre des vérités simples, si simples qu'elles ne sont plus entendues. Il les dresse contre la fatalité de l'Histoire, avec la passion d'un grand, d'un admirable romancier."

GUY LE CLECH "LE FIGARO"

"Venue d'outre-tombe, la voix de Vassili Grossman est une leçon de courage et de dignité. La vérité finit toujours par triompher."

CLAUDE FLEURY
"LE REPUBLICAIN LORRAIN"

"Qui connaît aujourd'hui le nom de Vassili Grossman ? Bien peu de gens. Et pourtant, demain peut-être, il sera au panthéon de la littérature russe."

GEORGES SUFFERT "LE POINT"

"Dans la veine de l'Espoir de Malraux, c'est sans doute un des grands romans de notre temps."

JEAN-MAURICE DE MONTREMY
"LA CROIX"

Vassili Grossman VIE ET DESTIN

roman

Julliard / L'Age d'Homme

DEVANT DES CADRES DE LA RÉGIE RENAULT

« La gauche s'est affaiblie dans le pays » déclare M. Marchais

M. Georges Marchais a participé, jeudi 13 octobre, à Boulogne-Billancourt, à une assemblée-débat avec des cadres, des ingénieurs et des techniciens de la régie Renault. Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré, notamment, que, face aux « énormes pressions de la droite et du patronat, il faut bien, malheureusement, le reconnaître : la gauche s'est affaiblie dans le pays ». « Devant les problèmes sérieux, a-t-il dit, qui demeurent en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de conditions de vie, notamment dans les grandes cités de notre région parisienne, la déception, la désillusion et parfois même le mécontentement s'accroissent chez celles et ceux qui ont assuré son succès en 1981. La gauche doit donc reconquérir l'espoir. Et pour cela elle doit poursuivre plus avant sur la voie du renouveau. Elle doit engager dans l'action et l'action une vigoureuse contre-offensive. »

An cours du débat qui a suivi son intervention, M. Marchais a déclaré que, « avec un gouvernement de gauche, on peut et on doit faire mieux dans les domaines économi-

que et social ». Il a ajouté : « Ceux qui pensent qu'il faut quitter le gouvernement ont tort. Quitter le gouvernement, ce serait pire. Il faut rester au gouvernement et se battre. »

Une question concernant la surtaxe sur l'impôt sur le revenu, prévue dans le projet de budget pour 1984, M. Marchais a répondu qu'il avait attiré l'attention du président de la République et du premier ministre sur la situation des techniciens et des cadres, qui « ne sont pas des privilégiés » et « ont joué un rôle important dans la réussite de la gauche en 1981 ». Il n'a fait valoir que l'exonération de la surtaxe de quatre cent mille foyers est « un premier résultat », mais que l'impôt sur la fortune est « encore insuffisant » et qu'il faut frapper « les évasions de capitaux et la spéculation ».

Le comité central du P.C.F. se réunira les 14 et 15 novembre. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, présentera un rapport sur « La communication et la propagande du parti dans les conditions d'aujourd'hui ».

Propos et débats

L'Humanité : énorme !

Après les déclarations de M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, qui, mercredi 12 octobre, à l'Assemblée nationale, avait mis en doute les résultats de l'élection présidentielle de 1981, l'Humanité s'interroge sur l'attitude de la droite. Le quotidien du P.C. titre à la une de ses éditions du 14 octobre : « Enorme ! La droite veut-elle invalider l'élection du président de la République ? » Il ajoute : « La droite se déchaine, elle se fait menaçante et a plus que des arrière-pensées. »

M. Lecanuet : une bulle

M. Jean Lecanuet, qui était, jeudi 13 octobre, l'invité du journal de la mi-journée de TF 1, a dénoncé les « incohérences » et les « contradictions » de la politique intérieure et extérieure du gouvernement. Pour le président de l'U.D.F., « le socialisme, ce sont les billes, les illusions, les rêves, une bulle apparue en 1981 qui se dégonfle sous nos yeux ».

M. Chirac : irréversible

M. Jacques Chirac a déclaré, jeudi 13 octobre, à Cahors, où il s'était rendu pour soutenir la candidature de son cousin, M. André Carle (R.P.R.), qui brigue le siège de député de la première circonscription libérée vacant par l'élection au Sénat de M. Maurice Faure, radical de gauche : « La déception est irréversible, et je doute que le chef de l'Etat n'arrive à redresser la machine. Il faut profiter de chaque consultation partielle pour dire au gouvernement qu'il n'a pas le droit de faire n'importe quoi puisqu'il n'a plus la majorité. C'est le seul moyen d'éviter qu'il fasse trop de bêtises. Il faut qu'il sente qu'il y a des limites et que si elles étaient dépassées, au-delà de la résignation qui a saisi notre pays, il pourrait y avoir des réflexes de révolte, ce qui représenterait le pire dans la démocratie. »

Le réalisme tranquille des parents

L'écologie au secours de l'économie

ROGER CANS.

Un oncle de Guy Orsoni interpellé à Marseille

C'est pour vérifier cette accusation que les policiers recherchaient à Marseille, M. Susini, depuis juillet, et qu'ils tentent d'établir si une bande rivale, à laquelle aurait appartenu M. Roger Orsoni, a pu esbayer à s'attaquer aux truands corses.

Alors, va pour le privé ! Religieux, Montessori ou jésuite, peu importe ! Contrairement au temps de Jules Ferry, l'éducation n'a plus ni odeur ni couleur.

L'Église catholique défend, d'ailleurs avec une mesure certaine, son école parce qu'elle connaît cet opportunisme scolaire. Les pères et les mères confient leurs fils et leurs filles à des institutions religieuses pour qu'ils reçoivent la meilleure éducation et non pour qu'ils en sortent bons chrétiens. Si l'Église catholique, qui contrôle 92 % environ de l'enseignement privé, obtenait par ce moyen des croyants en proportion, plus nombreux et plus

Le drame des militants de l'école laïque, qui pressent le gouvernement d'unifier l'école, est qu'ils se battent désormais à from renversé : aux yeux des parents, « laïques » ou « privés » eu gré de l'intérêt de leurs enfants, ce sont eux aujourd'hui qui apparaissent comme des doctrinaires.

Justice et liberté

Autre danger pour leurs idées : le R.P.R. et l'U.D.F. jubilent à la pensée de la belle « guerre scolaire » qu'ils pourraient déclencher contre les méfaits de l'étatisation du fonctionnement de l'école. Mais, à l'heure où l'on s'attache au projet socialiste sur l'école. Dans la bataille, le gouvernement tenterait, bien sûr, de rapetisser à bon droit la liberté de croire en l'établissement d'un « service de soutien » pour les enfants de milieu défavorisé, eussent les anomalies de la loi Guemour, loi bâclée qui n'a pas désigné la « collectivité publique » à qui il appartient de financer les associations d'élèves. Mais, à l'heure où l'on s'attache à l'œuvre de la loi Guemour, on a le droit de se demander : Où est la justice quand l'école privatisée peut acquiescer qui elle veut, alors que l'école publique doit ouvrir ses portes aux seuls résidents d'une aire géographique déterminée ? Où est la justice quand l'opposition ne manœuvrera pas d'exploiter ces cas

La voie qu'emprunte, ces jours-ci, le gouvernement est donc la seule pratique, toute simple et compliquée à la fois : faire assise à une même table, les catholiques, les parents de l'enseignement « libre », les représentants des mouvements « laïques » ; ensuite n'y parler, sans hâte, que de dossiers techniques, de carte scolaire, de professeurs, de professeurs. Guemenez à aborder de loi Debré à ressusciter ; en parler encore et encore, en souhaitant que les points de vue se rapprochent ; en parler bien au-delà des échéances électorales de 1984 et de 1988 et, surtout, ne pas gâcher cette lente osmose de l'enseignement public et de l'enseignement privé, qui est une « élite nationale » pour un « service public unifié et laïque ». A chaque jour suffit sa peine.

ALAIN FALLIAS

● **Un nouveau président d'université à Toulouse.** — M. Guy Isaac vient d'être élu, au premier tour, président de l'université des sciences sociales de Toulouse par quarante-deux voix sur soixante et onze votants. Il remplace M. Michel Despax, dont le mandat expire le 8 novembre.

LE CAPITAINE BARRIL

**ENTENDU
PAR UN JUGE D'INSTRUCTION**

Cela signifie Paul Barril a été capturé le jeudi 13 octobre en qualité de témoin par le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière. Celui-ci lui aurait demandé dans quelles conditions et à quel titre l'ancien chef par intérim d'Al.G.I.N. avait eu, en janvier, des contacts avec Mc-Thierry Fargat, avocat de Jean-Pierre Marchais, l'un des fondateurs d'Action Directe, recherché après une interview qu'il avait accordée le 17 août 1982 à *Libération*. L'audition a duré près de trois heures. Le magistrat instructeur n'avait pas été informé de ces contacts qui, selon le capitaine, avaient pour objectif de conduire à la libération de Jean-Pierre Marchais. Jean-Louis Bruguière en assurant sa protection. Proposition qui, en définitive, fut déclinée.

Au Sénat, jeudi, M. Pierre Manroy a insisté sur la « clarté » de l'action gouvernementale contre le terrorisme. Évoquant le cas du capitaine Barril, le premier ministre a assuré qu'un cas particulier ne permet pas de mettre en cause toutes les généralisations. Le capitaine Barril « est dans le cadre des missions du G.I.G.N. » et il n'a jamais fait partie des collaborateurs de la présidence de la République. « Pour ce qui concerne la façon dont le capitaine Barril a pu concevoir sa mission, le premier ministre a renvoyé aux enquêtes en cours, notant que « la justice est saisie de la plupart des affaires ».

Quand elle sera prononcée, la government sera prononcée, le gouvernement en tirera les conséquences, a-t-il conclu.

D'autre part, M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. au Sénat, et M. Jacques Larché (R.I.), président de la commission des lois, ont déposé une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement des différents services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme.

*Le spécialiste
des vêtements*
PEAU ET

PELISSES
peausseries de qualité
rayon mesure

Walm
service
123, rue St-Lazare (face gare)
Tél. 387.45.22

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Gaston Cusin

Après la publication de notre compte rendu judiciaire intitulé : « Au tribunal de Paris, la Résistance de M. Papon » dans le Monde du 8 octobre, M. Gaston Cusin, ancien conseiller d'Etat, qui fut commissaire de la République à Bordeaux à la libération, nous écrit :

M. Casin précise que, bien qu'en mai 1944 les liens organiques de Maurice Papon avec la Résistance n'étaient pas encore parvenus à sa connaissance, il était convaincu des interventions du secrétaire général de la préfecture de Bordeaux en faveur des évadés en difficulté et des personnes recherchées par l'occupant.

Le jour du débarquement, le 6 juin, dans une rencontre fortuite à Regé, Roch, qu'il connaissait, bien sûr, a suggéré l'intérêt d'un contact avec Maurice Papon pour étendre son réseau d'informateurs à la poste-cel. Mis progressivement à l'épreuve, le secrétaire général de la Gironda a rapidement laissé pressentir ses qualités précieuses d'administrateur, d'homme d'initiative, d'engagement patriotique résolu, rendu bientôt des services signalés pour préparer la prise du pouvoir dans un département où n'existait ni le N.A.P. ni C.D.L., dans une région où les F.F.C., infiltrées ou décimées par le G.S.T., menaient des actions isolées. Roch, qui avait déjà fait valoir son talent pas le combat, et où deux préfets désignés par le gouvernement provisoire devaient être arrêtés.

En particulier, le rôle de Maurice Papon au cours des semaines qui ont précédé la retraite de l'occupant vers les bouches de la Gironde a été déterminant pour coordonner l'action des forces de sécurité à l'intérieur de Bordeaux avec celle des maquis qui montaient vers l'Atlantique.

● **Mort de deux mineurs aux houillères de Carnaux.** Deux mineurs, MM. Henri Touboulic, quarante-six ans, et Bernard Campomizzi, vingt-trois ans, ont trouvé la mort jeudi 13 octobre, dans un éboulement qui s'est produit vers 10 heures au puit de la Tronquie, sur le gisement des houillères d'Aquitaine à Carnaux (Tarn). Les corps des deux victimes, qui auraient succombé à une asphyxie, ont été dégagés, après sept heures de travail, par les sauveteurs. « Rien n'aurait-t-on pu prévoir cet accident », déclare-on à la direction de la



DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'ANIMAL

5^e ANNIVERSAIRE

*Le respect des animaux par l'homme est lié au respect
des hommes entre eux*

La Déclaration Universelle des Droits de l'Animal a été proclamée solennellement le 15 octobre 1978 à la Maison de l'UNESCO à Paris. Elle constitue une prise de position philosophique sur les rapports qui doivent désormais s'instaurer entre l'espèce humaine et les autres espèces. Cette philosophie, renforcée par les connaissances scientifiques les plus récentes, exprime l'ÉGALITARISME des espèces face à la Vie. A l'aube du XXI^e siècle, elle propose à l'homme les règles d'une ÉTHIQUE.

L'égalitarisme de la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal doit être bien compris. Affirmer, comme le fait le premier article, que « tous les animaux ont droit à la vie et ont les mêmes droits à l'existence » n'est pas l'énoncé d'une égalité de fait, mais signifie qu'il existe entre eux une **ÉGALITÉ DE DROITS**. L'égalitarisme universel ne consiste pas à nier les différences évidentes de formes et de capacités qu'ont entre eux les animaux, mais à admettre que toutes les espèces ont un droit égal dans le cadre de l'**ÉQUILIBRE NATUREL**. L'homme a, peu ou pas, établir un code de droits dans sa propre espèce ; mais, en regard de l'univers, il ne dispose d'aucun droit particulier. Un n'est en effet que l'une des espèces animales terrestres, et l'une des plus récemment apparues. La

Vie n'appartient pas à l'espèce humaine. L'homme n'en est ni le créateur ni le détenteur. L'homme a créé dans le monde vivant une hiérarchie arbitraire qui n'existe pas naturellement, en ne prenant en compte que son usage propre. Cette hiérarchie antropocentrique a conduit au SPÉCISME, lequel consiste à adopter une attitude différente suivant les espèces, à détruire les unes en protégeant les autres, à déclarer certaines « utiles », d'autres « nuisibles » ou « cruelles ». C'est par spécisme que l'on a cru pouvoir réserver l'« intelligence » à l'homme et donner l'« instinct » à l'animal. C'est le spécisme qui a conduit l'homme à penser que l'animal ne souffrait pas comme lui, alors que tout ce que l'on sait actuellement démontre au contraire qu'il souffre physiquement comme nous et que sa pensée, bien plus élaborée qu'on ne le croit encore, l'ambène aussi à souffrir psychiquement. Le racisme qui refuse à certains hommes des droits que d'autres s'attribuent est un CRIME CONTRE L'HUMANITÉ; le spécisme, qui établit une hiérarchie des droits dans le monde, est, lui, un CRIME CONTRE LA VIE.

C'est donc bien une philosophie, une conduite morale, une **ÉTHIQUE BIOLOGIQUE** que la Déclaration Universelle

des Droits de l'Animal propose à l'humanité. Elle n'a nullement pour objet et ne doit pas avoir pour conséquence de faire oublier la lutte contre la misère humaine, contre la souffrance morale ou physique, contre la torture, l'égotisme, les foyers, les internements politiques. Au contraire, il s'avère que veiller au RESPECT DES DROITS DE L'ANIMAL, c'est nécessairement veiller aussi au RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, tant il est vrai que « le respect des animaux par l'homme est lié au respect des hommes entre eux ». Elle ne peut que conduire l'humanité, par la réflexion et une profonde prise de conscience, à retrouver sa place parmi les espèces vivantes et à s'intégrer à nouveau dans l'équilibre naturel, condition fondamentale de sa propre survie. Ce qui signifie que l'espèce humaine doit modifier son mode actuel de pensée, afin de renoncer progressivement à son attitude anthropocentrique, comme à tout comportement zooolatrique, pour adopter enfin une conduite et une morale centrées sur la défense de la Vie, et donner la priorité au BIOCENTRISME.

C'est en cela que la Déclaration Universelle constitue une étape importante dans l'histoire de l'Intelligence humaine et de la Morale.

**Le texte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal
sera envoyé gratuitement sur demande adressée à :
Ligue des Droits de l'Animal, 21, rue Jacob, 75006 PARIS.**



PAUL BEUSCHER
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE. Tél : 272-05-41

15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE. Tél : 272-05-41

* A PARTIR DE 10000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30%, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS*
SUR TOUS LES PIANOS, du 1^{er} au 29 octobre 1983

ZIMMERMANN III V : 12445 F
Acajou satiné avec sourdine

* A PARTIR DE 10000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30%, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

ÉDUCATION

Appel aux universitaires

(Suite de la première page.)

L'Université, signe de santé d'une société et gage de son essor, ne peut répondre à ses missions d'enseignement, de recherche, de diffusion du savoir, de coopération internationale sans le dynamisme et sans la foi de tous ceux qui y travaillent. Je fais appel à la communauté universitaire, je fais appel à chacun pour mener de front toutes ces missions. Je connais la qualité, le sérieux, le courage, des personnels. Et je voudrais démontrer aux enseignants, en particulier, qu'aucune des mesures que certains combattent n'est guidée par je ne sais quelle volonté d'humiliation, voire de sanction.

Il n'y a pas qu'en matière budgétaire que les choses ont changé depuis deux ans. Outre l'asphyxie financière des établissements, la gestion du personnel, avant 1981, était devenue incohérente, au point que les carrières étaient bloquées et que des licenciements s'annonçaient. L'enseignement supérieur était dévalorisé par des pratiques autoritaires, brutales parfois, et par la déconsidération systématique des enseignants. L'altération des objectifs de la loi de 1968 décourageait ceux qui y avaient puisé des raisons d'espérer et d'agir. J'ai rétabli la concentration, mise en place progressivement des relations contractuelles entre l'administration et les établissements, instauré la transparence des décisions, qu'elles touchent la répartition des moyens ou les habilitations, remis en vigueur des procédures de nomination aussi objectives que possible. Des mesures de titularisation, dont bénéficient des milliers d'assistants, des centaines de vacataires et de coopérants, ont été prises et ont réglé le « contentieux » le plus douloureux. La loi « Sauvage » a été abrogée; le Conseil supérieur des universités a été modifié.

Les obligations et les statuts

Parlons des mesures récemment prises ou en préparation. Le projet de statut des enseignants de l'enseignement supérieur est connu; mais on n'est encore qu'un projet. Sa lecture montrera que (...) j'y propose des procédures nouvelles de recrutement, qui allient la rigueur dans l'évaluation au respect de l'autonomie des établissements, garante de l'équilibre des équipes d'enseigne-

ment et de recherche. Elle montre aussi que ce projet est novateur: modulation des services, élargissement du recrutement, instauration de congés sabbatiques (réclamés en vain depuis des décennies!), dont quatre cents sont déjà inscrits au budget de 1984; de nombreuses dispositions transitoires pour les transferts d'emplois et les recrutements au tour extérieur. Ce texte sera l'occasion d'une définition plus précise des missions et des fonctions confiées aux enseignants-chercheurs, mettant clairement en évidence la spécificité de chacun des deux corps (professeurs et maîtres de conférences).

Les dispositions de ce futur décret (...) sont en ce moment quelque peu occultées par celles du décret du 16 septembre 1983 relatif aux obligations de service d'enseignement pour 1983-1984. Aussi curieux que cela paraisse, aucun texte n'établissait ces obligations de façon claire. Perpétuer cette obscurité réglementaire eût été, à la rigueur, concevable si, à sa faveur, ne s'étaient établies des inégalités choquantes. Inégalités entre enseignants de même grade exerçant dans des établissements de nature différente. Mais aussi inégalités entre les actes pédagogiques réellement accomplis, selon le grade de la personne exerçant tel ou tel acte. Les professeurs ont et conservent la responsabilité principale pour la préparation des programmes, pour l'organisation de l'orientation et des enseignements, pour la coordination des équipes pédagogiques. Mais comment les professeurs, à leur tour, nieraient-ils la contribution très précieuse apportée par les maîtres-assistants, et par les assistants?

Je ne sous-estime pas pour autant les appréhensions tenant à la répartition des différents types d'enseignement. Il suffit, toutefois, de rappeler que le décret du 16 septembre se combine évidemment avec les dispositions de la loi de 1968, toujours en vigueur, notamment pour la répartition des charges d'enseignement. Le chef d'établissement répartit les services d'enseignement en recueillant l'avis du conseil d'établissement et des conseils d'unité d'enseignement et de recherche, qui siègent en formation limitée aux enseignants d'un grade au moins égal à celui de maître-assistant, les professeurs et assimilés constituant alors au moins 60 % des membres. Ce qui n'a pas créé de difficultés particulières

depuis quinze ans ne devrait donc pas en susciter davantage cette année.

Reste l'augmentation globale de ces charges. Nul ne songe à restreindre les activités de recherche, les travaux personnels ou les activités de tutorat et d'administration des enseignants-chercheurs au-dessous du raisonnable. Les nouveaux services d'enseignement sont inférieurs à ceux qui sont en vigueur dans tous les pays comparables au nôtre, qui pourtant ne sacrifient aucune de ces tâches. Au demeurant, l'enseignement, primordial, l'université étant faite pour les enseignants, n'est qu'une petite partie de l'ensemble des obligations des enseignants-chercheurs. Précisons enfin que l'augmentation des charges d'enseignement - certes sensible pour les professeurs des universités, beaucoup plus faible pour d'autres catégories d'enseignants ou d'établissements - n'a pas pour effet de diminuer les crédits d'heures complémentaires. C'est donc bien, non pas un transfert de charges, mais un effort de solidarité demandé à la fois pour améliorer le potentiel global d'enseignement et pour assurer, au sein d'un budget de rigueur et de pause catégorielle, la contrepartie des transformations d'emplois nécessaires au déblocage des carrières.

Ajouter que le décret du 16 septembre 1983 doit être appliqué avec souplesse et bon sens va sans dire, mais encore mieux en le disant.

Un projet d'ensemble

Mais, au-delà de ces textes, c'est tout un projet d'ensemble que je m'efforce de mettre en œuvre. (...) En premier lieu, l'existence de deux systèmes de formation singularise notre système universitaire. Les universités ne sélectionnent pas les étudiants à l'entrée du premier cycle et forment surtout des enseignants, des chercheurs, des médecins et, depuis une quinzaine d'années selon des procédures sélectives, des techniciens supérieurs, notamment en I.U.T. Les écoles, et les classes qui permettent dans les lycées d'en préparer les concours d'entrée, opèrent une forte sélection afin de former des cadres supérieurs, en liaison avec les secteurs de l'économie ou de la production concernés. Composés d'enseignants-chercheurs permanents, ouverts sur le milieu scientifique international de par leur activité de recherche, les universités participent mieux à la diffusion des

connaissances, notamment pour les technologies avancées. Moins préparés à former des cadres, elles ne parviennent pas aisément à assurer ce transfert jusqu'aux structures industrielles.

C'est un objectif essentiel de ma politique que les universités soient elles-mêmes en prise directe avec leur environnement économique, social et culturel. Ceci passe par le développement des formations professionnelles dans les universités, au niveau du deuxième et du troisième cycle.

Cependant, c'est dans le premier cycle que l'effort d'imagination et de création sera décisif. On ne peut plus admettre, en effet, que la moitié environ des étudiants entrant à l'université s'évaporent littéralement en deux ans, restant ainsi privés de toute qualification. Une réflexion a été engagée par des groupes de travail. Elle doit donner lieu à observations, critiques et suggestions. Rien, donc, n'est figé ou prédéterminé.

La rénovation du premier cycle est un des axes principaux autour desquels s'ordonne la réforme de l'enseignement supérieur. Je considérerais donc comme très regrettable que les établissements ne s'y engagent pas hardiment. Mais cette rénovation, dont je souhaite qu'elle s'amorce le plus tôt possible, c'est-à-dire dès 1984, ne sera ni brutale, ni uniforme, ni imposée. Les modalités de sa réalisation doivent relever de l'autonomie et faire l'objet de contrats passés entre les établissements et le ministère.

Les premiers cycles devront accueillir, former et orienter les étudiants: ils pourront se diversifier, par exemple en multipliant les préparations aux formations professionnelles de deuxième cycle qui, ont déjà été expérimentées, en particulier pour l'entrée dans les écoles.

C'est à vous de formuler les propositions qui vous paraissent les plus adaptées aux besoins et aux possibilités de votre équipe, de votre établissement, de votre environnement.

Cette large marge d'initiative doit exister aussi, bien entendu, quant à la façon d'atteindre l'objectif de professionnalisation des formations.

Ce qui est vrai de la formation initiale l'est également de la formation continue. Là encore, il est demandé d'innover, de proposer, de dialoguer avec le ministère. (...)

La recherche elle-même constitue une mission primordiale des établissements d'enseignement supérieur et universitaires, et si les textes parlent abondamment d'enseignants-chercheurs, c'est pour souligner l'interdépendance, quelles que soient les disciplines, de ces deux fonctions et leur fécondation réciproque. Dès mon arrivée au ministère, j'ai tenu à créer une direction de la recherche. Le développement de la recherche universitaire est une priorité reconnue par le gouvernement: des contrats pluriannuels sont mis au point par la direction de la recherche et mis en place progressivement entre l'Etat et les établissements.

Au total, l'ensemble des missions de l'enseignement supérieur devrait, me semble-t-il, exalter et rassurer l'ensemble de la communauté universitaire, universités et écoles unies dans une même poursuite de l'excellence.

Mais je n'oublie pas que les acteurs de cette communauté vivent dans des établissements que je m'efforce d'encourager à plus de démocratie interne et à plus d'ouverture sur l'extérieur. L'instauration du collège unique des enseignants pour le conseil d'administration et pour le conseil des études et de la vie universitaire répond à l'exigence de

démocratie; la présence réaffirmée dans les trois conseils, des personnalités extérieures abèit à celle d'ouverture; enfin, le conseil scientifique, qui a la responsabilité de l'organisation de la recherche, sera composé de telle façon que professeurs et maîtres de conférences habilités à diriger des thèses puissent promouvoir une politique scientifique de qualité. Je compte soumettre au Parlement un amendement en ce sens.

Une action collective

Enseignants-chercheurs, personnels de tous corps et de tous grades vous qui donnez vie aux établissements, effectuez des recherches ou les rendez possibles, accueillez, encadrez, conseillez, aidez, les étudiants et les adultes en formation. Vous êtes au début de cette lettre que je faisais appel à vous. Comment en serait-il autrement? Vous avez entre les mains la responsabilité la plus haute, celle de former au plus haut niveau la jeunesse de notre pays. Vous le faites dans des conditions matérielles souvent difficiles et, en tout cas, insuffisantes, que je m'efforce d'améliorer, mais en sachant qu'il y faudra temps et persévérance, et que la rigueur de l'époque vous impose des sacrifices et de la patience. C'est donc à votre sens des responsabilités que je fais appel et je sais que je peux le faire. Attentifs à l'essentiel - la densité de la production intellectuelle française la qualité de sa présence au monde la puissance créatrice de la communauté universitaire de notre pays - comment ne surmonteriez-vous pas les obstacles psychologiques de toute sorte? C'est à ce prix que ensemble, nous créerons les instruments de l'avenir.

ALAIN SAVARY.

INFORMATIQUE ET ÉDUCATION SCIENTIFIQUES

Actes des Journées Internationales sur l'éducation scientifique, n° 4, 1982, 480 p., 40 FF.

COMMANDE: Comité d'organisation André Gordan, Jean-Louis MARTINAND, IER Dictionnaire des disciplines - T 45-46, 2, place Jussieu, 75005 Paris, Tél: 336-25-25 p. 56-58

PROCHAINES JOURNÉES: Signes et discours dans l'enseignement et la vulgarisation scientifique 1983-1984 - 19-21 janvier - 1984 - 1984 - 1984.

Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV) Centre d'Études Catalanes

Préparation au diplôme de langue, littérature et civilisation catalanes: trois niveaux (débutant, moyen, supérieur). Début des cours: 24 octobre 1983

Renseignements et inscriptions: 9, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS - Téléphone: 277-65-69



Penser seulement en fonction d'un marché national est insuffisant. L'acquisition de positions internationales est affaire de patience, de sens de l'adaptation et d'opportunité. Cette souplesse est notre règle. Nous

avons grandi par acquisitions autant que par croissance interne. Notre mondialisation s'achève. Où que vous vouliez exporter ou vous installer sur notre planète, branchez-vous sur notre réseau international.

Nixdorf Computer S.A. 7-13, boulevard de Courbevoie, 92200 Neuilly-s/Seine. Tél.: 74712.70. Nixdorf Computer Lyon S.A. 83-85, av. Félix-Faure, 69003 Lyon. Tél.: (7) 860.00.91.

NIXDORF COMPUTER

12 MOIS
29 octobre 1983

SPORTS

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE JUDO

La montagne Yamashita ébranlée

Pas de Français sur le podium pour la première journée des championnats du monde de judo. En catégorie mi-lourds (moins de 95 kilos), Roger Vachon, battu par le Soviétique Divitsenko, a échoué ensuite pour une médaille de bronze face à l'Allemand Neuenhofer. Le titre est revenu au surprenant Allemand de l'Est Andreas Preschel. Chez les poids lourds plus de 95 kilos, le Japonais Yamashita a été couronné pour la troisième fois, malgré la belle résistance, en finale de tableau, de l'Allemand de l'Est Henry Stohr, vainqueur dès le premier tour de Laurent Mel Colombeau.

Correspondance

Moscou. — On sait désormais qu'on peut ne pas tomber face à Yamashita. Mais on ne sait toujours pas comment le faire tomber. Au moment où le boudha japonais emporte son quatrième titre mondial (trois chez les lourds, un en toutes catégories) et égale au palmarès son compatriote Fujii, il montre enfin qu'il peut être sinon vulnérable, du moins contestable.

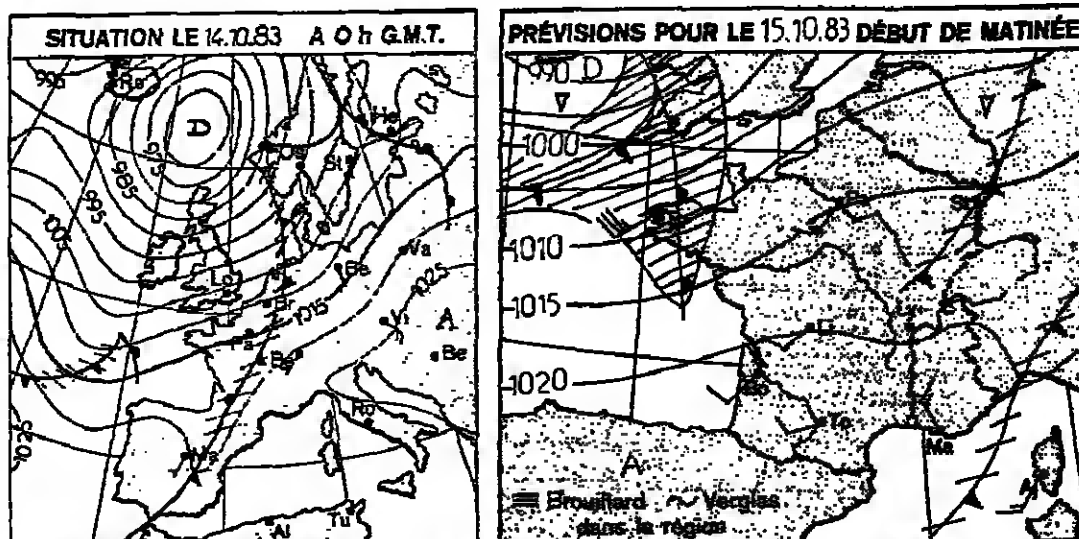
Yamashita n'avait jamais permis à aucun Européen de tenir, face à lui, jusqu'à la limite du combat. Il a emporté à Moscou sa cent quatre-vingt-huitième victoire consécutive, mais l'Allemand de l'Est Stohr, battu sur un point de pénalité, a montré la voie à suivre.

Ce jeune colosse de 1,93 mètre pour 130 kilos, a deux vérons à la place des bras. Il a ainsi réussi à enir à distance Yamashita, auquel il rendait 8 kilos, mais qu'il dominait la presque une tête. Sa technique de sauter, entièrement tournée vers la défensive, a empêché le virtuose japonais de porter ses attaques prévues. Yamashita, maintenu à bout le bras, avait les jambes trop courtes pour réussir son habitude saut fauchage intérieur. Et Stohr ne pu à jamais permis d'approcher suffisamment pour l'enrouler dans sa projection de hanches.

Dès lors, le Japonais ne pouvait plus espérer conclure qu'en entrant son adversaire au sol. Là encore, Stohr a eu l'erreur qui l'a été fatale à tous les autres adversaires de Yamashita : tomber à qua-

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 14.10.83 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 15.10.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre vendredi 0 heure et samedi 24 heures.

Tandis qu'un front froid ondulant achèvera de s'évacuer vers l'est, une nouvelle perturbation traversera une partie du pays samedi dans un rapide flux atlantique.

Samedi matin, le temps sera encore nuageux avec quelques averses des frontières du Nord au Nord-Est et aux Alpes. Sur la moitié sud, le ciel sera dégagé si l'on excepte la présence de nuages bas dans les Landes. La nouvelle perturbation donnera des pluies sur la Bretagne dès la fin de nuit, accompagnées de vent de sud-ouest assez fort à fort. Elles seront précédées d'une marge nuageuse. En fin de journée, le temps perturbé sera nuageux à couvert avec pluies modérées et rafales de sud-ouest s'étendra des Ardennes au Bassin parisien, du Pays de Loire au Bordelais, au nord du Massif Central et au Nord-Est avec des températures maximales de 16 à 18 degrés. Sur les régions allant des Pyrénées aux Alpes, le ciel sera devenu progressivement plus nuageux avec maxima de 20 à 22 degrés. De la Picardie à la Bretagne s'établira un temps de pluie avec des averses et surtout du vent, assez fort puis fort à l'intérieur, très fort en Manche, y atteignant la température avec rafales dépassant 100 km/heure. Dans l'après-midi, les températures y seront de 14 à 15 degrés. Quant aux régions méditerranéennes, elles bénéficieront de beau temps toute la journée avec des températures maximales de 22 à 24 degrés.

Les températures minimales extrêmes

PARIS EN VISITES -

DIMANCHE 16 OCTOBRE

- Les enlises de la Comédie-Française, 10 h 15 et 10 h 30, porte de l'Administration, place Colette, M^{me} Lemarchand.
- La vallée de l'Antenne, 13 h 30, place de la Concorde, grille des Tuilleries, M^{me} Oswald.
- L'hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Brocard.
- L'hôtel du Châtelet, 15 heures, 127, rue de Grenelle, M^{me} Dubonne.
- Le château de Maisons-Laffitte, 15 heures, entrée côté parc, dans le vestibule, M^{me} Huiot.
- Le procès de Marie-Antoinette, 15 heures, métro Cité, M^{me} Lemarchand (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le quartier Maubert, 15 h 15, 3, rue Doucet (M^{me} Barlier).
- L'Opéra, 14 heures, dans le hall (M. Bouchard).
- Port-Royal de Paris, 15 h 30, 123, boulevard de Port-Royal (M^{me} Camus).
- L'île de la Cité, 15 h 24, place Dauphine (M. Camus).
- Tourner au Grand Palais, 10 heures, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Filiales).

CONFÉRENCES -

15 h 30, 15, rue de la Bûcherie, comité du Louvre de Kerguelen : « Les derniers marcheurs du Second Empire » (Les Artistes de l'esprit).

ALAIN GIRAUDO.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 14 octobre 1983 :

DES ARRÊTÉS

- Portant autorisation de l'émission d'imprimés permanents C.A.E.C.L.-Régions de France émis par la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
- Relatif à la construction et aux conditions de location des logements-foyers réalisés avec le bénéfice des primes convertibles en bonifications d'intérêt et de prêts spéciaux.

EN BREF

ENVIRONNEMENT

FORÊTS FRANÇAISES. — En France, la forêt étant sa superficie, mais devient de plus en plus vulnérable. Pour la protéger et l'adapter à l'homme, le Mouvement national de lutte pour l'environnement (M.N.L.E.) organise, les 15 et 16 octobre à Bombannes-Carcassonne, dans les Landes, une rencontre nationale présidée par M^{me} Huguette Bouchardou, secrétaire d'Etat à l'environnement.

* M.N.L.E. Rencontre de Bombannes, R.P. 79, 93505 Pantin Cedex. Tél. : (1) 946-04-14.

LOISIRS

DEMANDEZ LE PÉROU ! — Qui n'a jamais rêvé du Pérou, de cet Eldorado aux richesses fabuleuses ? Qui n'a souhaité un jour fouler cette terre promise des aventuriers, partir à la recherche de cet Empire inca des fils du Soleil ?

Jacques Cornet, y a séjourné neuf mois, en trois voyages. Il en a ramené un film de 90 minutes (Au soleil des Incas) qu'il présentera cette fois-ci, jusqu'au 16 octobre, donnant ainsi le coup d'envoi des conférences organisées en ce lieu par « Connaissance du monde ».

* Salle Pleyel, 252, boulevard Saint-Honoré, 75006 Paris (métro : Terminus). Tél. : 561-16-99.

RÉTROMANIE

ARMES ANCIENNES. — Une bourse aux armes anciennes, décorations et ordres de chevalerie organisée par la Militaria Armes Société se tiendra le dimanche 16 octobre au pavillon Balard à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

* Entrée 10 francs. Tarif réduit 5 francs.

Les mots croisés se trouvent page 19.

RUGBY

Les « révélations » sur le circuit professionnel

Le représentant de David Lord, le promoteur australien qui veut organiser une coupe du monde professionnelle de rugby, Nicholas Beck, a « révélé » devant les caméras d'Antenne 2, jeudi 13 octobre, que deux matches auront lieu à Paris, au début de l'année prochaine — France-Australie le 18 janvier et France-Nouvelle-Zélande le 4 février — au moment où débutera le Tournoi des cinq nations, sans toutefois donner de précision sur les terrains où auraient lieu ces rencontres. Nicholas Beck a ajouté : « Je ne peux pas donner tous les noms des joueurs, mais je peux promettre que nous avons 80 % des joueurs ayant disputé le Tournoi des Cinq Nations l'an dernier. La liste sera donnée approximativement vers le 16 décembre. » Les notes des commanditaires de la compétition seraient dévoilées en fin novembre.

C'est en mai dernier, pendant la tournée des Lions britanniques en Nouvelle-Zélande, que David Lord a lancé son pavé dans la mare. Cet ancien commentateur sportif de la 7^e chaine australienne avait l'intention de recruter les deux cents meilleurs rugbymen du monde pour organiser une série de tournois internationaux pendant deux ans. Il associait ce projet de chiffres mirobolants : chaque joueur toucherait 150 000 F par tournoi, ce qui représenterait pour l'ensemble de la compétition une « masse salariale » de 240 millions de francs, auxquels s'ajouteraient tous les frais d'organisation.

La perspective d'un circuit professionnel, baptisé Coupe du monde ou Championnat du monde, a créé une certaine effervescence dans les milieux du rugby. Farouchement attachés à sa tradition amateur, ceux-ci organisent de surcroît leurs compétitions. Les tournois des cinq nations et tournois des différentes nations programmés jusqu'en l'an 2000 — sur un mode anachronique. Il n'est pas question de Coupe du monde ou de Championnat du monde. David Lord a donc eu l'idée de court-circuiter le système traditionnel pour mettre en place des compétitions professionnelles. Sa démarche est assez comparable à celle du milliardaire texan Lamar Hunt en tennis. Malheureusement, David Lord n'est pas milliardaire : depuis que cet homme de quarante-quatre ans, aux rondeurs affables, s'est lancé dans la promotion sportive — cricket, jeux du Commonwealth, rugby, — il est allé de déboires financiers en déboires financiers.

Pour attirer les joueurs éventuellement intéressés, il doit donc trouver des fonds en créant cette connexion miraculeuse du sport moderne : commanditaires-télévisions. Les premiers, espère David Lord, délieront les cordons de leur bourse s'ils ont la garantie que les seconds assureront une couverture importante. David Lord a affirmé que les retransmissions devraient avoir lieu dans une vingtaine de pays. Mais aucune grande chaîne de télévision n'a passé d'accord avec le promoteur. Si bien que le soufflet habilement moné par cet homme de communication est retombé d'autant plus rapidement que bien d'autres obstacles se sont dressés sur son chemin.

La mise à disposition des stades dans lesquels pourraient avoir lieu les matches n'est pas, d'autre part, la moindre des difficultés : aussi bien en Angleterre qu'en France, les

fédérations, qui sont les gestionnaires des ensembles sportifs, ne sont pas prêtes à faire une place à ce personnage. Bref, la boudrue du rugby professionnel semblait dégonflée lorsque David Lord regagna l'Australie, fin septembre, sans s'arrêter en France. Son homme de confiance, Nicholas Beck, vient de faire rebondir l'affaire avec ses « révélations » à Antenne 2, qui n'en apprennent pas plus que les précédentes déclarations. Mais David Lord a besoin qu'on parle de lui. Cela sera-t-il suffisant pour donner matérialité au serpent de mer du rugby professionnel ?

Les joueurs décideront en dernier ressort, 80 % des internationaux français, dont Nicholas Beck, ont affirmé avoir l'accord, sont-ils prêts à quitter le système de promotion sociale, très particulier au monde de l'ovale, pour devenir des mercenaires d'un circuit sans réelles perspectives ? Le président de la F.F.R., Albert Ferrasse, n'est pas trop inquiet : « Tout cela, dit-il, est une gajolade. »

ALAIN GIRAUDO.

LOTTO		TIRAGE N°41	
		DU 12 OCTOBRE 1983	
13	19	20	34 40 44
NUMERO COMPLEMENTAIRE		21	
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS NUMEROS	8	1 664 979,80 F	F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	37	179 997,80 F	F
5 BONS NUMEROS	2 229	8 963,50 F	F
4 BONS NUMEROS	141 118	141,50 F	F
3 BONS NUMEROS	2 816 808	10,20 F	F
PROCHAIN TIRAGE LE 19 OCTOBRE 1983			
VALIDATION JUSQU'AU 18 OCTOBRE 1983 APRES-MIDI			

SAMEDI DIMANCHE

- **ALLEMAGNES :**
Un dialogue sur fond de missiles.
- **GRÈCE :**
Le fiasco du mariage civil.
- **NORVÈGE :**
Les taste-morue des îles Lofoten.
- **GRANDE-BRETAGNE :**
Le scandale Parkinson.
- **FRANCE :**
La crise dans la communauté juive.
- **ANNIVERSAIRE :**
L'avenir de l'énigme P.M.-F.
- **AUTOMOBILISME :**
Renault, la stratégie F 1.

Et, avec «le Monde Dimanche», quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



الجمهورية الجزائرية

Je m'inscris

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

TRACES

De Bibracte à Alésia :

Sur les sentiers gaulois

BIEN sûr, c'est au pied du rocher de la Vierge, sur le Mont-Benray, l'antique Bibracte, capitale du puissant peuple éduen, qu'il fallait prendre le départ de cette randonnée à travers le temps. Inscrit sur ce bloc de granite, en 52 avant Jésus-Christ, Vercingétorix, élu chef suprême des armées gauloises soulevées contre César, harangua ses hommes, dit-on, avant de les lancer vers le sud, l'est et le nord dans une offensive générale contre les Romains. Lui-même, prenant la tête de cent mille fantassins et cavaliers, piqua vers Alésia.

Rémi Guillaume, l'organisateur de la marche Bibracte-Alésia, a bien choisi l'endroit. Si l'on n'a ni la taille ni l'éloquence du chef arverne, ce Mont-Benray de trente-deux ans, animateur au comité régional du temps libre (1), en a au moins la ténacité et la moustache. Sa troupe est plus modeste — une vingtaine de filles et de garçons — mais non pas moins déterminée. En une semaine, sac au dos, couchant à la dure, mangeant sur le pouce, elle va franchir par monts et par vaux les 100 kilomètres qui séparent le Mont-Benray du Mont-Auxois, Bibracte d'Alésia.

Il ne s'agit pas d'un « produit touristique » au sens commercial du terme mais d'une initiative pédagogique, d'une expérience à caractère éducatif. Le périple, déjà organisé l'an dernier dans le sens nord-sud, est une suggestion lancée aux innombrables marcheurs qui arpentent nos campagnes : sortez des sentiers balisés, composez vous-même votre itinéraire autour d'un thème, faites connaissance avec le pays en vous arrêtant souvent, flânez au lieu de « faire du kilomètre », cheminez avec la tête autant qu'avec les pieds ; bref, ne marchez plus idiot.

Aucun topo-guide ne donne l'itinéraire Bibracte-Alésia et aucune balise ne le jalonne. C'est plus subtil et plus passionnant. Il faut d'abord le chercher dans les grimoires des archéologues, puis le repérer sur la carte grâce aux noms de lieux. Des toponymes antiques, sachez que le chemin Ferré, le Pavé, le Cheminot, la Vie ou la Viotte (la voie), le gué Pavé, la Levée, l'Escuré (le chemin sablé) sont autant d'indices que la passait autrefois une route carrossable. Puis on part solidement chaussé, bâton en main et même, comme Rémi Guillaume, machette à la ceinture.

Pour l'édition 1983 de la marche Bibracte-Alésia, celui-ci a requis l'assistance de quelques-uns de ses amis morvandiaux. Danielle et Jean-Paul Guillemet, archéologues au C.N.R.S., sont venus d'Autun en voisins pour faire les honneurs du Mont-Benray. En guise de mise en jambes et de préparation psychologi-



(Collection Roger Viollet)

nisés avant que les légions n'arrivent. On comprend alors pourquoi c'est à Bibracte que Vercingétorix a rassemblé l'armée des Gaulois, pourquoi c'est de là encore que partit la formidable piétaille marchant à son secours et pourquoi César, peu après, vint y prendre ses quartiers d'hiver. Tout cela pouvait-il se faire sans routes capables de supporter des charrois ? Non, évidemment. Alors, prenons celle, historique, entre toutes, qui menait à Alésia.

Sur une moitié de son itinéraire, elle traverse aujourd'hui le parc régional du Morvan. Une bonne occasion pour se faire escorter par Jean-Claude Novallet, l'un de ses animateurs-nature. Comme nos ancêtres, il connaît le secret des plantes qui guérissent et de celles qui nourrissent. Chemin faisant, les marcheurs goûtent les baies et croquent les faines comme devaient le faire les vaillants guerriers de Vercingétorix. On s'attarde sous les bêttes et les chênes de la forêt gauloise là où la manie de l'entrainement systématique ne les a pas encore abattus. Autres témoins — en voie de disparition — des temps antiques : la drosera, plante aussi discrète que carnivore, qui vit dans les prairies humides, et le « tricho-

sphore cespiteux », qui se plaît dans les marais. On les regarde d'un autre œil lorsqu'on sait qu'elles ont été broutées par la cavalerie romaine.

Quelle émotion aussi lorsque sous les arbres, en bordure du chemin, sur un bloc de granite qu'on dépouille de sa mousse, apparaissent des signes gravés, énigmatiques. Et qu'on les retrouve quelques kilomètres plus loin sur une autre pierre à présent dressée pour faire clôture. Qui se plaindrait de la lourdeur du sac, de la frugalité des provisions ou de la longueur de la route ? On n'abat plus des kilomètres, on parcourt des lieues celtiques, les pieds ici mais la tête ailleurs. On ne couche pas sur la paille, on bivouaque avec le général Vercassivellanos, chevauchant au secours de son cousin Vercingétorix assiégé dans Alésia.

Et puis les soirées ne sont pas tristes dans les fermes et les gîtes où l'on pose son sac, le soir venu. Le repas expédié, on écarte les tables, les voisins arrivent avec vieille et cornemuse, et en avant la musique. Oubliés les ampoules pour danser bourrées et farandoles. On bien encore c'est Maurice, un vieil agriculteur morvandais en veste noire, qui, après avoir accompagné la bande

pendant une journée, paye sa tournée sous la lampe en vous racontant d'histoires et de contes.

L'épopée s'achève un samedi après-midi sur le belvédère de Mussy-la-Fosse, à l'endroit où campa l'armée de secours. Devant les randonneurs, l'oppidum d'Alésia, la vallée de l'Ozerain, où se dressaient les fortifications romaines, le mont Rea, théâtre des derniers combats. Quelqu'un tire la *Guerre des Gaules* de son sac, et l'on écoute le récit de la bataille qui mit aux prises quatre cent mille hommes. Puis on gravit la colline et l'on découvre la vérité. Non loin de la statue de Vercingétorix, les archéologues dégagent une avenante cité gallo-romaine. Alésia n'est donc pas resté le lieu maudit d'une défaite humiliante. Les Gaulois ont su tirer vite la leçon des faits. Ils ont gardé leurs croyances et ont emprunté aux Romains ce qu'ils apprenaient de positif. Le pays y a gagné quatre siècles de prospérité et de paix. Pour qui sait les parcourir à petits pas, les sentiers de l'histoire sont ainsi pavés de belles trouvailles.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Direction régionale du temps libre, 22, rue André, B.P. 1530, 21034 Dijon cedex. Tél. (80) 30-47-73.

De Rotomagus à Rouen

L'histoire en sous-sol

COMME partout en Europe, les grands travaux — parkings souterrains et tunnels routiers, entre autres — entrepris à Rouen depuis une dizaine d'années ont fait découvrir de nombreux vestiges du passé de la capitale normande. La municipalité a pris conscience qu'il était moins coûteux et plus efficace de fouiller avant les travaux que d'être obligé d'interrompre ceux-ci. Depuis 1978, les cahiers des charges des appels d'offres et, depuis 1980, les permis de construire mentionnent le « risque archéologique ». Ainsi, une équipe d'archéologues, dirigée par M. Patrick Halbout (archéologue départemental, détaché auprès de la ville de Rouen depuis le début 1982), va fouiller, à partir de janvier 1984, la place de l'Hôtel-de-Ville, sous laquelle existent quatre niveaux d'habitations gallo-romaines de torcibis avec colombages, où est prévue la construction d'un vaste parking souterrain.

La municipalité n'a cessé d'augmenter les crédits attribués à l'archéologie : 1977, 0 F ; 1979, 40 000 F ; 1982, 75 000 F. En 1982,

l'archéologie, dans la ville de Rouen, a disposé en outre de 65 000 F offerts par le département et la région, et de 42 500 F venus du ministère de la culture. A ces 182 000 F s'ajoutent les salaires de deux personnes relevant du ministère de la culture (antiquités historiques) et du département, et aussi les aides en nature (engins, camions, etc.).

Au stade présent, l'histoire de Rouen commence à se dessiner, mais le puzzle est fragmentaire, aussi bien dans le temps que dans l'espace. En l'état actuel des connaissances, Rotomagus, cité de la peuplade gauloise des Vélocasses, a été créée peu après la conquête romaine, c'est-à-dire dans la deuxième moitié du premier siècle avant Jésus-Christ. La cité des Vélocasses s'est installée sur la terrasse non inondable de la rive droite de la Seine. Dès le premier siècle de notre ère, elle commence à s'étendre vers le sud, c'est-à-dire vers le fleuve, comme en témoignent des restes d'habits de torcibis avec colombages trouvés près de la cathédrale. A cette époque a dû être construit un premier quai.

Rotomagus se développe beaucoup au deuxième siècle et au début du troisième siècle. Un énorme remblai met hors d'atteinte des crues une zone jusqu'à maréageuse, proche de la Seine. Connue partiellement par les fouilles conduites en 1978-1979 par M. Dominique Halbout-Bertin sur l'emplacement du futur parking de la Haute-Vieille-Tour, ce remblai représente un volume d'environ 6 500 mètres cubes par la seule zone de 2 600 mètres carrés qui a été explorée. Il est bordé sur son côté sud par un deuxième quai.

Port fluvial et maritime

Rotomagus devient en effet, au début du deuxième siècle, un port important où sont transbordées les marchandises arrivées de l'amont par transport fluvial et de l'aval par transport maritime. Près du quai, on a d'ailleurs trouvé des vestiges d'un grand bâtiment de pierre qui était vraisemblablement un entrepôt.

Parallèlement à l'activité portuaire et commerciale, la superficie urbanisée s'étend : vers 250, elle couvre peut-être 80 ou 100 hectares. Mais il est impossible de savoir, même approximativement, le nombre des habitants. La densité, la grandeur, le type des habitations, étaient, en effet, extrêmement variables.

Sous la place de la Haute-Vieille-Tour, on a trouvé une très grande et très luxueuse maison urbaine faite essentiellement de pierre et de brique. Six pièces au

moins (sur quatorze) étaient chauffées par de l'air chaud circulant dans des hypocaustes soutenant le dallage du rez-de-chaussée et disposant de leurs thermes privés ornés de marbres polychromes.

Beaucoup plus modestes étaient les maisons de torcibis avec colombages découvertes en 1979-1980 au coin des rues actuelles des Arsins et de l'Hôpital. Là, il s'agit, en fait, de vestiges superposés d'occupations successives. Du premier siècle de notre ère ne restent que deux niveaux de céramique. Au-dessus de ces deux premières couches archéologiques, on a trouvé les restes de deux petites maisons construites vers 120-140, et dont une des pièces, dotée de fours, servait sûrement à une activité artisanale sans que l'on sache très bien laquelle : les têtes d'os soies font penser à un tablier (fabricant de petits objets en os, corne, etc.), mais des traces de pigments évoquent plutôt l'activité d'un teneur et un des fours celle d'un boulanger.

Sous tous les sites fouillés ont été recueillis de multiples objets : les céramiques permettent de dater les couches, de connaître des courants commerciaux et, en partie, le niveau de vie de leurs utilisateurs ; les monnaies, elles aussi, sont précieuses pour les datations ; les objets usuels sont de bons indicateurs des métiers, des modes de vie et des classes sociales.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 14.)

EQUIP'HOTEL

Le temps du client pauvre

COINCIDENCE malheureuse ou oubli fâcheux ? Tous les jours est-il que l'annonce du blocage des prix des cafés, hôtels et restaurants, décidée le 3 octobre dernier par le ministère des finances, tombe à un bien mauvais moment pour les pouvoirs publics. La profession, en effet, se prépare à participer à son traditionnel Salon (1) qui aura lieu au Parc des expositions de la porte de Versailles.

Cette mesure n'est condamnée par différents syndicats professionnels, qui estiment que « les hôteliers, restaurateurs, cafetiers et discothèques sont scandalisés d'être utilisés comme les boucs émissaires d'une politique économi- que qui fait faillite ». Justifie le « blocage », M. Roland Carré, secrétaire d'Etat au tourisme, et plique : « Quand on s'engage dans une politique contractuelle, faut la respecter ». Pour éviter tout incident — la leçon des années précédentes a été retenue — entre les professionnels et les représentants du gouvernement, le responsable de cette manifestation ne doit donc pas revenir à leur décision de supprimer tout inauguration officielle.

Avec 1 500 000 lits, l'hôtellerie française dispose du premier parc européen et du deuxième mondial après les Etats-Unis. Catta « puissance » est à constante évolution. Ainsi, l'hôtellerie « de préfecture » décroît d'année en année (100 000 chambres en moins depuis 1971) au profit de l'hôtellerie hôtelière, qui, à vu, en cinq ans, nombre de ses chambres passe de 430 000 à 475 000. L'union de la restauration n'est pas moins diversifiée que celle de l'hôtellerie. Aux 38 000 restaurants d'hôtel il faut ajouter 79 500 restaurants et cafés-restaurants, employant aux seuls près de 160 000 personnes.

S'équiper, c'est bien. Etre ingénieux, c'est mieux. Après l'é 1983 qui fut « mi-figue mi-raisin », il apparaît que l'avenir de la profession est conditionné notamment pour les hôteliers par sa capacité à trouver des formes nouvelles, mieux adaptées aux possibilités financières, réduites, de la clientèle. Ainsi, les récentes propositions de la FI GHT (Fédération internationale générale de l'industrie hôtelière touristique) sont de bon augure. L'AGHTI représente environ 200 000 lits hôteliers. L'« crédit-vacances-hôtel-gratuit » devrait, en effet, dès l'été 1984, permettre au client de payer 60 % du prix du séjour en mensualités, en bénéficiant d'un crédit gratuit. Le reste du séjour ferait l'objet de deux autres règlements : 20 % à la réservation, 20 % à la fin du séjour.

JEAN PERRIN.

(1) Equip'Hôtel collective internationale. Du 16 au 24 octobre. Ouvert de 9 h 30 à 19 heures.



Reo Vacances
vivez vos rêves

NOUS COUPONS LES PRIX EN 4

EGYPTE

GRANDE CROISIÈRE SUR LE NIL
11 jours Paris/Paris pension complète.

2192,50 F.

à l'inscription et 3 mensualités de 2192,50 F après votre retour + 220 F de frais de crédit.

Prix initial du voyage 8990 F**
départs des 8 et 15 décembre.

* obtention du crédit soumise à l'acceptation de votre dossier par l'établissement prêteur.
** prix en chambre et cabine double.

Inscriptions et renseignements dans toutes les Agences et au Supermarché Vacances 10, rue du 4 Septembre 75002 Paris.

BON A DECOUPER :
Pour recevoir la brochure Reo Vacances
remplissez ce coupon + 6 F en timbres à
Reo Vacances 9, rue Koppler 75116 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____

LES ARCS
6 JOURS DE SKI
à partir de
1400 F

port complet
+ remontées mécaniques

nouvelles frontières

60, bd Saint-Michel 75006 Paris 01 55 55 55
119, rue Solferino 92000 La Garenne 1 54 34 06

l'histoire en sous-sol

(Suite de la page 13.)

Contrairement à la période gallo-romaine, le haut Moyen Âge est très connu. Tout à plus peut-on dire de 400 à 800 ou 900 la ville occupe plus qu'une dizaine de hectares délimités par le rempart romain construit vers 325-350. En revanche, on a découvert d'innombrables vestiges de la période médiévale postérieure au dixième siècle. Les trouvailles ont même été nombreuses qu'il est impossible d'essayer actuellement un tableau d'air et sûr de cette époque.

Une communauté juive importante

Parmi les découvertes les plus importantes se placent, sans conteste, les vestiges juifs mis au jour à Rouen en 1976, sous la cour du palais de justice qui est longé, d'ailleurs, sur son côté sud par une rue qui porte depuis des siècles le nom de rue aux Juifs, puis en 1982.

On ne sait trop quand une communauté juive s'est installée à Rouen. Mais dès que le port est devenu le premier d'Europe - il l'était obéissant dès le onzième siècle, les juifs ont été indispensables : ils étaient les seuls à pouvoir pratiquer le prêt avec intérêt.

Sous la cour du palais de justice se trouvaient en particulier les murs, core hauts de plus de 2 mètres, un bâtiment rectangulaire construit probablement vers 1100, aux bases de colonnettes sont intéressantes : leur décor consiste en des coquilles sur le dos. Ces lignes, moelles de la tribu de Juda, et des affrêts bébés - une citation du vers des Rois répété trois fois - couverts sur les murs nus de l'intérieur, ont permis de dire qu'il s'agit d'un édifice juif, le plus vieux en Europe. Le bâtiment a été

préservé sous une dalle de couverture.

Beaucoup plus récents sont les vestiges de falenceries découverts en 1976 avenue de Bretagne (sur la rive gauche) et fouillés à plusieurs reprises, notamment pendant le printemps et l'été derniers. De 1525 à 1580, puis de 1645 jusqu'au dix-neuvième siècle, Rouen a été célèbre par ses falenceries. Un musée de la céramique est d'ailleurs en cours d'aménagement dans l'hôtel d'Hocquerville, construit au milieu du dix-huitième siècle dans l'actuelle rue du Baillage.

Les restes de la fabrique ou plutôt des falenceries, en cours de fouilles, sont enchevêtrés : mariages, héritages et partages d'une part, reconstructions partielles (des fours en particulier) d'autre part, ont entraîné des réaménagements et des reprises multiples pendant les dix-huitième et dix-neuvième siècles. Plusieurs fours, grands et petits, des dépotoirs remplis de fournaies ratées, des moules en plâtre de plats, d'assiettes, de jattes et de plats à barbe, ont été mis au jour. Et on a aussi trouvé un tessin blanc portant six essais numérotés de rose. Ces essais marquent, probablement, le début d'une nouvelle technique, la cuisson à petit feu, introduite à Rouen vers 1770 et permettant des couleurs plus variées et plus douces.

Une chose est sûre en tout cas, les falenceries de Rouen ne gaspillaient rien : le dallage des salles était fait de plateaux d'échappage (des galettes de terre cuite rondes qui séparaient les pièces mises à cuire dans les fours) et les cloisons, édifiées pour les réaménagements, de petites briques vitrifiées par la chaleur et donc récupérées dans d'anciens fours, et de moules en plâtre dont, apparemment, on n'avait plus l'usage.

YVONNE REBEYROL

Eglises russes à Paris

La mélodie des icônes

Il est des lieux qui sont magiques. Les habitués n'en ont pas toujours pleinement conscience, mais, pour le promeneur à l'esprit curieux, ce peut être un éblouissement et, parfois même, un véritable coup de cœur qui vous entraîne bien plus loin que le simple regard. Il en est ainsi des églises orthodoxes russes de Paris.

On y voit des icônes partout, et des bougies scintillantes par dizaines ; le parfum de l'encens y règne en permanence et des chants graves s'y développent en titanes sans fin. Attirées de la rue par des échos étranges, nous avons un jour pénétré la porte de l'une d'entre elles, et de bien d'autres par la suite. Un enchevêtrement.

Pas très claires les causes profondes de la rupture entre Rome et Constantinople (vers 1054 comme chacun sait !), ni les différences minimes de doctrine et de rituel qui en résultent, ni la dépendance actuelle de Constantinople ou de Moscou. Comme une question de diocèse, semble-t-il.

Tant pis pour tout cela, l'ambiance chaleureuse de ces lieux de prière est si communicative qu'on s'y laisse séduire avec une envie irrésistible d'apprendre à chanter la Parole pour se joindre aux échos, et à pénétrer des icônes pour faire passer en image le rayonnement divin.

Quelle que soit l'église, quelle atmosphère rassurante ! Tout est dans le décor et les proportions. Couleurs, impression de richesse créée par les ors et les argents des icônes encastrées, des chandeliers, des broderies des horloges - ou bannières - et de l'Evangile relié de métal ; portraits en nombre de Jésus, de la Vierge, des évangélistes et d'autres saints dont les aureoles accrochent, elles aussi, la lumière ; enfin, mystérieuse, l'icône d'un chérubin, toujours très ornée, qui sépare le sanctuaire de la nef, avec ses portes battantes par lesquelles les officiants s'approchent ou disparaissent à intervalles fréquents, tels les automatismes de certaines horloges d'Italie.

La plupart des églises russes ne sont ouvertes qu'au moment des offices, samedi ou dimanche matin. C'est une chance pour le visiteur, car la présence des fidèles, leur comportement très libre, leur surprenant pour qui est habitué au mécanisme de groupe du rituel catholique.

Ici, à part quelques bancs ou chaises le long des murs, point de sièges. Tout le monde est debout et chacun va et vient pour mettre ses cierges achetés à l'entrée devant telle ou telle icône. Les familles sont souvent au complet, et les pleurs des petits, les grimaces d'impatience des fillettes, les sonneries des plus intempérantes et les rabroulements des parents font partie, avec le plus grand naturel, du rassemblement.

La cathédrale Alexandre-Nevski est la plus connue, la plus ancienne et la plus grande, pour ainsi dire, de toutes les églises russes de Paris. Construite en 1861 selon un style que l'on a qualifié de byzantino-moscovite, une saute très dix-neuvième siècle, elle doit l'essentiel de sa beauté à ses deux chapelles.

Entièrement peinte et enluminée de couleurs sombres, mais baignée de lumière par une coupole en verrière, la cathédrale elle-même est, de par sa hauteur, une des plus majestueuses. Il faut avoir assisté à un mariage.

La crypte est au contraire basse, voûtée comme une église romane. Entièrement peinte, elle aussi, mais dans les tons pastels où les verts amande et turquoise se mêlent aux ocres, elle est pleine de charme. Une des rares où les arabesques comptent autant que l'iconographie.

Le service du dimanche (10 h 30) y est dit en français et l'on peut assister en sortant, juste en face au 13, à la Ville de Pérou, quelques projets à la viande ou au chou pour accompagner le bortsch dominical.

* 12, rue Durr, 75008 Paris. Tél. : 227-37-34 et 622-54-06.

Saint-Serge. Si un office en slavon ne vous effraie pas, c'est là qu'il faut aller. Dépaysement total assuré.

Sur les hauteurs d'une colline des Buttes-Chaumont, c'est une véritable petite île en bois découpé et peint qui fut consacrée en 1925 à l'emplacement... d'un temple protestant allemand. Siège du seul Institut théologique orthodoxe d'Europe occidentale, ses bulbes blancs tranchent dans le paysage quasi provincial de ce coin de Paris.

Déjà l'escalier qui monte à l'église est décoré d'arabesques, de biches sur fond rouge ; ses balustrades sont sculptées et la porte d'entrée ornée de nombreux motifs. L'intérieur est tout aussi attachant. Jusqu'au parterre, lui-même rayé de bandes noires et rouges, pas un centimètre carré de surface qui n'ait été sculpté ou peint.

Tout à l'écoute du chœur de voix d'hommes (ailleurs ils sont mixtes), nous serions bien restés jusqu'au bout de l'office. Mais la communion sous les deux espèces et l'accablade du pape à chacun nous ont fait nous sentir de trop dans cette grande famille.

* 93, rue de Crémée, 75019 Paris. Tél. : 208-12-93.

Vous rêvez de piloter un avion ? Vous pouvez voler seul dans... 3 mois !

Ne vous privez plus de ce plaisir extraordinaire. Commencez par un vol d'initiation. Après, si le cœur vous en dit, inscrivez-vous à l'école de pilotage. Puis montez à bord de l'avion-restauration pour déjeuner. Une idée originale pour un samedi ou un dimanche, à 48 km de Paris, un milieu de la verdure et des fleurs.

Renseignements : Aéroclub de Fontenay-Trésigny 77610. - Tél. 425-91-45

GRAND VIN DE BORDEAUX

Château La Lande Maussé

FRONSAC 1981

APPELLATION FRONSAC CONTRÔLÉE

Cuillère du Bordelais.

Les Fronsacs ont été officiellement classés dans le groupe des grands vins du Libournais avec les St-Estèphe et les Pomerol.

R.G. BOLZAN, propriétaire-viticulteur

SAINT-YVY, 33580 MONSIEUR

Tél. : (56) 61-68-78

Tarif et documentation sur demande.

Notre-Dame de l'Assomption.

C'est en faisant quelques kilomètres hors de la capitale que l'on trouve l'autre grand port d'attache des orthodoxes russes de Paris. C'est un lieu de culte, mais aussi et surtout un cimetière où sont enterrés, par exemple, le théologien Serge Boulgakoff, le prince Yousouppoff, et le peintre Serge Poliakoff. Là où bien des Russes vivent chez nous espèrent trouver leur dernier sommeil.

Une maison de retraite, quelques immigrés russes enterrés dans un coin du cimetière communal vers 1926, telle est l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui le « cimetière russe ». L'église elle-même ne date que de 1939.

L'ensemble recrée une ambiance de style novgorodien du quinzième siècle, tout en blancheurs, y compris le mur d'enceinte. Toit vert, bulbe bleu, campanile aux six cloches à côté, l'église paraît toute petite à l'intérieur et toute sombre par contraste. C'est l'environnement tout entier et le cimetière en particulier qui méritent la promenade. Les quelques bouloirs qui restent vont être, hélas ! remplacés par des sapins : ils font, nous a-t-on dit, remonter les sépultures. Sur les tombes, souvent surmontées du fameux bulbe bleu ou de la croix à huit branches, brûle parfois la lampe à huile.

* Rue Léo-Lagrange, 91700 Saint-Gervais-des-Bois, téléphone : 015-11-40.

Ces trois églises sont les plus représentatives, mais il en existe d'autres à Paris et dans sa région. Logées dans des bâtiments souvent prévus à d'autres fins à l'origine, elles n'en ont pas moins presque toutes ce quelque chose qui donne envie d'y retourner.

An 91, rue Olivier-de-Serres, dans le 15^e. - C'est un ancien garage transformé dans les années 25 par des étudiants. Faisant fi de la forme de croix grecque traditionnelle, elle est triangulaire et son toit en verrière - dont certains éléments sont encore en bleu - anti-bombardement - lui communique une lumière tout à fait étrange.

An 91, rue Lecomte (15^e). - Saint-Séraphin de Sarov est au fond d'une cour pavée, entourée d'ateliers d'artistes, de quelques bouloirs et confite de deux bulbes dorés. A l'intérieur, le plafond est en frêne et un tronc d'arbre, trop dur à élaguer sans doute, traverse l'édifice dans sa hauteur.

Saint-Georges. - Bien qu'à part du fait de son autonomie et de ses fonctions liturgiques, on ne peut passer sous silence le foyer Saint-Georges (15, rue de Porto-Riche, 92190 Meudon, tél. : 626-13-38).

Ce qui est aussi le centre d'études russes est installé à Meudon dans l'ancienne propriété de la famille Porto-Riche. Dans cet ancien « potager du Dauphin » comme l'appelle encore la grille, on peut venir bien sûr le dimanche se sanctifier à la chapelle. Mais ce n'est pas le plus beau ou le plus intéressant de l'endroit. Lieu d'enseignement de la langue russe pour lycéens, étudiants ou adultes d'un certain niveau déjà, cette maison à la Mansard, toute crépie de rose dans un joli parc, abrite dans les différents bâtiments qui l'entourent une bibliothèque et surtout un atelier d'iconographie, animé par le Père Egon Sendler (auteur d'un ouvrage très complet sur le sujet, paru aux éditions Desclee de Brouwer). Tout le monde l'appelle naturellement le Père Igor... Les places sont rares et les demandes nombreuses. Mais si vous avez la chance d'y être accepté, vous y apprendrez les secrets du levka - la préparation très élaborée qui sert de fond - le symbolisme des couleurs (Vierge en pourpre, Christ en bleu et tons rouges...) et les règles traditionnelles de la perspective.

RÉGINE LISSARRAGUE et SYLVIE MERLIN-HELDRONNER.

U.S.A. NEW-YORK
A partir de 2 890 F.A.R.
AIRCOM SETI
25, rue la Boétie, 75008 Paris
tél. : 268.15.70 + LIC A962

Salon du mobilier, de la décoration, de la cuisine et du tapis, qui a ouvert ses portes au Parc des expositions de la porte de Versailles, se veut cette année le reflet le plus dèle de la maison, de la cave au grenier... sans oublier le balcon !

Pour faire le tour du monde de la maison

Ouvert jusqu'au lundi 24 octobre inclus dans les bâtiments 5 et 6 du Parc, le Salon constitue une immense vitrine dans laquelle sont présentés tous les éléments composant l'univers de la maison : sur 28 000 m², 250 exposants proposent des meubles de tous les styles (copies d'ancien, rustiques, contemporains), des cuisines équipées (plus de 150 modèles exposés), des salles de bains, des tapis (près de trois mille pièces, parmi lesquelles certaines, en provenance d'Orient, sont uni-

ques), des luminaires et de nombreux objets de décoration : meubles d'apparat, vases, bibelots. Et puis, parmi les nouveautés, des plantes d'appartement et de balcon, depuis les merveilleux bonsai jusqu'aux fleurs séchées et artificielles, quelques bonnes bouteilles en provenance des grandes régions viticoles de France (toutes se sont donné rendez-vous à la porte de Versailles) et les dernières nouveautés de la télévision et de la hi-fi.

Mais le Salon n'est pas simplement une vitrine d'exposition : c'est aussi, grâce aux nombreuses animations mises en place dans chacun des secteurs, un monde vivant :

- Un meuble abîmé, un sol encrassé ? Des équipes professionnelles, les frères Nordin, donnent en permanence des conseils pour entretenir ou restaurer les meubles, les sols et même certains objets d'art, et proposent à la vente des produits d'entretien particulièrement adaptés et jusqu'alors réservés aux professionnels. Et puis cette année il mettent à contribution tous les visiteurs qui, pour l'entretien ou la rénovation de ces mêmes objets, ont des recettes familiales simples et peu coûteuses. Les dix « recettes miracles » considérées comme les plus efficaces seront récompensées à l'issue du Salon après avoir été testées en public.

- Le tour du monde de la gastronomie est offert à tous les amoureux de la cuisine grâce à douze grands chefs, ambassadeurs de leur pays en France. A tour de rôle, ils vien-

nent présenter quelques-unes de leurs recettes les plus typiques.

Aujourd'hui, la cuisine saharienne est à l'honneur avec M. Wally, du restaurant Wally Saharien, qui, de 15 heures à 17 heures, officiera sur le stand Kenwood. Après l'Italie et le Sahara, l'Inde avec Le Rajmahal (16 octobre), l'Allemagne avec Le Vieux Berlin (17 octobre), le Danemark avec Le Copenhague (18 octobre), le Vietnam avec Le Tan Dinh (19 octobre), la Suisse avec Le Movenpick (20 octobre), le Japon avec le Benkaï hôtel Nikko (21 octobre), la Louisiane avec le Hilton Orly (22 octobre), la Russie avec L'Étoile de Moscou (23 octobre), la Belgique avec Rnmeyer (24 octobre) ;

- La main verte ? Si ce n'est pas un don, ça peut s'apprendre ! Des conseillers horticoles sont en permanence sur le podium jardin pour apprendre à tous les amateurs de fleurs et de plantes à composer des bouquets, à bouturer, soigner, entretenir les plantes d'appartement : un moyen simple et

peu coûteux de se créer une maison-serre.

- Comment aménager son décor ? En suivant les conseils d'un architecte d'intérieur et d'une styliste, en permanence à la disposition du public. Et puis, pour se créer un intérieur en parfaite harmonie avec sa personnalité, il suffit d'interroger l'ordinateur décoration : à partir d'une étude du caractère, il établit un « Décoroscope » personnalisé permettant à chaque visiteur de connaître l'influence des couleurs sur sa personnalité ;

- Et puis, pour se détendre, pourquoi ne pas s'initier aux techniques du billard français ? Ce jeu, qui remonte loin dans l'histoire des hommes et qui a été un moment délaissé, connaît en effet aujourd'hui avec la vogue du billard à domicile. Des cours d'initiation ou de perfectionnement sont donnés gratuitement chaque jour de 15 heures à 18 heures et en soirée de 20 heures à 22 heures par un professeur de talent, ex-champion de France dans cette discipline.

Le Salon du mobilier, de la décoration, de la cuisine et du tapis est ouvert jusqu'au lundi 24 octobre au soir. Lieu : Parc des expositions de la porte de Versailles, bâtiments 5 et 6. Horaires : tous les jours de 10 heures à 19 heures. Nocturnes jusqu'à 22 heures les vendredis 14, mardi 15 et vendredi 21 octobre. Prix d'entrée, plein tarif : 18 francs. Enfants de sept à quatorze ans : 8 francs. Gratuit pour les enfants de moins de sept ans.

AIRMALTA
Un ensoleillement sans pareil...
A votre porte, à votre portée.
L'orchestre de Malte.
Le soleil... et le cœur sur la main.
C'est dans l'orchestre de Malte que l'on trouve un des climats les plus « doux » de la Méditerranée.
Vous venez y d'ailleurs au soleil jusqu'à la tombée du jour, pour donner ensuite jusqu'au petit matin... en prenant le temps d'apprécier l'hospitalité des Maltais, leur culture et leur horizon.

Présenté au Salon du Cycle
LE CADRE S.L. 37 Compact
Une révolution dans le monde du vélo
Rendement en côte et au démarrage accru
Parfaite stabilité en descente.
Diffusion France-étranger : EUROPE CYCLE
Région parisienne :
Cycle LAURENT :
22, rue de Flandre - 75019 Paris
9, boulevard Voltaire - 75011 Paris
Cycle ARCHAMBAUD :
Boulevard Edgar-Quinet - 75014 Paris

السلامة

TAIWAN

Une province insulaire de Chine

EN ces temps de recherche de dépaysement à tout prix, c'est un euphémisme d'écrire que Taiwan (République de Chine) en offre un échantillon sans rival. Pour le voyageur qui subit de longues heures d'avion avec une escale à Dubai ou à Singapour sans possibilité de sortir de la salle de transit, le changement est total à l'arrivée : on se croirait sur une autre planète.

Du jour au lendemain, nous voici transportés d'une Europe morose, ravagée par le chômage et la peur du lendemain, dans une fourmillière au sens propre du terme, une foule active où tout le monde ne paraît avoir pour souci que son travail et ses loisirs. La foule grouillante des rues commerçantes et des marchés alterne avec celle plus calme des jardins publics, où les amoureux déambulent bras dessus bras dessous comme dans les jardins publics parisiens. Hélas, les bords de la rivière qui baigne le centre de Taipei sont moins attrayants, car les eaux en sont déjà polluées. Tout cela évoque irrésistiblement l'Europe active et prospère des années 60.

Toutefois, la végétation tropicale, les types des Chinois de Taiwan, dont plus de la moitié (ils sont dix-huit millions) sont les descendants des soldats et des fonctionnaires de l'Empire du Milieu réfugiés dans l'île en 1949 et présentant des silhouettes et des visages très variés (ils venaient de toutes les régions de la Chine), le foisonnement des enseignes, des petits marchands, des petits restaurateurs offrant toutes sortes de cuisines depuis la spécialité du Szechouan jusqu'à celles de Canton, sans oublier les soupes de serpent, tout rappelle au visiteur européen qu'il est bien dans ce que l'on appelle ici la « province insulaire de Chine ». Mais il ne s'agit plus d'une Chine en proie aux guerres civiles ou étrangères, mais d'un morceau de cet immense pays où les recettes de prospérité dont l'Europe et l'Occident ont si longtemps bénéficié foisonnent encore miraculeusement merveille.

Pas une boutique sans chaland, pas une rue sans la foule des badauds, pas un restaurant qui ne soit plein. Dans la plupart des grandes villes, les magasins sont ouverts jusqu'à dix heures du soir. Dans les supermarchés, de véritables lampes à arc sont souvent installées sur les terrasses pour la joie des enfants, qui sont ici légion.

Le soir, face au grand hôtel de Taipei, qu'on prendrait volontiers pour une énorme pagode avec son style traditionnel, ses toits aux belles tuiles aux pointes recourbées, ses balcons de bois peints, la ville s'étend entre trois rivières : quartiers anciens où l'on trouve encore un vieux temple aux trois boudhas dorés restés intacts, quartiers modernes dont les immeubles ne dépareraient pas une ville aussi élégante que Düsseldorf, quartiers plus modestes dans les faubourgs, illustrant, en dépit d'une vertigineuse croissance écono-

mique à peine ralentie dans les deux dernières années, la coexistence de familles riches et d'autres plus modestes, ou encore pauvres, souvent installées sur les toits en terrasse dans des cabanes en bois.

A Taipei, le touriste, après la visite rituelle du mémorial de l'Empire du Milieu construit lui aussi en style traditionnel, ira admirer les collections impériales rassemblées après de multiples et rocambolesques aventures dans les dernières années de la guerre civile au Musée national de la République de Chine. Elles y sont aujourd'hui présentées dans des salles climatisées, avec toutes les ressources de la technique moderne.

10 000 temples

On ne peut manquer d'être ébloui devant ces témoignages de la brillante civilisation chinoise qui s'étend sur plusieurs millénaires. Les peintures sur soie, les tapisseries, les collections de porcelaine, d'objets en ivoire si minutieusement sculptés qu'on les admire avec des loupes installées à cet effet, forment un ensemble unique au monde et que la Chine populaire n'aurait pas pu mieux conserver.

De Taipei, par les lignes intérieures de China Airlines ou par autocar, on peut gagner le nord-ouest de l'île, particulièrement montagneux (les deux tiers de la surface de Taiwan - 36 000 kilomètres carrés - sont en effet couverts de montagnes). Là, à partir de la ville de Hualien, où les tribus d'aborigènes (200 000 à 300 000 d'entre eux vivent encore dans l'île) présentent des spécimens folkloriques, et dont les environs sont riches de carrières de marbre, les visiteurs parcourent les gorges de Taroko, dans un paysage qui rappelle le Vercors : des parois vertigineuses couvertes de forêts, des torrents remplis d'une eau claire mais, Chine oblige, des temples et des pagodes accrochés aux pentes. Les familles chinoises grimpent les longs escaliers qui y mènent pour avoir l'occasion de prier, et pour y faire défilier leurs horoscopes.

Mais c'est le sud de l'île qui offre le plus de ressources touristiques. Non loin de la grande ville industrielle et du grand port de Keelung, avec ses aciéries et ses chantiers navals ultra-modernes, deux routes mènent l'une au lac du

Soleil et de la Lune, l'autre au parc national Kenting. La première fait parcourir une succession de vallées dont les pentes ressemblent à autant d'estampes délicates, avant de parvenir au lac, dans un cirque de montagnes dominées par un temple majestueux et une haute pagode, l'un et l'autre de construction récente (il existe dix mille temples à Taiwan).

La seconde mène le long de la côte orientale, dont les perspectives se resserrent peu à peu entre la montagne et la mer, jusqu'à l'extrême pointe sud de l'île où la station de Kenting offre un point de vue unique sur les deux mers : le détroit de Taiwan d'un côté, qui sépare l'île de la Chine continentale, l'océan Pacifique de l'autre. Du côté est, des plages de sable fin ombragées de pins sont encore à peu près vierges, et le gouvernement de la République de Chine vient d'ouvrir un office chargé de tracer le plan du développement de toute la région à partir du parc national de Kenting. Des hôtels modernes seront construits mais aussi des logis pour les jeunes, dans le style des villages traditionnels chinois : l'un d'entre eux, déjà achevé, peut être visité aux environs de Kenting.

De la pointe sud de l'île, une autre route longe la côte pacifique où la montagne se jette directement dans la mer. Cette région est particulièrement peu habitée, fait rare à Taiwan où la densité de la population dépasse 500 habitants au kilomètre carré. L'île y présente encore à peu près les mêmes traits qu'il y avait fait baptiser Formose (la belle île) par les Portugais.

Certes, l'alignement de Taiwan est son grand handicap pour les touristes européens, mais les charmes pourrissent peut-être offrir à l'avenir des tarifs moins élevés aux Européens qui voudront découvrir cette région du Sud-Est asiatique, dont le dynamisme défie aujourd'hui tous les pronostics de crise : Hongkong et Manille sont très proches de Taiwan.

ROLAND DELCOUR.

* Le Bureau de tourisme de Taiwan (République de Chine), installé sous le nom d'Aspet (Association pour la promotion des échanges économiques, culturels et touristiques), 9, avenue Matignon à Paris (8^e), donne des lettres de recommandation qui tiennent lieu de visa. Les visiteurs arrivent sont assurés par les Chines Airlines (un vol hebdomadaire au départ d'Amsterdam) et par la K.L.M. (chaque semaine, également au départ d'Amsterdam).

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

LE CANNET (Alpes-Maritimes)
2 pièces, studio, ref. à neuf, 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F.
Tél. (93) 39-02-08

JUAN-LES-PINS
100 m de la mer, très belle villa, 4 grandes pièces, grande cuisine, grande salle de bain. Garage 2 voitures. 280 m² de jardin + petit 2 pièces tout confort.
1 600 000 F. Tél. : (93) 39-02-08.

Foies Gras

PROMOTION ART VILLAGE

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port entièrement gratuit et deux cadeaux pour l'achat de :

Deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts) par bloc, soit 400 g pour le prix total de 198 F (conservation garantie 4 ans) (1).

Pour l'achat d'un seul bloc (103 F à notre tarif au 1^{er} avril dernier) il vous faudrait ajouter 15 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une toute petite entreprise (7 employés) et nous expédions de Saint-Clar (Gers), sous notre marque Art Village, toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants : pour les satisfaire, nous essayons de choisir toujours ce qu'il y a de meilleur.

N'ayant pas les moyens de faire des pages de publicité en couleurs, nous proposons cha-

que année une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre maison.

Nous joindrons à votre colis un premier cadeau : le Guide des Restaurants Inconnus de Gascogne (édition 1983). Une foule de renseignements sur 46 petits restaurants de village où l'on mange comme des rois pour 40 ou 50 F tout compris. Le Gers, les Landes et les départements voisins vous livrent leurs secrets gastronomiques. De nombreux détails sur le tourisme à la ferme et les petits hôtels accueillants. Les meilleures adresses pour de merveilleux séjours sous le soleil gascon.

Si vous répondez vite, vous recevrez un deuxième cadeau : le Guide des Chais de Gascogne, avec les compléments de dégustation d'un vin de Sud-ouest spécialisés sur 61 vins du Sud-ouest : Chaus, Buzet, Cahors, Duras, Fronton, Jurançon, Madiran, Marmandais, Pacherenc, Saint-Mont, Tursan, Vin de Floc, etc.). Des adresses précieuses pour se faire expédier en direct, non seulement des vins de terroir, mais aussi des Armagnacs de rois, mais aussi des Floc, le Pousse-Rapière, etc., à des prix très bas.

BON DE COMMANDE à retourner à Art Village
32380 Saint-Clar. Adressez-moi votre colis contenant 2 blocs de Foie Gras de Canard 200 g net chacun, et vos Guides en cadeaux au prix total de 198 F port gratuit.

Mon nom _____
Mon adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Chjoind 198 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP 3 volets ☐ mandat-lettre.
☐ Je préfère contre-remboursement (+19 F). Etes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non (cochez les cases correspondantes).

(1) Composition : Foie Gras de Canard reconstruit 98%, gel et épices 2% (2) Le prix de notre promotion correspond à 49,50 F pour 100 g

Hippisme

Querelles devant le râtelier

Si les chevaux se bécotaient quand le râtelier est vide, il arrive que leurs propriétaires se querellent quand il déborde. Ainsi, ceux d'Idéal du Gazeau.

Nous avons déjà, dans ces colonnes, évoqué la romanesque histoire de ce cheval. Ici, une nécessaire parenté technique. Idéal du Gazeau n'exerce pas sur les éleveurs français un attrait en rapport avec son prodigieux palmarès. Ce, essentiellement pour deux raisons :

1) Ses copropriétaires n'appartiennent pas au groupe de « grands » du trot qui « font » le marché et, bien entendu, privilégient les ressortissants de leurs écuries, en se renvoyant mutuellement l'ascenseur ;

2) Il n'offre pas un pedigree qui ajoute à ses éblouissements de réussite au haras. Pas de *Fandango* ou de *Ker-Jaques*, les « sages » actuellement les plus recherchés, dans son ascendance, et ni son père ni sa proche famille maternelle n'ont produit un autre crack.

Il s'avient confit l'écurie naissante à un gars du village. Gégène, qui avait travaillé chez un petit entraîneur d'Avranches.

Gégène avait eu à s'occuper chez son patron d'un cheval du nom d'*Alexis III*, à qui il n'avait, selon lui, manqué qu'un tout petit peu de réussite pour être un crack. *Alexis III* était maintenant évalué à La Roche-sur-Yon. La bonne affaire, c'était d'acheter un de ses premiers fils.

Les copains partirent en expédition au pays des « Alexis III » : entre Challans et La Roche-sur-Yon. Ils trouvèrent, à la ferme du Gazeau, un petit poulain noir que son propriétaire acceptait de céder au prix de 20 000 francs (dont seulement 15 000 francs comptant). Affaire conclue.

Le petit cheval noir était *Idéal du Gazeau*. C'est aujourd'hui le trituteur le plus riche du monde, par l'argent gagné par le palmarès : 13 500 000 francs de gains ; trois victoires (exploit sans précédent) dans le championnat du monde à New-York, deux dans le prix d'Amérique, etc.

Nous avons déjà dit notre penchant pour lui. Il ne tient pas qu'à la réussite : à une certaine élégance, au panache, à une façon d'être. *Idéal du Gazeau* est resté petit ; mais, phénomène rare chez les trotteurs, sa petite taille a retrouvé, par-delà un siècle et demi de croisements, le mâle, la flamme, la vivacité du pur-sang arabe. Un détail de harnachement a probablement été important dans sa popularité et dans l'attrait qu'il exerce sur l'œil : il court toujours les jambes bandées de bleu, la couleur de sa casaque. Et, comme en raison de ses succès, il doit souvent rendre de la distance, par conséquent contourner les pelotons, on suit son effort, sa progression, et finalement sa victoire, à l'alerte pointillé bleu que ses jambes tissent dans la trame des autres jambes. Il est le petit cheval noir aux jambes bleues.

Hélas ! les plus belles aventures ont une fin. Quelle fin fixer à celle d'*Idéal* qui, l'an prochain, aura dix ans, l'âge limite d'engagement dans les courses françaises ?

Ici, les copains cessèrent de l'être. Il y eut deux tendances, et bientôt deux clans. Le boucher, l'hôtelier, le « volailleux », souhaitaient faire courir *Idéal* jusqu'au dernier jour et, ensuite, lui faire accomplir une carrière d'étalon le plus près possible de Saint-Jean-le-Thomais. Le menuisier, mandataire des copropriétaires depuis le premier jour, qui avait accompagné le cheval dans ses tournées américaines et s'était frotté, à cette occasion, aux courses-business l'après-midi, était partisan, l'été passé, de le vendre sans tarder, avant un éventuel déclin, et si possible de le vendre aux États-Unis, où les cours pratiqués et le prestige de ses trois victoires new-yorkaises lui conféraient le maximum de valeur.

Au plan strictement financier, il avait indiscutablement raison.

Il semble finalement écarté. Les copropriétaires ont nommé un nouveau mandataire : M^{me} Augrain, l'épouse du boucher.

Signification de ce changement de gestionnaire : *Idéal* continuera sa carrière, au moins jusqu'au prix d'Amérique.

Le problème de son avenir n'est pas pour autant résolu. Mais, dans l'immédiat, le grand roman d'amour d'*Idéal* et de Vincennes, ce n'est pas fini.

Un souhait du spectateur pour le dernier chapitre : si, passant sous la coupe de M^{me} Augrain, le champion doit changer de casaque, qu'il n'ait pas le change pas de bandages, qu'il reste le petit cheval noir aux jambes bleues.

LOUIS DÉNIEL.

Jambes bleues

En d'autres temps, beaucoup d'éleveurs auraient passé sur cette discrétion familiale. Hélas, *Idéal* accède au marché des étalons juste après les déceptions qu'il ont causées deux illustres prédécesseurs, *Tidulum Peto* et *Belina II*, comme lui transcendants en piste mais comme lui pauvres en références ancestrales.

Oui, Morin, le grainetier, avait raison : si l'on ne considérait que l'aspect commercial, il fallait vendre *Idéal* l'été passé et aux États-Unis ou en Scandinavie (où il bénéficierait aussi d'un prestige incomparable).

Regret-il des offres précises, comme il le laisse entendre ? En tout cas, à Saint-Jean-le-Thomais, devant le bar de l'Hôtel de la Plage, où, voilà deux ans, avait commencé l'aventure, on n'était pas d'accord.

Doutes ? Envie de prolonger l'aventure jusqu'à l'ultime chapitre possible : un troisième prix d'Amérique en janvier ? Souci de garder le petit « à portée du regard et des morceaux de sucre, dans un haras voisin ? Les motivations réelles sont aussi difficiles à démêler que les affres fennées d'achats. Mais, voilà quelques semaines, les copropriétaires restés au village firent savoir par un communiqué de presse qu'ils n'étaient pas vendeurs pour l'étranger. A la suite de quoi, P.-J. Morin se démit de son mandat. On fut sur le point d'un dénouement judiciaire.

L. D.

INSTITUT CERAM-GLION

DE GESTION DU TOURISME

avec le concours d'AIR FRANCE
2ème Programme International
Janvier 84

Formation Permanente
et développement professionnel des cadres
de l'Industrie Touristique.

Je désire recevoir la brochure du Programme 84. A retourner à
INSTITUT CERAM-GLION Sophia-Antipolis BP 20 06560 Valbonne.

NOM _____ Société _____
Tél. _____ Adresse _____
Ville _____ Code postal _____

RENDEZ-VOUS SUR LE RHIN

OU LE REVE DEVIENT REALITE

Partir pour une croisière... Réaliser le rêve de la plupart de vos amis, collègues, collaborateurs, clients - c'est un privilège pour celui qui organise une croisière sur le Rhin. Conçu pour recevoir dans la meilleure tradition jusqu'à 200 personnes, les bateaux de la KD vous offrent tout ce que l'on peut attendre : un grand confort, une bonne cuisine, une riche cave.

Et un accueil comme vous souhaitez le retrouver ailleurs. Pour programmer l'affrètement total ou partiel d'un bateau pour votre congrès, séminaire, voyage de stimulation etc., c'est maintenant qu'il faut prendre contact.

Renseignements dans votre agence de voyage ou :
Son port de documentation gratuite.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____

Retournez ce bon à : KD German Rhine Line
9 rue Fbg St-Henri 75004 Paris - Tél. : 742.52.27



KD German Rhine Line
et 800 kms
de paysages « légendaires » en plus

L'or blanc dans une période grise

La neige restera-t-elle l'« or blanc » ? Bien fou qui en jurerait ! Certes, les travaux de l'Institut national de la statistique font apparaître que, l'hiver dernier, la fréquentation des stations de sports d'hiver s'est encore accrue. Alors que, malgré l'entrée en vigueur de la cinquième semaine de congés payés, les départs des Français en hiver ont légèrement baissé (24,6 % en 1981-82 et 24,3 % en 1982-83), les skieurs continuent à renforcer leurs troupes : c'est maintenant un Français sur dix qui part à la neige, soit deux fois plus qu'en 1975.

Remontées : plus haut, plus vite, plus cher...

UNE centaine de remontées mécaniques nouvelles viendront s'ajouter, cet hiver, aux trois mille quatre cents appareils existants. La montagne vit, d'année en année, ses pentes conquises par des engins supplémentaires, téléphériques, télésièges et téléskis. Grâce aux appareils de plus en plus sophistiqués mis en service et aux nouvelles techniques conçues par les industriels spécialisés dans le transport par câble, les obstacles naturels qui apparaissent jusqu'alors comme « infranchissables » tombent les uns après les autres. Tout semble désormais possible pour les conquérants de l'« or blanc », qui sont parfaitement en mesure d'accrocher leurs pylônes sur les plus vertigineuses parois des Alpes ou des Pyrénées.

L'équipement de la montagne se poursuit cependant à un rythme accéléré. Ni la crise économique ni la hausse modérée des prix des forfaits de remontées mécaniques, décidée il y a quelques semaines par le gouvernement — ceux-ci ne pourront pas augmenter de plus de 4,5 % — ne semblent refroidir les appétits des aménageurs de la montagne. Cette saison, les skieurs découvriront de nombreuses remontées mécaniques qui les conduiront dans de nouveaux déserts blancs.

Ainsi Saint-Gervais (Haute-Savoie) mettra en service, dès les premières chutes de neige, un nouveau télésiège débrayable qui atteindra le mont Joly (2 350 mètres). La conquête de ce sommet constituait une étape obligatoire pour parvenir, dans un an, à réaliser une liaison

continue entre Saint-Gervais et le très beau domaine skiable de la station des Contamines. Cet équipement, lorsqu'il sera totalement achevé, ouvrira également un vaste secteur de ski hors piste qui s'étend juste au-dessous du Mont-Blanc.

Méribel (Haute-Savoie), carrefour obligatoire pour les dizaines de milliers de skieurs des Trois-Vallets débouchant de Courchevel ou des Ménuires-Val-Thorens, poursuit l'équipement des deux versants de sa vallée. Après avoir mis en service, l'hiver dernier, un télésiège d'un débit horaire de trois mille skieurs — un record pour ce type d'engin — permettant de rejoindre la vallée de Courchevel en 14 minutes à partir du centre de Méribel, elle s'attaque maintenant au versant opposé pour réaliser le même exploit avec la station voisine des Ménuires.

Val-Cenis (Savoie), située dans la vallée de la Maurienne, est probablement la station la plus surprenante des Alpes. Restée longtemps à l'écart de la course aux équipements, elle n'a cessé, depuis quel-

ques années, d'innover et d'accroître le nombre de ses appareils. L'hiver 1983-1984 sera marqué par les effets des investissements successifs dans une station qui comptait, la saison dernière, dix-neuf remontées mécaniques pour une capacité d'hébergement inférieure à cinq mille lits. Pour désengorger le bas de ses pistes, la station installe un puissant ascenseur : une télécabine six places ainsi que deux télésièges. Le coût total de l'opération avoisinera les 30 millions de francs.

On retrouve à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) la même préoccupation. Pour réduire l'attente au départ des principales remontées mécaniques, un appareil révolutionnaire a été conçu par la société d'origine Pomagalski. Il a pour nom le « double monocable ».

Trente cabines pourront ainsi acheminer 3 000 à 3 500 personnes



Est-ce à dire qu'il est temps de songer à construire de nouvelles cités des neiges pour faire face à la démocratisation du ski souhaitée par le IX^e Plan ? La crise économique et les ponctions fiscales décidées par un gouvernement de gauche soucieux de mettre à contribution les couches sociales les plus favorisées risquent de priver les sports d'hiver d'une partie de leurs clients traditionnels et de remettre les projets de développement à plus tard.

D'ailleurs, les professionnels ne savent plus à quels saints se vouer : Faut-il prévoir le pire et

déclencher des plans de sauvegarde en limitant les dépenses, de promotion notamment, comme l'ont fait certaines stations ? Convient-il de rester confiant dans le besoin inextinguible des cités d'oxygène leurs muscles et de s'identifier — un peu — au fou du ski hors piste ?

Quand on sait qu'une famille avec deux enfants paiera pour une semaine de ski de 7 000 à 12 000 F, selon les formules de transport et d'hébergement choisies, les réponses à ces inquiétudes ne sont pas évidentes...

Des alpages à Paris

LE Salon neige et montagne accueillera cet automne, du 14 au 23 octobre à Paris, les amateurs désireux de s'informer sur les stations de sports d'hiver, sur les matériels et sur les formules de vacances possibles dans les montagnes françaises, comme à l'étranger. Deux cents stations, des fabricants de skis et de chaussures, des agences de voyages, des transporteurs, des promoteurs immobiliers, les guides de haute montagne, les moniteurs de ski et des associations de loisirs attendent de pied ferme les questions des visiteurs qui avaient été évalués, en 1982, à 77 618. Mais combien en coûtera-t-il pour fréquenter, cet hiver, les pistes de ski ?

Équipement :

La location. Pour une semaine, en haute saison (décembre et février), elle a augmenté de 8 % par rapport à 1982.

● Pour un enfant : skis + fixations, 220 F ;

● Pour un adulte : skis + fixations, 165 à 220 F pour les débutants ; 220 à 230 F pour les confirmés. Chaussures, 66 à 90 F pour les débutants ; 90 à 110 F pour les confirmés.

L'achat. Les prix restent stables dans le vêtement. L'augmentation concerne les skis, les fixations, les chaussures de compétition, qui nécessitent des recherches techniques de plus en plus poussées.

● Pour un enfant de moins de douze ans : skis et fixations, 560 F ; bâtons, 40 F ; chaussures, 170 à 300 F ; anorak, 100 à 300 F ; combinaison ou fusain, 100 à 300 F ; gants, 60 F ; bonnet, 30 F ; lunettes, 35 F ; chaussettes, 25 F.

● Pour un adulte débutant : skis, 550 à 800 F ; fixations, 350 F ; bâtons, 50 F ; chaussures, 350 F ; anorak, 400 F ; pantalon de ski, 460 F ; bonnet, 25 à 40 F ; gants, 60 à 200 F ; lunettes, 70 F ; chaussettes, 25 à 40 F.

Les remontées mécaniques :

Prix moyen à la journée : 37 F.

Les cours de ski

Les moniteurs de l'École de ski française communiquent pour 1983-1984 les tarifs suivants :

● Cours collectifs : de 10 à 15 F l'heure ;

● Cours particuliers : de 80 à 130 F l'heure (pour un à quatre élèves) ;

L'hébergement

● En hôtels 2 étoiles, 2 chambres en pension complète prix moyen de 3 800 à 4 600 F ;

● En location : prix moyen, studio pour 4 personnes entre 2 200 à 3 000 F (haute saison) ; entre 1 000 et 2 200 F (basse saison).

Transport en train

Exemple : Paris-Bourg-Saint-Maurice aller et retour avec une « carte famille » en période bleue et blanche : Aller et retour en 2^e classe : 1^{er} parent, 504 F ; 2^e parent, 252 F ; par enfant de moins de 12 ans, 126 F. Aller et retour, 1^{re} classe : 1^{er} parent, 754 F ; 2^e parent, 378 F ; par enfant de moins de 12 ans, 189 F.

* Salon neige et montagne, du 14 au 23 octobre, de 10 h à 20 h, jusqu'à 22 h le vendredi 14, le samedi 18 et le dimanche 21 octobre, porte de Versailles, à Paris. Parc des expositions, bâtiment 2. Adultes : 18 F ; enfants de 7 à 14 ans : 14 F. Gratuit pour les moins de 7 ans.

Garantie neige
Garantie soleil
à AURON
Côte d'Azur / France
Tél. (93) 23.02.66

CLAUDE FRANCILLON.

l'espace killy

Jamais, sans doute, 2 stations n'ont autant fait pour le ski : un seul forfait permet de profiter de l'ensemble du domaine skiable.

Jugez vous-même : 114 remontées mécaniques, plus de 300 km de pistes. Dès cet hiver, rendez-vous à TIGNES et VAL D'ISÈRE sur les traces de Jean-Claude KILLY...

Pour en savoir plus, téléphonez au (79) 06 15 55 Office du Tourisme de Tignes ou au (79) 06 10 83 Office du Tourisme de Val d'Isère

TIGNES
Val d'Isère

Présents au Salon Neige et Montagne à Paris du 16 au 23 Octobre. Stand D60.

TOURISME
NEIGE
Les « 8 »

Neige & Montagne
Ski et
forfaits
de forfait

Chalets
Villard
Saint-Vincent

السلامة

Les « s'en-fout-la-piste »

QUEL plaisir que le ski hors piste ! La forte pente donne du piment à une descente que la neige non damée ralentit. Le skieur réduit une vitesse qui pourrait devenir incontrôlable en amorçant des zigzags. Une chute maîtrisée, une descente harmonieuse, dans un paysage de cristaux de neige. Et, en prime, le fait de ne pas rester emprisonné dans les mailles des pistes-boulevards où grouille le commun des skieurs. Un peu de peur au ventre, quand même, lorsque le toboggan bien à dévaler est étroit ou franchement raide, mais qu'importe !

On m'a dit, pourtant, sur ces champs de neige merveilleux. On y meurt parce que la pente et la neige qui valent au skieur son plaisir déchaînent sur sa tête la catastrophe par excellence, l'avalanche qui va le prendre, le briser et l'étouffer dans un instant. La montagne a ainsi déversé en France, pendant la saison 1979-1980, 12 skieurs hors piste ; en 1980-1981, 20, en 1981-1982, 13, et au cours de l'hiver dernier, 12 encore, selon les statistiques de l'Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches (ANENA).

C'est peu et c'est trop. D'autant que la mode porte chaque année un plus grand nombre de descendeurs à pousser leurs spatules loin des hordes et de la sécurité. L'accident qui a vu, le 12 février 1983, quatre personnes tuées à La Plagne (Savoie) par une avalanche a relancé le débat : doit-on prévenir ces morts stupides ? La peut-on ? Qui s'en charge ?

Premier concerné par ces interrogations, Bernard Chevalier, président du syndicat des moniteurs, car c'est un moniteur qui accompagnait le groupe accidenté à La Plagne et qui a été inculpé d'inculpation imprudente. M. Chevalier est un peu déboulé : « La sens de la responsabilité s'affaiblit dans notre société, et l'on y recherche systématiquement un bouc émissaire. Il n'y a qu'à voir comment les moniteurs sont attaqués pour un malheureux décès causé pendant un cours de ski ! Alors, tous les professionnels se couvrent. Les maîtres hissent le drapeau à damier annonçant

le risque d'avalanche et le laissent en haut du mât toute l'année, et l'ANENA annonce des dangers qui ne sont pas réels dans toutes les stations ni sur tous les versants. Si on les écoutait, nous ne sortirions pas plus de deux ou trois fois dans l'hiver. A force de crier au loup... » Mais les moniteurs sont-ils qualifiés pour émettre des clients, et notamment des enfants, dans des zones dangereuses ? D'autant que, en période d'affluence, les écoles de ski sont obligées d'avoir recours aux services de moniteurs « citadins », rompus à la technique de la « godille », mais ignorant des dangers de la station. « Il est vrai que les connaissances techniques ne remplacent pas l'expérience, et, dans certaines stations, aux heures de pointe, nous sommes obligés de faire confiance à des moniteurs qui ne sont pas en même temps guides de haute montagne. L'Ecole de ski est devenue un service public et les clients ne comprennent pas que nous refusions de les emmener. Mais c'est tout à fait conforme au droit : le moniteur titulaire d'un brevet national du deuxième degré est habilité à aller partout où il n'est pas obligé d'utiliser piolets, cordes et crampons. C'est au directeur de l'école d'apprécier s'il peut confier un groupe à tel ou tel moniteur. C'est à celui-ci d'apprécier si ses clients sont capables de descendre en poudreuse. Il est bien spécifié dans nos écoles que le client conserve une part de responsabilité, en montagne, les risques sont toujours présents. »

Bonne chance !

Quelles mesures prendre devant le développement du ski hors piste ? « Je crois que la vogue des skis courts, qui permettaient à n'importe quel skieur de descendre hors piste, est finie, répond Bernard Chevalier. Désormais, ce ski sera réservé aux skieurs de bon niveau, ce qui limitera les occasions d'accident. D'autre part, nous souhaitons que des professionnels du ski soient appelés comme experts pour aider les tribunaux à apprécier la responsabilité, voire la culpabilité des moniteurs. Vivre en ville ne prédispose pas le juge à comprendre une avalanche. Enfin, si le ski hors piste se développe trop, nous pourrions ne pas donner certaines pistes dont nous sommes sûrs et les affecter aux skieurs en poudreuse. »

Deuxième témoin, André Martzoff, directeur technique de la station de La Plagne et vice-président de l'Association française des directeurs de services de piste. Un passionné de la sécurité, un homme de mesure. Pour un responsable des pistes, les règles sont claires : sur la domaine skiable balisé, il est responsable de la sécurité ; hors piste, ce sont les skieurs qui endossent la responsabilité. En fait, les choses se compliquent, car des « pistes de fait » sont tracées par des usagers, et les tribunaux estiment parfois qu'elles doivent être sous le surveillance des services compétents. Enfin, le responsable de la station ne peut se désintéresser des skieurs les plus aventureux, qu'il peut être appelé à secourir. Les jumelles des pistiers-secouristes ne se contentent pas de surveiller le domaine skiable balisé...

« Nous avons mis en place un dispositif qui nous permet d'apporter au

skieur une bonne information sur les risques qu'il court, explique M. Martzoff. Nous nous refusons à interdire le ski hors piste de façon permanente, car il faut laisser une part d'aventure et donc de responsabilité pour que le client se fasse plaisir. »

« Nous avons embauché un spécialiste qui coordonne les informations en provenance de cent trente points d'avalanches. Ce sont des informations qui concernent le météo (température, vents) et la neige (quantité, structure). Nous avons pu affiner le bulletin des avalanches diffusé par le Centre d'études de la neige et établir une échelle des risques propre à notre station. Graduelle de 1 à 8 (le risque 0 n'existe pas), cette échelle nous fait prendre des mesures préventives : déclenchement artificiel et informations. Nous diffusons une note localisant et qualifiant le danger auprès des maîtres, des remontées mécaniques, de l'office de tourisme, des guides et des moniteurs. Au début, les professionnels l'ont traité par-dessus la jambe, puis ils ont reconstruit leur position. Depuis deux ans, nous efforçons pour le public un communiqué plus succinct et nous lui faisons savoir grâce à des panneaux et aux drapeaux d'avalanche les dangers qui peuvent exister dans tel secteur, mais il y a encore beaucoup à faire, parce que cette information n'est pas toujours perçue. »

« Ce n'est pas commode de faire passer le message. Les skieurs ne le lisent pas ou ne le comprennent pas. On ne peut tout de même pas mettre en place un bourrage de crâne qui consisterait à planter des haut-parleurs à tous les coins de piste ! A l'avenir, nous poursuivons nos efforts pour informer les gens qu'il existe des informations sur les avalanches... »

Voilà quatre ans que la maison d'observations météorologiques et nivologiques de La Plagne est accumulée dans la mémoire d'un ordinateur. Un jour, peut-être, en arrivant en haut du glacier de Bellecôte, les skieurs tapent sur un clavier et voient sur un écran de télévision défilier un flash d'information rédigé par le cerveau électronique : « La combe X est rendue dangereuse par la présence de plaques à vent. Empruntez plutôt le versant nord-ouest où la poudreuse tient mieux. » Il pourra conclure : « Faites attention et bonne chance ! »

ALAIN FAUJAS.

Western dans la poudreuse

DEUX comptoirs en rondus se font face, sur toute la profondeur du bar qui a la dimension d'une salle des fêtes de chef-lieu de canton. En guise de tabourets, des selles de cheval. Au bout de la salle, un « broyeur d'ivoire » fait, avec un gratteur de banjo, un fond sonore « country ». Large chapeau de feutre, bottes mexicaines à talon biseauté, gomme à mâcher, sont de rigueur pour approcher un des six billards où, entre deux bières, les champions du carambolage s'en donnent à cœur joie. Les murs sont surchargés de trophées de chasse et de gravures indiennes.

Plus piège à touristes que ce salon de Jackson-Hole, il ne doit pas y en avoir beaucoup dans toutes les Rocheuses. « On dirait un décor de western, n'est-ce pas ? », dit l'ancien champion olympique Peppi Stiegler. Cet Autrichien qui dirige désormais l'école de ski locale ajoute avec un sourire malicieux : « Ne vous inquiétez pas, demain, ce sera un vrai western à skis. »

Au pied du Grand Teton, montagne sacrée des Indiens et en bordure du parc du Yellowstone, Jackson-Hole a la réputation d'offrir un niveau et une qualité de ski comparables à ceux de Chamonix, la Mecque alpine. Le lendemain matin, nous sommes donc au pied du téléphérique de Teton-Village, la station proprement dite : 1 261 mètres de dénivellation pour atteindre le sommet du mont Rendez-Vous, imposante pyramide qui culmine à 3 185 mètres. Quelques pentes raides dans une neige profonde, mais presque irréaliste à force d'être légère, deux ou trois schistes sur des boulevards tracés au bulldozer à flanc de montagne, et nous passons aux choses sérieuses : le couloir de Corbett.

C'est une encoche dans la falaise sommitale de la montagne, une faille de deux ou trois mètres de large qui déchire la paroi rocheuse. Il a une sacrée réputation, ce couloir ! Il a été ouvert aux skieurs en 1966 par Barry Corbett, un guide qui avait participé à plusieurs expéditions himalayennes. Depuis, il a été le théâtre de plusieurs films à sensation et il existe un club très fermé, de ceux qui ont descendu le couloir. Nous comprenons pourquoi en arrivant sur le bec de la falaise sommitale : il faut sauter d'une quinzaine de mètres, se réceptionner sur une pente inclinée à environ 35 degrés et amorcer aussitôt un virage aval pour attaquer la pente proprement dite, sorte de cône dans lequel il faut enchaîner une centaine de virages courts pour contrôler la vitesse.

Au diable le style !

Dire que nous ne regardons pas à deux fois avant de faire le grand saut serait un énorme mensonge. Quinze mètres, cela représente tout de même la hauteur d'un immeuble de cinq étages. La moindre faute à la réception du saut, et c'est un billet pour l'hôpital. O, vertige !

Comme les guides refusent de poser une main courante parce que cela engagerait la responsabilité de la station en cas d'accident, il n'y a pas d'autre solution : il faut sauter. Bras écartés comme un plongeur qui fait le saut de l'ange, jambes ramenées comme en position assise. Le choc avec la neige arrache un cri. Puis, c'est le combat avec la pente. Au diable le style ! L'essentiel est de garder le bon rythme dans le mouvement d'essieu-glisse imprimé aux skis. Garder le rythme, sans penser à rien d'autre.

Non loin de là, le couloir S + S, appelé ainsi parce qu'il a été ouvert par Charlie Sands et John Simms, est moins célèbre, mais beaucoup plus impressionnant, avec une amorce de pente à 45 %. L'enneigement est malheureusement insuffisant pour l'attaquer ce jour-là. Nous finirons donc la journée par une partie de pêche sur le lac gelé où nous ont amenés des traîneaux tirés par des chiens esquimaux.

Une orgie poudreuse

Après une nuit consacrée à écouter les exploits de Tom Leroi, Hermann Goellner, Jack Curry, Jim Anderson et Bill « Mad Doy » Danford, qui ont tous descendu le couloir de Corbett de la façon la plus incroyable qui soit, Dave Miller guide, mi-trappeur emmène ses visiteurs dans les profondeurs du parc de Yellowstone. Après le ski alpin, le ski nordique. Sur des planches de randonnée un peu plus larges que les skis de fond utilisés en Europe, nous nous enfonçons dans la forêt. A cette époque de l'année, les ours qui en été dévalaient les campeurs hibernent et les coyottes sont trop peureux pour approcher de notre troupe. Les seuls animaux sauvages que nous ayons à redouter sont les mooses, énormes dans qui déstabilisent à dérangés pendant leur digestion. Après une vingtaine de kilomètres, voici la merveille des merveilles : les sources d'eau chaude. Nous barbotons dans ces immenses baignoires naturelles en mangeant du fromage et en buvant du vin blanc. Peu après l'apparition de la lune, il faut quitter les lieux pour rendre les sources à leurs locaux habitants : un couple d'élan qui les utilise comme chauffage central.

Le lendemain matin, nous retrouvons Dave Miller dans Jackson-Hole. Il nous attend à côté de son hélicoptère. Avant d'embarquer, petite séance d'entraînement à la sécurité. Au moyen d'un appareil récepteur, il faut localiser un signal de détresse émis par un appareil enfoui sous la neige ; cela peut servir en cas d'avalanche. L'hélicoptère nous emporte vers l'un des multiples canyons qui rayonnent autour du village. Après un quart d'heure de vol au ras des sapins, le pilote nous lâche sur une corniche de 2 mètres de large qui surplombe une pente immense. Nous sommes à plus de 3 000 mètres d'altitude. Sous nos spatules, plus de 1 000 mètres de dénivellation au milieu des arbres.

L'hélicoptère est aujourd'hui un plaisir interdit en France, et nous éprouvons le sentiment de commettre un délit. La neige, ultra-sèche, a une densité inconnue en Europe. A la cadence des flexions-extensions du skieur, elle jaillit en immenses vagues de cristaux scintillants. Les virages s'enchaînent comme dans un rêve, jusqu'à ce que les jambes se tétanisent et que les poumons explosent. Le champ de neige paraît ne pas avoir de fin. Et puis, à l'aplomb d'un petit mur, nous découvrons l'hélicoptère qui nous attend pour nous remonter vers une autre pente, plus loin, plus belle encore.

Ligne de crêtes, corniches, couloirs, versants nord : les spatules traquent leurs sillons. Lorsque, au fond d'un canyon, nous retrouvons pour la septième fois l'hélicoptère, nous crions grâce. Voilà plus de quatre heures que dure cette orgie de poudreuse, nous sommes exténués.

Décidément, le ski au pays du western, ce n'est pas du cinéma !

ALAIN GIRAUDO.

Hiver 83-84

Nature & Montagnes

raids et randonnées à ski de fond

beaufortain jura vercors

tyrol japonie-norvège islande québec

skiez à des prix fnac

Stages et séjours

Ski alpin

Ski de fond

Brochure vacances 83-84 dans toutes les Fnac

Lic A 1430

JURA SUD

SKI DE FOND

Refuge « Chez le Gris »

Altitude 1 250 mètres

STAGE UNE SEMAINE TOUT COMPRIS

1 050 F

Assoc. Plein Air et Nature

Tél. : (04) 24.44.92 ou 42.65.82

SKI CHER...

Transports : Paris-Boston-Debar par TWA puis Denver-Jackson-Hole par Frontier Airlines aller-retour : 7 160 F.

Hébergement : six hôtels de 30 à 70 dollars par jour, 12 résidences de 60 à 220 dollars par jour.

Remontées mécaniques : forfait 5 jours : 85 dollars. Ski de fond : une journée dans le Yellowstone 25 dollars pour 4 personnes. Hélicoptère : 250 dollars par jour et par personne.

Renseignements : Teton Village, Resort Association Inc., Post Office Box 220 W. Teton Village Wyoming 83025.

Office du tourisme des États-Unis : 23, place Vendôme, 75001 Paris, Tél. 260-06-66.

Les Chalets du Villard

05490 Saint-Véran

Tél. : (92) 45.82.08 et 51.03.31

- Situé au cœur du village SAINT-VERAN.
- Un hôtel nouveau mais aussi une hôtellerie nouvelle.
- 21 chambres pour 2, 3, 4 personnes. 5, 6 en duplex.
- Toutes avec terrasse privée d'exposition sud, coin cuisine équipé avec four, lave-vaisselle, etc...
- De grands salons avec coin feu, salle de ping-pong.

Une hôtellerie nouvelle

- Téléphone dans toutes les chambres.
- Ménage hôtelier assuré.
- Plus de restaurant mais de grands salons et la liberté de prendre vos repas à l'heure de votre choix.
- Vous pouvez vous approvisionner : magasins dans un rayon de 150 mètres.
- Des repas préparés vous sont proposés chaque jour.

Site classé, chalets du XVIII^e siècle.

ÉTÉ : Pêche, alpinisme, balades organisées en montagne, tennis, piscine, promenades et repos dans un site privilégié situé au cœur du PARC RÉGIONAL du QUEYRAS.

HIVER : Ski de randonnée, de piste (14 téléskis) E.S.F. (10 moniteurs), Ski de fond (pistes balisées), raquettes.

TARIF SPÉCIAL JANVIER de 350 à 590 F la semaine par personne. Encore quelques chambres disponibles pour Noël. Complet du 18 au 26/2/84

Plan d'une chambre pour 2, 3 ou 4 pers.

la Plagne

Offre exceptionnelle -15%

Grâce à la formule « Pierre Utile », déboursez 15% de moins sur l'achat de votre appartement.

Ex : Plagne-Montaut - 3 chambres + 100 m² de terrain - 234 400 F TTC (au lieu de 278 000 F TTC) - Taxes 21 - 100 m² de terrain

UN FINANCIEMENT ALLEGÉ. Vous achetez votre appartement avec une aide de 15% de moins sur le montant de votre emprunt. 10% de moins sur le montant de vos mensualités. DES AVANTAGES VACANCES. Vous pouvez profiter de 6 semaines de vacances (3 en hiver, 3 en été) à 50% de moins. UNE RÉPÉTITION GARANTIE. Vous pouvez louer votre appartement à 50% de moins pendant 3 ans.

Plusieurs autres formules d'investissement :

- la copropriété
- la copropriété traditionnelle
- le placement financier

la Plagne

Toute la montagne en 10 stations

Tél. (7) 727.82.82 - poste 27

92, avenue Kleber 75116 Paris

Veuillez m'envoyer, sans engagement de ma part, une documentation sur :

☐ Belle Plagne ☐ Plagne Montaut

Je choisis la formule :

☐ Pierre Utile

☐ Multipropriété Belle Plagne

☐ Copropriété traditionnelle

☐ Placement financier

☐ Location

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____

Tel _____

LOUEZ EN TOUTE SÉCURITÉ

1 studio, 1 deux-pièces, 1 trois-pièces meublées... Toujours à deux pas des principaux commerces, des remontées mécaniques... et des pistes.

BÉNÉFICIEZ DU SÉRIEUX ET DE L'ACCUEIL VVT

Ex : LES MENUIRES (1850 m). Un super domaine skiable (les 5 vallées) : 400 km de pistes, 270 remontées. LES ARCS (1850 m). Une station de renommée internationale des sports... et de ceux qui aspirent à la détente. LA GRANDE TERCE (900 m). Au choix, ski de fond, de randonnée ou de piste.

VOYAGES VACANCES TOURISME

38, boulevard Edgar-Quinet - 75014 PARIS

Tél. : (16-1) 320.12.88

SPORTS D'HIVER EN ROUMANIE

SKI ALPIN ET SKI DE FOND à Sinaia, Prédéal et Poiana-Brasov

FÊTES DE NOËL ET DU JOUR DE L'AN

1 SEMAINE à partir de 2.195 F tout compris avec remontées mécaniques illimitées.

Inscriptions auprès de votre agence de voyages. Renseignements et documentation : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN 38, av. de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.25.42 et 742.27.14.

DOCUMENTATION "Vacances d'hiver en Roumanie"

à envoyer à M. _____

Adresse _____

Régionalisation

IX

hecs N° 1042

L'ÉQUILIBRE
DES TENSIONS

amplément d'Europe par équipes,
Plovdiv, 1983)

scs: S. GLIGORIC (Yougoslavie)
lois: G. TRINGOV (Bulgarie)
Défense est-Indienne.

1. 44 C6 22. C6 (b) Tg7 (f)
2. 44 23. Fx7 C6 (f)
3. C6 24. C7 Fx4 (f)
4. 44 25. Fx4 Dg4
5. C3 26. K3 Dg5 (f)
6. F8 27. C6 (m) Cx4
7. F8 (a) 28. Cx7 Fx7 (a)
8. 45 29. Dg3 Dg3
9. C2 30. g4 Cg5 (p)
10. 40 31. g4 (q) 44
11. 43 32. Fx4 Fx4
12. F2 33. Fx4 Cx4
13. 45 34. h5 C5
14. C6 35. Tg1 C7
15. Cx4 36. Fx4 R7
16. C5 37. R2 T3
17. 44 (d) 38. Tg1 Tg1
18. 45 39. Fx4 C7 (r)
19. Dg3 (g) 40. Cx7 Rx7
20. Cx4 (f) 41. R3 C5
21. Fx4 42. Rx4 abandon

NOTES

a) Une spécialité de Gligoric. Au lieu d'entrer dans la variante principale par 7. 0-0, C6; 8. d5, C6; 9. Cx1, C6, le grand maître yougoslave préfère retarder le petit roque et attendre le choix des Noirs.

b) En principe, la recommandation de Gligoric, 7. F3, devrait inciter les Noirs à ne pas jouer 7... C6 comme le montre la partie Donner - Mats de Clusfuegos, 1972; après 8. d5, C6;

9. Cx2, Cx7; 10. b4, f5; 11. f3, C6; 12. c5, T7; 13. C4 l'attaque des Blancs triomphe rapidement. De même, 7... dxd4 préparant l'avance d5-d6 semble prématuré; 8. Cx4, T8; 9. f3, c5; 10. Dd2, d5; 11. dxd5, gxd5; 12. 0-0 et les Blancs sont mieux. Aussi conseille-t-on la suite 7... c5; 8. 0-0, Cx4; 9. Cx4, T8; 10. f3, d5 ou bien 7... dxd4; 8. d5, Cg4; 9. Fg5, f6; 10. Fb4, h5.

c) Dans la grande bataille qui suit, fondée sur l'équilibre des tensions, le centre étant bloqué, sur l'aile - D pour les Blancs via c4-c5 et C6, sur l'aile - R pour les Noirs via f5, f4, g5, Cg6, il semble que le retrait du C-R noir en d7 soit plus défensif qu'en d8. 2... Cx7 ne gêne cependant pas les Blancs: 10. b4, f5; 11. f3, f4; 12. F2, a5 (une erreur); 13. a3 (ou aussi 13. bxa5, Txa5; 14. Cb3), g5; 14. c5, C6; 15. gxd6, gxd6; 16. Cx4, axb4; 17. axb4, Txa1; 18. Dxa1, Cx6; 19. Da5! (Wirthscho-Vallente, Lucerne, 1982) ou 12... g5 (ce qui est mieux que 12... a5); 13. c5, C6; 14. Cx4, Cx8; 15. gxd6, gxd6; 16. Cx5, b6; 17. a4 avec avantage aux Blancs (Gligoric-Nagendra, Lucerne, 1982). Une autre idée est 2... c5. A quoi Polnagovsky répondit par 10. g4 contre Rodriguez (Toluca, 1982). Après 10... Cxg4; 11. Fxg4, f5;

12. h3, fxe4; 13. bxa4, a6; 14. a4, Fd7; 15. f3, Cg5; 16. d5 était meilleur; 16. g3, Tg8; 17. a5 les Blancs sont nettement mieux. A noter enfin l'essai audacieux: 9... Cx5; 10. Fxh5, gxb5; 11. Oxb5, f5.

d) Gligoric retrouve à peu près sa partie contre Nagendra de Lucerne (un C en g6 et non en f6).

e) Il est clair que les Blancs dominent l'aile - D alors que leur adversaire n'a pas encore perçé sur l'aile - R. La menace de gain du pion b6 force les Noirs à l'échange défavorable 19... bxa5.

f) Et non 20. Txa5, Td8.

g) Une contre-attaque nécessaire. Les Noirs n'ont plus le temps de préparer l'avance du pion g5 par 20... b5 à cause de 21. Cg6.

h) Conserver le pion par 22. h3 est trop dangereux à cause du regroupement C6, C4, Tg7, h5.

i) Il est maintenant clair que les Noirs ont une attaque sur le R blanc qui ne doit pas être sous-estimée.

j) Une perte de temps grave. 23... b5 paraît fort: si 24. gxb5, Cx4; 25. T72, Cxg2; 26. Rb1, Cx3.

k) A considérer est 24... Txa7; 25. Txa7, Cx6.

l) Si 26... Dg5?; 27. C66.

m) Mieux que 27. Cxa8, Cx4.

n) Si 28... Cx2; 29. Dxb7.

o) Force l'échange des D au moment opportun. Si 29... D15; 30. g4.

p) Si 30... Cx2; 31. T12, Cx4; 32. Td3.

q) Le chemin le plus court qui mène à la victoire.

r) Perd tout de suite alors que 39... Cx4 tentant d'amener le R noir en f5 via g6 assurait une meilleure défense, selon Tringov. Sur 39... Cx4 les Blancs auraient poursuivi par 40. Fg3 avec la menace 41. Ca5.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1041.

L.A. KAIEV

(1933)

(Blancs: Rg1, T74, Fg3, Ch5, Fg2. Noirs: Rh6, Dg8, Fa3, P66.)

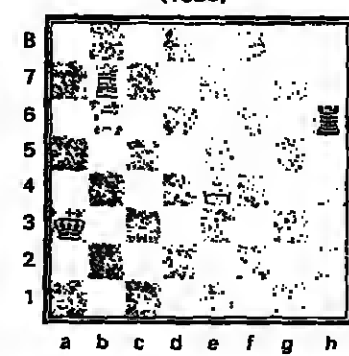
1. Tg4, Dg4; 2. Fg5+, Rh7; 3. C16+, Rg6; 4. Cxg4, R15; 5. Cc3+, Rg4 (si 5... Rxe5; 6. Cc4+); 6. Fd4, Fc1 (si 6... Rxd4; 7. Cc2+); 7. Cc2, Rg3; 8. Ca1, Rxd4; 9. Ch3+ et les Blancs gagnent.

A noter que la fuite de la D noire au premier coup ne sauve pas les Noirs: par exemple, 1... Dg8; 2. Fg5+, Rh7; 3. C16+, Rh8; 4. Cx8+, Rh7; 5. Tg7+, Rh6; 6. Ff4+, Rh5; 7. C16+ ou bien 1... Dd8; 2. Fg5+, Rh7; 3. C16+, Rh8; 4. Cx4+, Rh7; 5. Cg5+ avec gain.

ÉTUDE

N. GRIGORIEV

(1938)



BLANCS (31): Rg4, Th7, Pb6.

NOIRS (2): Ra3, Th6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

ridge N° 1040

UNE FIN
EXCEPTIONNELLE

Il est rare de rencontrer des fins de coup qui ne soient pas très connues. En voici une que Robert Lattès a trouvée en analysant une donne.

Ann.: O. donn. Tons vlu.
Ouest Nord Est Sud
3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

Ann.: O. donn. Tons vlu.
Ouest Nord Est Sud
3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

Ann.: O. donn. Tons vlu.
Ouest Nord Est Sud
3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 1

Le 35^e Salon international de la photo

Ce samedi 15 octobre s'ouvre au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris (1), l'exposition internationale de la photo et du cinéma, qui, cette année, prend le nom de Salon photo, cinéma, vidéo. Cette exposition durera jusqu'au samedi 22 octobre. Malgré l'élargissement de son domaine, le Salon reste très classique, la vidéo n'y tenant qu'une place bien modeste, limitée aux magnétoscopes portables, aux caméras et aux bandes magnétiques des firmes photographiques qui fabriquent aussi des produits vidéo.

Dans le secteur photo, beaucoup de matériels et de films nouveaux sont annoncés, mais aucune innovation fondamentale. Les produits les plus remarquables avaient été dévoilés l'an dernier à la même époque à la Photokina de Cologne. Tel est le Polachrome 35 de Polaroid (2), film 35 mm à développement instantané donnant des diapositives en couleurs pour la projection. Avec cette émulsion, la photo instantanée s'ouvre à une application qui, jusqu'ici, lui était interdite. Tous les pro-

cessés créés depuis vingt ans (la photo instantanée en couleurs est née en 1962) ne donnaient en effet que des épreuves sur papier. Pour la première fois aussi, un film de photo instantanée pourra être utilisé dans un appareil ordinaire : le Polachrome sera livré en cartouches 35 mm standard pour appareils 24 x 36.

Toujours en photo instantanée, plusieurs firmes présentent des matériels, notamment pour l'Ektaflex Kodak, procédé d'agrandissement des photos classiques en couleurs sur papier à développement instantané. Kodak vient d'annoncer aux États-Unis l'arrivée d'un film donnant des épreuves de photo instantanée, le Kodamatic Trimprint, où la structure des couches diffère de celle de l'actuelle émulsion Kodamatic, ce qui améliore le rendu des couleurs.

Pour Kodak et les autres fabricants de surfaces sensibles, le Salon est une bonne occasion pour présenter les nouvelles gammes d'émul-

sions haute résolution et, en particulier, les derniers films pour appareils à disque (Kodachrome VR Disc, Konica Disc, et, peut-être, Agfa-lor Disc).

En matière d'appareils de prise de vues, presque tous totalement électroniques, il y a peu de réflex vraiment nouveaux. Nikon lance modèle FA avec un automatisme d'exposition très poussé, tandis que Leitz propose au Leica RAS dérivé du modèle R4, sans automatisme programme.

(1) Ouverture de 10 à 19 heures, avec nocturnes jusqu'à 22 heures les mardis 19 et vendredi 21.

(2) Voir les caractéristiques du Polachrome dans le Monde du 30 octobre 1982.

PELLICULES NOUVELLES ET CAPTAGE DES PHOTONS

Le progrès le plus décisif depuis cinquante ans

En annonçant l'an dernier à la Photokina de Cologne le lancement de Kodachrome VR 1000, une émulsion photographique deux fois et demie plus sensible que la plus sensible des émulsions de l'époque (1000/31 ISO au lieu de 400/27), L.-J. Thomas, vice-président et directeur de la recherche de Kodak aux États-Unis, déclarait que ce film représentait « le progrès le plus décisif dans le domaine des films argentiques depuis plus de cinquante ans ». Pour la première fois, précisait-il, les chimistes étaient en mesure de déterminer la forme et la structure des cristaux d'halogénures d'argent (les cristaux sensibles d'une émulsion photographique) afin d'accroître leur capacité à capter les photons, les corpuscules de la lumière. Les propos de L.-J. Thomas annonçaient une véritable révolution dont aucun observateur ne soupçonnait alors l'ampleur, mais qui éclate aujourd'hui. D'autres fabricants, en effet, avaient suivi une voie de recherche similaire et, depuis le printemps, ils ont commencé à remplacer leurs films en couleurs par de nouvelles

émulsions plus sensibles et plus fines (voir leur liste dans le tableau ci-contre).

Les cristaux d'halogénures d'argent créés par Kodak, appelés grains T (tabulaires), bousculent une vieille notion selon laquelle on ne peut pas augmenter la sensibilité d'un film sans augmenter en même temps son grain et sans perte de définition, c'est-à-dire de finesse de l'image. En effet, pour élever cette sensibilité, les chimistes augmentent la taille des grains afin d'élargir les cibles offertes aux photons. Mais du même coup l'image présente une granulation visible qui réduit sa finesse. Elle la réduit d'autant plus que les grains d'halogénures obligent à augmenter l'épaisseur de la couche de gélatine dans laquelle ils sont en suspension, ce qui favorise une dispersion parasite de la lumière.

Avec les grains T, les chercheurs de Kodak ont obtenu des grains plats de grande surface, interceptant donc davantage de photons, mais très minces, ce qui permet de couler des couches de gélatine plus fines et d'économiser l'argent. Au surplus, ils ont découvert un nouveau pro-

cessé de sensibilisation des halogénures améliorant la capacité des grains à retenir les photons qui les atteignent (1). Pratiquement, la création des grains T permet ainsi soit une augmentation de la sensibilité sans accroissement de la granulation (un film de 1000/31 ISO n'a pas plus de grain qu'un ancien film de 400/27 ISO), soit une amélioration de la finesse de l'image avec des grains plus petits, sans perte de sensibilité. Tous les films Kodachrome VR bénéficient de ces découvertes. Actuellement, différents laboratoires de recherche travaillent sur les mêmes problèmes et avancent en même temps. C'est ainsi que le fabricant japonais Fuji a obtenu des résultats similaires à ceux de Kodak en réalisant ce qu'il appelle des grains à double structure, ayant la forme de microscopiques berlingots avec un noyau et une enveloppe périphérique. Avec ces grains la capacité d'intégration de la lumière est concentrée sur l'enveloppe de telle façon que les photons incidents ne puissent s'en détacher. La sensibilité des grains est donc accrue sans augmentation de leur grosseur. Ils sont utilisés dans les nouvelles émulsions Fuji HR. Des procédés similaires

sont nés aussi chez Sakura (grains « cristal ») et chez Agfa-Gevaert (grains « R »).

Les améliorations des émulsions portent encore sur les coupleurs, substances formant chimiquement les colorants pendant le traitement. Ces coupleurs, comme dans tous les films fabriqués jusqu'ici, produisent les colorants autour des grains d'halogénures d'argent exposés qui, durant le développement, se transforment en argent. Mais ce processus s'opère maintenant beaucoup plus sélectivement qu'avec les anciens films, sans diffusion parasite de colorant loin des grains d'argent. De ce fait, la pureté des couleurs est plus grande et la séparation des divers tons plus franche. Par ailleurs, les colorants utilisés ont une résistance accrue au vieillissement. La longévité des films en couleurs, et plus particulièrement des négatifs, jusqu'ici peu stables, se trouve nettement allongée.

Ces progrès ont été obtenus sans modification des procédés, autrement dit en conservant les traitements habituels. Ainsi les nouveaux films se développent dans les mêmes bains que les anciens, et cela, quelle qu'en soit la marque. Cette standardisation et la simplification des techniques de traitement ont provoqué une modification des structures du marché des travaux de laboratoire pour amateurs.

Les industriels, tout d'abord, ont créé des unités de traitement compactes, capables de développer de façon semi-automatique ou automa-

tique des pellicules et des papiers d'un format courant. Les plus petites de ces machines, appelées « micro-lab », n'ont même pas le volume d'un bureau et permettent le traitement de 10 ou 12 films à l'heure, soit environ 300 épreuves photographiques. Elles sont utilisables dans de petits locaux. Les amateurs peuvent obtenir leurs épreuves en couleurs dans l'heure.

Les autres chaînes, plus volumineuses (les mini-lab, compact-lab, rapid-lab) ont des capacités plus élevées, entre 50 et 80 films à l'heure, et exigent souvent deux ou trois personnes pour maintenir une production à plein rendement. Elles sont surtout adaptées à des travaux livrables dans la journée.

Ces matériels, conçus pour de petites entreprises, ont donné naissance à de nouvelles activités commerciales, les « labo rapides » ou les « photos rapides ». Près de 2 000 de ces unités fonctionnent actuellement en France. En 1984, ces entreprises pourraient prendre 15 % du chiffre d'affaires du secteur du traitement couleur amateur.

Pour l'instant, les grands laboratoires ne sont pas menacés (ce qui

n'a pas empêché certains d'entrer en guerre contre l'installation des boutiques de « photos rapides »). La plupart se sont organisés pour livrer les tirages dans vingt-quatre heures. Leur plus grand atout réside dans leur équipement adapté à l'exécution de nombreux travaux particuliers et d'agrandissements en tous formats. Mais, dès les constructeurs de mini-lab, les constructeurs de mini-lab préparent à lancer des appareils compacts dérivant plusieurs firmes d'épreuves.

La transformation du marché de travaux d'amateur ne fait que commencer. Curieusement, après avoir éliminé l'artisanat dans les années 50 au profit des grands laboratoires, l'industrie photographique semble aujourd'hui favoriser son retour.

R. B.

(1) Divers procédés sont utilisés pour rendre les grains d'argent sensibles à la lumière. Mais lorsque cette lumière est très pauvre et que le nombre de photons atteignant les grains d'halogénures tombe au-dessous d'un certain seuil, ils ne sont pas intégrés par les grains et se détachent. Il y a là une perte de lumière que les chimistes ont réduite avec les grains T.

Les nouveaux films

TYPE	FILMS	SENSIBILITÉ EN ISO	DISPONIBILITÉ EN FRANCE
NÉGATIFS (destinés principalement aux tirages sur papier couleur)	Agfacolor R 100	100/21*	Printemps 1984
	Agfacolor R 200	200/24*	
	Agfacolor R 200 Disc	200/24*	
	Agfacolor R 400	400/27*	
	Fujicolor HR 100	100/21*	Disponible
	Fujicolor HR 200 Disc	200/24*	
	Fujicolor HR 400	400/27*	
	Fujicolor 50 L Pro	50/19*	
	Fujicolor 100 S Pro	100/21*	
	Kodachrome VR 100	100/21*	Disponible
	Kodachrome VR 200	200/24*	
	Kodachrome VR 400	400/27*	
	Kodachrome VR 1000	1000/31*	
INVERSIBLES (destinés principalement aux diapositives de projection)	Véricolor III S pro	100/21*	Fin 1983 (disp. aux États-Unis)
	Kodachrome VR Disc	200/24*	
	Sakura 400	400/27*	
	Sakura (Konica Disc)	200/24*	
	Agfachrome 50	50/19*	Printemps 1984 (grain et appellation encore incertaines)
	Agfachrome 100	100/21*	
	Agfachrome 400	400/27*	
	Agfachrome 200	200/24*	
	Fujichrome 50 D Pro	50/19*	Disponible
	Fujichrome 100 RD	100/21*	
	Fujichrome 100 D Pro	100/21*	
	Fujichrome 64 T Pro	64/19*	
	Fujichrome 400 RD	400/27*	Non précisé
	Fujichrome Duplicating	Film de copie	
	3M Color Slide 1000	1000/31*	Disponible
	Kodachrome 25 Prof.	25/19*	
	Kodachrome 64 Prof.	64/19*	Disp. aux U.S.A. Non prévu en France
	Ektachrome 400	400/27*	Non annoncé officiellement

* HR signifie « High Resolution » (résolution est le terme technique pour désigner la finesse de la reproduction, qui existe en anglais comme en français).
* VR signifie « Very Resolution » (autre façon de désigner une pellicule de haute définition).

Téléphonez vos commandes... les 3 Suisses vous livrent!



3 SUISSES
EN DIRECT
AVEC VOUS

Votre numéro d'appel régional dans votre catalogue page 868.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 900 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par avion)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

2 - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Chaque demande d'abonnement doit être accompagnée d'un mandat postal ou d'un chèque (deux mandats ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

de la photo aux miracles de la chimie

*** LE MONDE - Samedi 15 octobre 1983 - Page 21

Le marché des 24x36 compacts (non reflex) étant toujours en croissance, la plupart des firmes annoncent de nouveaux modèles qui, sur la plupart, se ressemblent puisqu'ils ont tous un objectif 35/58 mm, la mise au point automatique, le chargement automatique, l'avance du film, le rebobinage par moteur incorporé et le flash intégré.

Un autre secteur industriel important, celui des objectifs, connaît la même progression des ventes. Tous les grands fabricants annoncent des objectifs plus compacts, surtout des zooms. Pour la première fois depuis près de vingt ans, un opticien français de renom, Angénieux, spécialiste des objectifs à focale variable de cinéma et de télévision, vient au Salon de la photo avec des zooms pour reflex 24x36.

Les amateurs découvriront encore de nombreux produits parmi les accessoires et les articles de laboratoire. Peu de nouveautés, par contre, cinéma super-8, secteur en recul : la plus importante gamme de matériel est présentée par Robert Bosh (Bauer et Nizo), qui propose un

éventail de caméras et de projecteurs muets et sonores, depuis les modèles simples jusqu'aux plus sophistiqués. Le groupe allemand a su progresser sur le marché du cinéma, où il occupe la seconde place après Canon. De ce fait, alors que les importations de caméras japonaises tombaient de 109 000 en 1981 à 87 000 en 1982, celles provenant d'Allemagne augmentaient, passant dans le même temps de 5 700 à 22 000.

En définitive, malgré l'absence de véritables innovations, le Salon de la photo permettra au public de faire le point sur les progrès annoncés depuis l'an dernier à la Photokina et qui tendent à améliorer l'image argentique de façon spectaculaire et à simplifier les techniques photographiques. Chez les professionnels, alors que les industries des loisirs sont touchées par la crise, ce Salon est très attendu pour relancer le marché photographique en cette fin d'année.

ROGER BELLONE.

L'APPARITION DES NOUVELLES TECHNIQUES D'IMAGE

La photo conventionnelle reste irremplaçable

La photographie est-elle condamnée à disparaître ? A disparaître sous la poussée des nouvelles techniques d'image produites par des moyens aussi divers que la télévision, le magnétoscope, le vidéodisque, l'ordinateur ou le procédé de reprographie et impression ?

En août 1981, M. Morita, président de la firme japonaise Sony, déclarait affirmativement en présentant la Mavica, premier appareil à disque vidéo à la place de la pellicule argentique (1). Le président de Sony déclarait alors que le jour où la Mavica serait commercialisée — vers la fin de l'année 1983 — des millions d'appareils photo conventionnels seraient éliminés. Nous sommes en octobre 1983 et la Mavica semble encore loin de pouvoir s'installer sur le marché. Quant à la photographie, elle a la même distance avec la vidéo.

Les nouvelles émissions en couleurs qui ont vu le jour l'an dernier sur le cinéma (Eastmancolor et Ektachrome notamment), celles qui tiennent actuellement pour la photographie, ont de telles qualités de netteté et de résistance au vieillissement qu'elles relèguent loin derrière les supports plus modernes. Les appareils de photo-vidéo verront-ils être le jour dans quelques années. Mais leur marché sera différent de celui de l'appareil photographique car leurs images ne seront pas comparables à celles des photos argentiques.

Un bon film en couleurs de sensibilité moyenne peut séparer 5 000 points du millimètre carré, ce qui représente environ 22 millions de points pour une image 24x36 mm, le format classique des appareils les plus commercialisés. Le prototype du Mavica est loin d'assurer cette définition. Son instructeur a précisé qu'elle était de 218 000 points pour l'image produite par le système. A peu de chose près, c'est aussi ce qui permet un agrandissement grand public, du type HS, Beta ou Vidéo 2000 et c'est à peu près la moitié de la qualité d'image télévisée dans les normes européennes à bande passante de 5 mégahertz et 625 lignes (520 000 points), constituant la minimum possible avec les équipements domestiques actuels. Le vidéodisque à laser, qui pourrait dans quelques années concurrencer le magnétoscope, a une capacité d'enregistrement d'informations beaucoup plus élevée, mais son image, visionnée sur un téléviseur d'ordinateur, ne peut avoir une qualité supérieure à celle qui permet cet aperçu.

Il faudra attendre la télévision à haute définition pour que la vidéo aigne en finesse. Les équipements haute définition à l'essai au Japon et aux États-Unis utilisent un balayage de l'écran du téléviseur un peu plus de 125 lignes et une bande passante de 30 mégahertz qui procurent des images séparant environ 6 millions de points, soit l'équivalent du cinéma standard (en 35 mm). Cette image vidéo pourra donc exploiter les qualités d'un film cinéma 35 mm ou du vidéodisque, mais non celle d'une bonne disposition 24x36.

Revenons à la photo vidéo. Elle pourrait être améliorée pour doubler sa définition et exploiter ainsi pleinement les 520 000 points que peut séparer un téléviseur 625 lignes. Les appareils du type Mavica fournissent alors une image proche de celle du disque photo lancé l'an dernier par Kodak et qui utilise un échantillon 8x10 mm très sensible, mais sous une forme pour disposition de sensibilité moyenne.

Ainsi, il n'est pas impossible que la photo-vidéo puisse un jour concurrencer les procédés photographiques à grande vulgarisation (système 110 ou photo-disque). Mais il faudra que ses appareils (annoncés 10 000 F avec un lecteur ou une imprimante) soient vendus à des prix comparables aux appareils à disque (500 à 1 000 F). Ce qui, pour l'instant, est considéré comme réalisable par les firmes intéressées, Sony et Kodak. Ajoutons que le prix de 10 000 F sera aussi celui des premiers caméscopes 8 mm caméras vidéo à magnétoscope incorporé attendus pour 1985. L'image magnétique animée offrira donc trois à quatre fois plus que l'image de cinéma super 8. Mais, ici, la vidéo sera tout de même avantagée, l'enregistrement étant visionné

sur un téléviseur familial alors que le cinéma a besoin d'un projecteur ou d'un télécinéma (appareil convertissant l'image argentique en image vidéo).

La comparaison entre les diverses techniques d'image montre finalement qu'elles ne seront jamais interchangeables. Aussi les procédés sont-ils appelés à évoluer parallèlement. La concurrence jouera parfois, soit directement (exemple : photo-disque et photo-vidéo si cette dernière voit le jour), soit indirectement (l'amateur qui consacrera l'essentiel de son temps libre à la vidéo ne fera pas ou peu de photos). Cette concurrence existe déjà, par exemple entre la photo conventionnelle et la photo instantanée, entre le magnétoscope et la photo ou le cinéma. Elle n'a pas empêché une constante progression des industries de la photo, même si actuellement le secteur grand public souffre beaucoup de la crise économique et du fait que le marché de certains appa-

reils (24x36 essentiellement) soit proche de la saturation.

La photographie est par ailleurs largement utilisée dans des applications industrielles et scientifiques, et n'y est pas davantage menacée par la concurrence des nouvelles formes d'image. La photographie aérienne ne cesse de se développer malgré la réalisation d'images par radar ou par scanner. La radiographie par télévision a fortement empiété sur les domaines de la radiographie conventionnelle, mais cette dernière est utilisée dans de nombreuses applications nouvelles, médicales ou industrielles. Certes la photo a parfois été purement et simplement éliminée : ainsi la reprographie a-t-elle fait disparaître la photocopie argentique, lui faisant perdre un marché gigantesque.

Plus souvent, cependant, les nouvelles formes d'image ont contribué au développement de la photo : de nombreuses images vidéo sont reproduites et conservées photographi-

quement : la plupart des images synthétiques par ordinateur sont exploitées ou conservées sur film de cinéma (cas du film *Tron*, des productions Walt Disney). La télévision à haute définition permettra de tourner directement de grands films en vidéo de studio (un premier essai sera fait en 1984 par Francis Coppola à Hollywood), mais ils seront aussi tirés sur pellicule pour des copies d'exploitation cinéma.

En définitive, la diversification des techniques de l'image qui caractérise la fin de notre siècle se double d'une redistribution de leurs applications. La photo conventionnelle, en particulier, perdra certains domaines mais en gagnera d'autres. Elle reste pour l'instant irremplaçable, car trop de qualités lui appartiennent en propre.

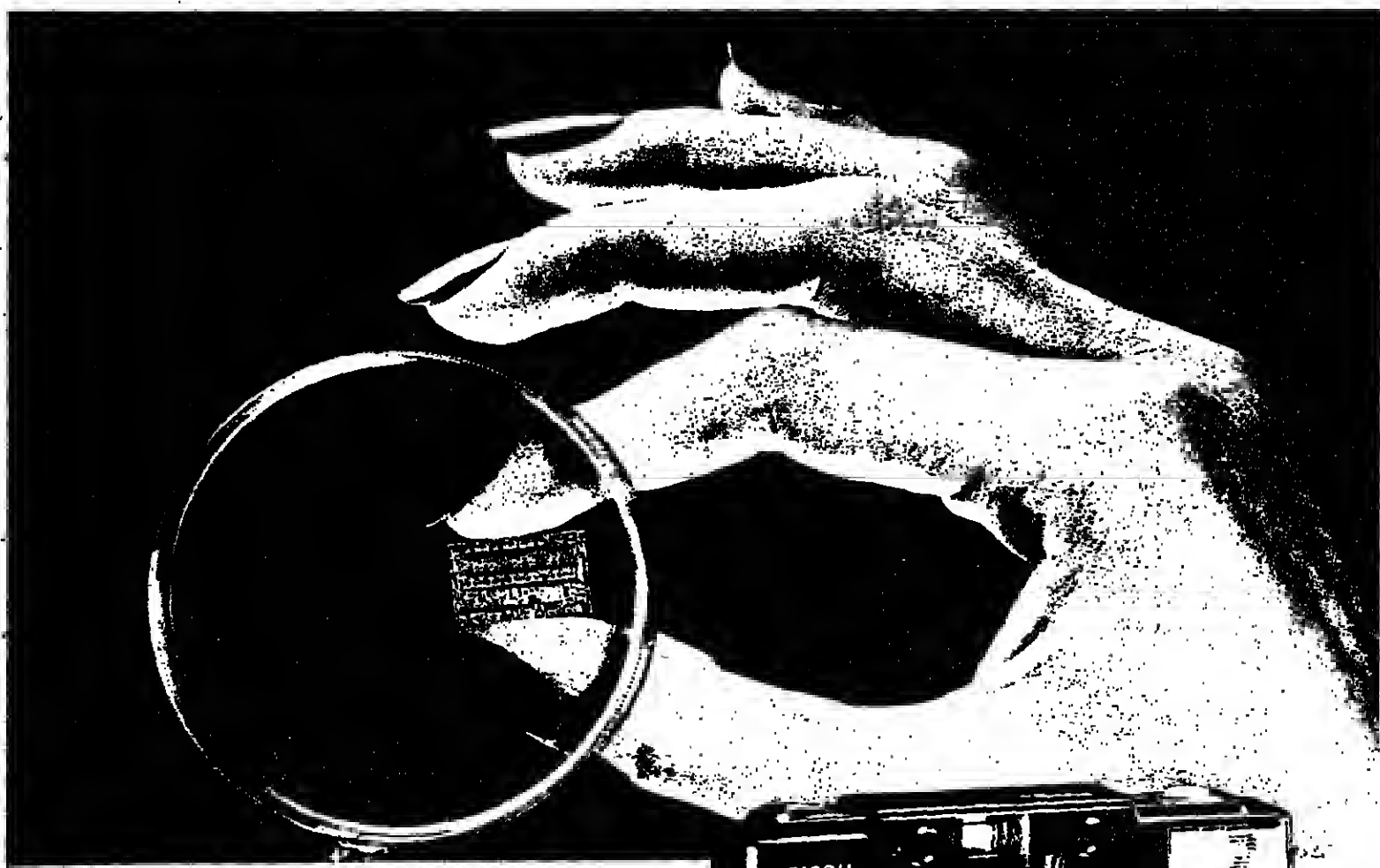
R. B.

(1) Procédé également appelé « photo vidéo ».

35^e salon international PHOTO CINEMA-VIDEO



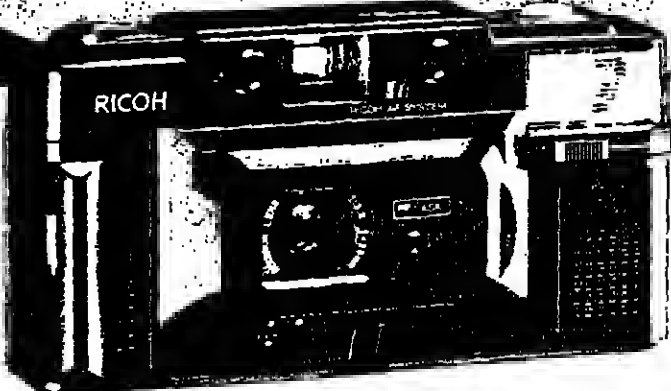
INNOVATION et TECHNOLOGIE



Depuis 5 ans, RICOH est devenu le premier fabricant international de photocopieurs, et a su rester le leader. Pour tenir cette position, RICOH engage, depuis plusieurs années, des investissements considérables dans la recherche et le développement d'une électronique de pointe.

Cet effort trouve son application dans la photographie, où ce fait de RICOH le plus solide et le plus brillant « challenger » des plus grandes marques mondiales aussi bien au plan de l'innovation technique qu'au plan de la rigueur des normes de qualité et de fiabilité.

A côté des reflex (particulièrement XR-7 et KR-10 Super), RICOH excelle dans le domaine des appareils compacts 24x36, et l'ensemble des Professionnels saluent l'arrivée d'un nouvel appareil rassemblant tous les automatismes (distance autofocus, ouverture/temps de pose, chargement, avance et rebobinage du film, décision flash...) et les caractéristiques les plus avancées (économie d'énergie, signaux lumineux et sonores, films jusqu'à 1000 ASA...). Belle illustration de la technologie et de l'électronique RICOH, le FF-3 AF est l'ultra-compact 24x36 « tout automatique » de l'année 1983.



RICOH

LA TECHNOLOGIE A VISAGE HUMAIN

Documentation à TECHNI-CINE-PHOT, Agent RICOH (Photo) pour la France BP 90, 93402 SAINT-OUEN. Tél: (1) 257.11.30. Téléc 650959

OSTALGIE POUR UN PARIS PERDU

DENOEL

SPECTACLES

DUBILLARD BOUDET SPLENDIO ST MARTIN 208.21.93 LEBRUN SEILER
20 H 30 UN PNEU C'EST UN PNEU

CHAILLOT THEATRE NATIONAL
MUSIQUE VIVANTE
Direction Diego Masson
Cage. Brown. Rzewski
Grand Théâtre
Mardi 18 octobre à 20 h 30. 727 81 15

THEATRE DES DECHARGEURS - Tél. 236 00 02
VA MA TERRE IARBI
QUELLE BELLE IDEE

PEPPE ET CONCETTA
BARRA
MISE EN SCENE LAMBERTO LAMBERTINI
THEATRE DE PARIS
DU 18 OCT. AU 23 OCT.
Location Theatre 200.03.03 ET FNAC 549.05.28

les Fédérés - Scarface Ensemble
VATER LAND
Le pays de nos pères
Wanzel - Bloch

FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIA DELL'ARTE
cette semaine:
DARIO FO
"HISTOIRE DU TIGRE" et "GROMELOTS"
Vendredi 14 Octobre, à 20 h 30 au Théâtre Romain Rolland, 18, rue Eugène Varlin, VILLEJUIF.
Samedi 15 Octobre, à 20 h 30, à la Salle Jacques Brel, 184, bd Galliéni, FONTENAY-SOUS-BOIS. 678.98.29
SCUOLA CIVICA DEL
PICCOLO TEATRO DI MILANO
"IL TAVOLINO PAZZO" de MOZART
mes Marisa FLACH

THEATRE DE LA COMMUNE
AUBERVILLIERS
EMMANUELE RIVA, NELLY BORGEAUD
"EMILIE NE SERA PLUS JAMAIS CUEILLIE PAR L'ANEMONE"
de MICHEL GARNEAU
mise en scène GABRIEL GARRAN
833.16.16

UGC CHAMPS-ELYSEES - UGC BOULEVARD - UGC ODEON - UGC MONTPARNAISE
UGC CONVENTION - CINE REAUBOURG LES HALLES - CIGUY PATHE
UGC GARE DE LYON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
ARTEL Nogent - ARTEL Grétil - ARTEL Rosny - ARTEL Marne la Vallée
CZL Versailles - FRANCAIS Enghien - ALPHA Argenteuil - 9 DEFENSE 4 TEMPS

Une femme se bat... et gagne.
NICOLES GARCIA • MARIE-CHRISTINE BARRAULT
Les mots pour le dire
MARIE CARDINAL
JOSE PINHEIRO
DANIEL MESSOUCE • JEAN-LUC BOUTTE • CLAUDE RICH

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

RÉCIT D'UNE PASSION ENVAHISANTE - Deusch de la Menche (340-36-35), 21 h.
BRUTS DE PEAU - Théâtre 18 (603-60-44), 21 h.
MARIAGE - Boulogne, T.R.R. (603-60-44), 20 h 30.
LE CHANT GÉNÉRAL, L'AN 2000 (en situation), Union (426-20-43), 20 h.
AR LELIAN GESS - Bastille (357-42-19), 19 h 30.
CHACUN SA VÉRITÉ - Comédie des Champs-Élysées (723-37-21), 20 h 45.
SHAKESPEARE AU LYCÉE - Lycée Buffon (307-63-80), 20 h 30.
LE PREX MARTIN - Chelles, CAC (421-20-36), 20 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Madame Butterfly.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Étrangers.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 18 h 30 : Hamlet.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Francis Lemaire.
REAUBOURG (277-12-33), Champs-Élysées : 13 h : Sésame Aïcha ; 16 h : Je m'en vais tu me prends en photo ; 19 h : Mission Tenere ; De 12 h à 22 h : Enregistrement vidéo de Claude Torrey ; 22 h : Danse ; 20 h 30 : Dans Reiz, Malouin Goldstein (Field papers).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Les Céphéides ; 18 h 30 : Edith Butler.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-29-34), 20 h 30 : Dans Danza.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) : L'Amour en vin ; 22 h 30 : Palais Dupont.
ANTOINE (208-77-11), 21 h 30 : Coup de soleil.
ABC (723-61-27) : le Secret.
ARTS-REBERTO (357-23-23), 21 h : le Châliet, le Palais de rompre ; 18 h 30 : les Sincères.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-55-53), 20 h 30 : La Malentendu.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Coccinelle.
ATHÈNES (742-67-27) : le Pélion ; 20 h 30 : Crodo.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : le Gardien de tombes.
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeunes.
CARRÉ DE L'ESPÉRANT (633-48-65), 20 h 30 : Zed Zed Zed... Jacques.
CARTOUCHERIE, Épis de Bois (208-39-74), 20 h 30 : la Maison de Bernarda Alba ; Tumpette (328-36-36), 20 h 30 : Vaut Land.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69) : Grand Théâtre, 20 h 30 : la Parodie ; Reserve, 20 h 30 : Domage qu'elle soit une putain. Galerie, 20 h 30 : les Troyens.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Fils.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue d'été à l'Opéra.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : l'Histoire merveilleuse d'un gagnant du Lot dont la façade se transforme accidentellement en l'endemain du tirage.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chicote.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : l'Écho du silence ; 22 h : Va ma Terre quelle belle idée.
ELDORADO (206-23-50), 20 h 45 : le Don Juan de la Croix.
EDOUARD-VU (742-57-49), 21 h : Mademoiselle Julie.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Louise Emma.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 15 : la Bon-Tienne aux cendres ; 21 h 30 : Toutes à tuer.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-28 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 14 octobre

ESPACE-MARAIS (584-09-31), 20 h 30 : Transes Hétéles.
ESSAÏON (278-46-42), 19 h : Pas moi ; 21 h : Agnès.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
GAITE-MONTMARNASSE (322-16-18), 20 h 15 : Comment devenir une mère jure en dix leçons ; 22 h : la Femme Libérée.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eyes - A Private Ear.
RUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Camarade chère ; 20 h 30 : la Leçon - Absconditissima.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un assassin.
LIÈRE - THEATRE (586-55-43), 20 h 30 : la Colonne pénitencière.
LUCYENNAIRE (544-57-34), 1 : 18 h 30 : Calamita ou le supplice de Pizarr ; 20 h 30 : l'Enfer ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; 22 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Vierge de Coton ; Petite salle, 18 h 30 : la Putain libérée ; 19 h 45 : Mouvement vère ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.
LYS MONTMARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Vendredi, jour de liberté.
MARAIS (278-05-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : les Sales Mêmes.
MICHEL (265-55-22), 21 h 15 : On dînait au lit.
MECHONÈRE (742-65-22), 20 h 30 : le Vais voyageur.
MOGADOR (285-43-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTMARNASSE (320-89-90), Petite Salle, 21 h 15 : l'Astronome.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Enfer.
OUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jean.
POCHE-MONTMARNASSE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.
PORTE-ST-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.
POINTE (261-44-16), 20 h 45 : le Si-gneur Paganini.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Boulevard.
SAINT-GEORGES (874-74-37), 20 h 45 : Ma vedette américaine.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (225-35-10), 20 h 45 : Cami.
STUDIO FORTUNE, 21 h : Dans un siècle ou deux.
TAI TH D'ESSAI (278-10-79), L 20 h 30 : Tartuffe ; L 20 h 30 : Fando et Lys.
THEATRE DYEDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
TEMPLEDES (278-91-15), 20 h 30 : Chacun son monde d'été.
THEATRE A-BOURVILLE (373-47-84), 21 h : les Danes de fer ; 22 h : Y'en a marre, ez vous ?
THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Histoire de jouer ; 20 h 30 : l'Orchestre ; 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THEATRE DE MENILMONTANT (606-97-67), 20 h 30 : Zéro.
THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : les Crocodiles.
THEATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Sorcières ; 20 h 30 : Macbeth (voir aussi Festival d'automne).
THEATRE DE LA PLATINE (843-32-25), 20 h 30 : le Dîner bourgeois.
THEATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.

La danse
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : De l'autre côté de la Lune.
MUTUALITÉ (344-54-44), 21 h : Festival Baucasta.
THEATRE 18 (226-47-47), 20 h : Déjà, déjà.

Les concerts
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Y. Boukoff (Chopin, Liszt).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim, sol. : V. Ashkenazy (Beethoven).
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 45 : L. Kravitz, N. Alexandre, A. Lachaux.
FIAP, 20 h 30 : Eoche-Duval (Gallé, Bach, Villa-Lobos).
CRYPTÉE SAINT-AGNES, 20 h 30 : W. Parrot.

Les festivals
FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)
THEATRE DE LA BASTILLE (357-42-14), 21 h : le Gardien de tombeau.
TH. FONTAINE (874-82-34), 22 h : le Frigo.
GENÈVEVILLIERS, Théâtre 1793-26-30, 20 h 45 : la Robe de chambre de G. Bachelin.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philippe (243-00-59), 20 h 30 : Corvantes Intermedia.
THEATRE DE PARIS (280-09-30), Grande salle, 20 h 30, Macbeth. Petite salle, 20 h 30 : Sorcières.
BOUFFES-DU-NORD (239-34-50), 20 h 30 : Absorption.
CENTRE G.-POMPIDOU (274-42-19), 20 h 30 : Dans Reiz.
FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE église (973-92-92, p. 340), 20 h 30 : Maltrise de l'abbaye de Westminster, dir. : S. Preston (Gibbons, Purcell, Parry...).

du 14 au 27 octobre à 20 h 30
SHAKESPEARE AU LYCÉE
par le Théâtre du Campagnol au Lycée Buffon 18 bd Pasteur 15°
Loc : 3 fnac

de l'abbaye de Westminster, dir. : S. Preston (Gibbons, Purcell, Parry...)
VITRY, Théâtre Jean-Vilar (681-68-67), 21 h : Deller Comert (Byrd, Dowland).
RUEL-MALLMAISON, église Saint-Pierre-Saint-Paul (749-71-22), 20 h 30 : Orchestre de chambre B. Thomas, dir. : B. Thomas (Händel, Bach).
PARIS, église Saint-Germain-des-Prés (973-92-92, p. 340), 20 h 30 : Maltrise de l'abbaye de Westminster, dir. : S. Preston (Gibbons, Purcell, Parry).

PREMIER FESTIVAL INTERNATIONAL DE COMEDIA DELL'ARTE DU VAL-DE-MARNE (678-98-29)
FONTENAY-SOUS-BOIS, salle Jacques-Brel (877-73-00), 20 h 30 : Il Tavoilino Pazzo.

GENTILLY, salle des Fêtes (581-11-45), 20 h 30 : la Finta Ammalata.
ORLY, salle Aragon-Triest (687-33-66), 20 h 30 : Le farce della commedia dell'arte.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h : Carmen, de E. Lubitch ; 19 h : cinéma technosovétique : le Vent dans la poche, de J. Soukup ; 21 h : Lillian Gish : le Chapeau de New-York ; l'Invincible Ennemi ; The Burglar's Dilemma ; Cour d'Assises ; The Lady and the Monster ; The House of Darnley, de D.-W. Griffith.
REAUBOURG (278-35-57)
15 h : d'après Stefan Zweig : le Conte des échecs, de G. Oswald ; 5° festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain : 17 h : De vent et de feu, ou à propos de « Erendide » ; Promenade avec Borges, de A.-G. Videla ; 19 h : On a tué Venancio Flores, de J.-C.-R. Castro.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Gaumont Halls, 1e (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hauteville, 6e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (232-57-97) ; Colisée, 8e (539-25-40) ; George V, 9e (150-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-57) ; Faubourg, 13e (331-60-74) ; Miroir, 14e (339-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Jillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Maynil, 16e (325-27-06) ; Paris Clichy, 19e (522-46-01).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aut. v.a.) : Cinépolis, 6e (633-10-82).
L'ARGENT (Fr.) : Lucerna, 6e (544-57-34).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1e (233-63-65) ; Berlitz, 5e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-57-34).

MAISON DES ARTS ANDRÉ MALRAUX CRETEIL
DIRECTION JEAN MCLOCK
du 14 au 26 octobre
10 représentations exceptionnelles
Babel Babel
chorégraphie
Maguy Marin
Ballet Théâtre de l'Arche
Maguy Marin a frappé gros et fort. Marcelle Michel LE MONDE
Le spectacle est passionnant et é ne pas manquer.
René Sirin LE FIGARO
Un incomparable tableau de société où le chorégraphie ne ménage ni la satire ni l'humour.
Lise Brunel LE MATIN
Maguy Marin s'est taillé un domaine exceptionnel à cheval entre le théâtre et la danse.
Rapahel de Gubemais LE NOUVEL OBSERVATEUR
Place Salvador Allende tel. 399.34.50
M° Créteil Préfecture

UNE COMÉDIE ÉTINCELANTE...

PARIS MATCH

Attention
UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE!

Gagnez votre Piano

15 oct. 15 nov.
Dans un décor-jardin de 1000 m², votre piano, le nouveau piano droit Daniel Magne (N), valeur 24.370 F, vous attend. Venez, inscrivez votre nom sur un bulletin et déposez-le dans l'urne, c'est tout. Le tirage au sort du 16 nov. fera peut-être de vous l'heureux gagnant.

ESPACE PIANOS DANIEL MAGNE
17, Av. Raymond Poincaré, Paris - 553 20 60 M° Trocadéro
* Fin Tirage au 16 oct. 83

150 150 150

N
son départ d'Antenne
rien ?

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 14 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

h 35 Variétés : **Porte-bonheur**.
Emission de P. Sabatier et R. Grambach.
Avec Sylvie Vartan, Gilbert Bécaud, Enrico Macias.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

EUROPE 1

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 1

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 2

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 3

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 4

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 5

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 6

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 7

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 8

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 9

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 10

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 11

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 12

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 13

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 14

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 15

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 16

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 17

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 18

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 19

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 20

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 21

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 22

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 23

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

FRANCE 24

h 35 **Feuilleton** : Les brigades du tigre.
Rim et le tigre. Réal V. Vieux.

Film français de S. Guity (1936), avec S. Guity,
M. Moreno, J. Delubac, P. Carton (N).

Cambronne, général en retraite, est marié à une
Anglaise qui, six ans après Waterloo, cherche à lui faire
dire le mot - pour elle mystérieux - qu'il a lancé à la
face des cosaques le soir de la bataille. Un avertissement
d'esprit, d'ironie, d'allusion, un divertissement
théâtral filmé dans un petit cadre, Jacqueline
Delubac n'y est pas tout à fait muette !

DEUXIÈME CHAÎNE : FR 3

h 35 **Vendredi** : SIDA, fléau du siècle.
Magazine d'information d'A. Campana.

Une maladie qui bouleverse l'Amérique, où certains
considèrent déjà que c'est un fléau de Dieu. J.-
Cl. Dendau et A. Taleb ont tourné aux États-Unis, inter-
rogés des homosexuels victimes du SIDA. Le point actuel
des connaissances et des recherches. Avec de nombreux
professeurs et spécialistes.

h 30 **Journal**.
h 30 **Flash 3**.
Magazine de la photo de J. Bardin, P. Dhostel et
J. Egan.

h 35 **Prélude à la nuit**.
Sonate en la mineur, de Beethoven, par A. Bene-
detti. Michelangelo, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

h 17 h 8 **Feuilleton** : A skis redoublés.
h 17 h 30 **Docuville**, un peuple en lutte.
h 18 h 30 **Magazine** : Libéralités.

h 18 h 55 **Informations**.
h 19 h 10 **Saturnin et Cie**.
h 19 h 15 **Informations régionales**.
h 19 h 35 **Feuilleton** : Les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

h 20 h **Émission médicale** (en liaison avec l'émission de
TF 1) : le cancer de l'utérus ; les grains de beauté ; les
implants du cristallin.

h 21 h 30 **Black and blue** : le jazz au cinéma.
h 22 h 30 **Nuits magnétiques**.

FRANCE-MUSIQUE

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

h 22 h 15 **Fréquence de nuit** : œuvres de Ashley, Offenbach,
Ligeti, Ravel, Xenakis, Scriabine, Piazzola, Berlioz,
Bach, Takemitsu.

FRANCE 1

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 2

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 3

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 4

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 5

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 6

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 7

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 8

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 9

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 10

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 11

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 12

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 13

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 14

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 15

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 16

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 17

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

FRANCE 18

h 20 h **Concert** (en direct du Baar Sporthalle) : **Ernst-
Ludwig Geknecht**, **Verlassen**, **Verzichtet**, de Huber, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, la Schola
Cantorum de Stuttgart et le chœur du Sudfunk, dir.
H. Franz, B. Renne, K. Jan, A. Tansky, M. Bamert,
sol. A. Haenen, P. Yoder, T. Mair ; vers 21 h 40, **Due
Espressioni**, de Nono, **Punkte** pour orchestre, de Stock-
hausen par l'Orchestre symphonique du Sudfunk, dir.
H. Rosbaud, P. Boulez.

Naissances

— Françoise et Lucien
GRANDJEAN ont la joie d'annoncer
l'arrivée de

Florent,

au foyer de Dominique et Olivier, le
2 octobre 1983.

10, avenue Paul-Déroutelle,
94300 Vincennes.

Décès

— Nimes. Paris. Bernis. Saint-Gilles.

— M^{me} François Appy,
M^{me} Henri Conté,
Charles et Gisèle Durand,
ex-veuve Henri Appy,
Emmanuel et Céline Appy
et leurs filles,
Olivier Appy,
William et Marie-Christine
Hallmeyer-Appy et leur fils,
Stéphane Durand,
Dolores et Chloé Appy,
ont la douleur de faire part du décès de leur
petit-fils, fils, frère, époux et père,

Jean-Michel APPY,

à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu à Nîmes en
l'église Saint-Joseph des Trois-Piliers, le
lundi 17 octobre 1983 à 16 heures.

Inhumation au cimetière Saint-
Baudille à Nîmes.

101, impasse Rabassane,
Castelnau, Nîmes.

— Le professeur et M^{me} Michel
Bellet. Le professeur et M^{me} Didier Bellet,
M^{me} Richard Cazes et M^{me},
née Roselyne Bellet,
M^{me} Mercier, née Nancy Bellet,
Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Petit,
M^{me} et M^{me} André Lafitte,
Le docteur et M^{me} Louis Armand
et leurs enfants,
Les familles Barbas, Girard et
Cazes,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel de

docteur Pierre BELLET,
croix de guerre 1939-1945,

et de son épouse,

M^{me} BELLET,
née André Petit,

survenu le 7 octobre 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
lundi 10 octobre 1983 en l'église Saint-
Etienne d'Aligreuil.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité
au cimetière d'Aligreuil (Charente-
Maritime).

28, rue de Deuver,
92900 Brétigny,
1, place de l'Aouta,
31130 Fonzeviesse,
4, place Esther-Lacroix,
78400 Chateaufort.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M. Robert CARRIÈRE,
ingénieur Arts et Métiers,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,

survenu le 2 octobre 1983, à l'âge de
soixante-seize ans.

De la part de
M^{me} Robert Carrière,
son épouse,
Michel et Anne-Françoise Carrière,
Mathilde, Lucile, Rémy,
Odile et Philippe Molina-Lira,
Sébastien, Camille,
Elisabeth Carrion,
Yves Carrière, Céline, Flavien,
ses enfants et petits-enfants,
Amick et Daniel Verney,
Anne, Jérôme,
Nicole et Michel Adam,
Emmanuel, Raphaël,
ses sœurs et neveux,
M^{me} André Carrière,
M^{me} René Cossanet,
ses sœurs,
Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le 5 octobre
1983 en l'église Saint-Martial de
Châteaufort-sur-Loire.

32, rue Vallée-Colloin,
45110 Châteaufort-sur-Loire.

— Le président-directeur général,
Les membres du conseil d'administra-
tion,
La direction et le personnel de la
Société Baudin-Châteaufort,
ont le regret de faire part du décès, le
2 octobre 1983, de

M. Robert CARRIÈRE,
ingénieur Arts et Métiers,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,
administrateur de la société,
ancien vice-président-directeur général,

survenu le 4 octobre 1983, à Nantes.

— M^{me} Zabulon Sebban,
Jacqueline et Henri Pasmentier,
Robert et Liliane Sebban,
Alain et Rosette Sebban,
Jean Sebban,
Rebecca et André Majster,
Fernand et Mado Sebban
et leurs enfants,
Les familles Assouline Sebban et
Cherqui,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Zabulon SEBBAN,
rabbin, aumônier militaire,
survenu à Paris, le 13 octobre 1983, en
son domicile.

L'inhumation aura lieu le 14 octobre
1983 à Lunéville, à 13 h 30.
Domicile, 34, rue de Clichy,
75009 Paris.

— Les obsèques ont eu lieu le mercredi
5 octobre en l'église de Châteaufort-
sur-Loire (Loiret).

B.P. 19,
45110 Châteaufort-sur-Loire.

</

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,86
IMMOBILIER	33,60	39,86
AUTOMOBILES	33,60	39,86
AGENDA	33,60	39,86

L'immobilier

appartements ventes

- 4^e arrdt**
ILE SAINT-LOUIS
 Quai de Bourbon
 App. de gde classe, 185 m²,
 2 bns, 2 sds, 2 chbrs,
 DORESSAY, 624-83-33.
- 5^e arrdt**
STUDIO TT CFT
 Belle rénovation, 354-42-70.
- 6^e arrdt**
SEVRES BABYLONE 200 m²
 7 p., 3 w.c., 2 bns, 2 chbrs,
 1.990.000 F. 2001,
 vendredi, samedi 15 h à 17 h,
 17, rue de Sévres, 4^e ét. asc.
- M^{me} DOEDN**
 Bon imm., calme, poutres, en
 duplex, 4 p., entrée, salle à
 manger, cuis. équipée, 1 chbr.,
 bain, ch. central ind.,
 17, rue Saint-Sulpice,
 Sam., dim., lundi 14/17 h.
- 9^e arrdt**
RUE RODIER 3 P.
 dans très bon imm., 5^e ét. sans
 asc. Prix: 580.000 F.
DEMICHIEL
 T. : 873-50-22 et 47-71.
 Propriétaire vend chambre de
 bonne bel im., sud/jardin,
 57-GEORGES, 000 F CFT,
 874-84-89 sam. 8 à 12.
- 10^e arrdt**
GRANDS BOULEVARDS
 Dans bon imm., 7^e ét. 3 p., séjour,
 38 m², a/rue et cour, cuisine
 équipée, P. 1.180.000 F.
 SIMRA - 355-08-40.

appartements ventes

- 11^e arrdt**
M^{me} VOLTAIRE
 2 p., 1 chbr., bon imm., ancien,
 placement idéal, 224.000 F.
LERMS. 355-58-88.
- M^{me} SAINT-AMBOISE**
 3 p., 1 chbr., rue, bon imm.,
 appartement rénové, 425.000 F.
LERMS. 355-58-88.
- 12^e arrdt**
M^{me} MICHEL BIZOT
 Imm. récent, 11 p., 7 chbrs, sur-
 face, entrée, cuis., bain, bds,
 soleil, prix intéressant
 91, rue de Valenciennes
 sam., dim., lundi 14/17 h.
- 13^e arrdt**
86, bd VINCENT-AURIOU
 Imm. pierre de 1, petit 2 p.,
 entrée, cuis., w.c., à rénover,
 a/jardin. Prix intéressant. Sa-
 medi, dimanche 14/17 h.
- 14^e arrdt**
M^{me} DORFET 8, rue Lalande,
 520-13-87. Direct. potins,
 3 p., entrée, cuis., bain, bds,
 Pavillon à rénover, 350.000 F.
 V. 18 h-18 h. Samedi, dimanche.
- M^{me} MOUTON-DUVERNET**
 Bon imm., petit studio, 2^e ét.,
 entrée, cuis., s. d'eau, w.c.,
 PRIX INTERESSANT
 20, rue Bédard
 Samedi, dimanche 14-17 h.
- 15^e arrdt**
M^{me} EMILE-ZOLA
 33, RUE FONDARY
 Liv. + 3 chbrs + pde ter-
 rasse. Vend. sam. 14 h-18 h.
- RÉPUBLIQUE**
 Dans bon imm., rénové gd
 2 p., rénové, 68 m² sur
 rue et cour. A. 485.000 F.
 SIMRA. 355-08-40.
- 16^e arrdt**
ÉGLISE D'AUTEUIL
 CHARMANTE MAISON
 Plain soleil en façade a/rue,
 CALME, 7 p., 14-5 chbrs, gar-
 age, P. 1.100.000 F.
 SAINT-PIERRE, 663-11-68.
- 16^e ÉTOILE RARE**
 Récent, Gd p., 2 chbrs,
 1.025.000 F. 253-32-09.
- 18^e arrdt**
 Charming 2 p., 44 m.,
 310.000 F. Imm. stand.
 354-95-10. Samedi 13/17 h.
 14, r. des Carpes.
- 20^e arrdt**
GAMBETTA Bon immeuble
 3^e et dernier ét. TRÈS BELLE
 Résidence, 45, 46 chbrs
 106 m² + part.
DEMICHIEL
 873-50-22 et 47-71.
- CRÉTIL ÉGLISE**
 App. de 2 p., 1 chbr.,
 3-4 p., 1 chbr., 1 s.d., V.D.
 Résidence, 45, 46 chbrs
 106 m² + part.
 P. 1.100.000 F.
 MONTVAL, 535-18-08.
- 91 - Essonne**
 A vendre dans résidence calme,
 appartement 60 m², 2 p.,
 cave, garage, Tél. 898-28-87
 le soir pour rendez-vous, voir
 à Savigny-sur-Orge (Essonne).

A 200M de PARIS 2
Les Allées du Roy
 Au Chesnay, la CAPRI construit une petite
 résidence de 2 luxueux immeubles du 2 au
 5 pièces. Un emplacement exceptionnel dans
 un domaine de 5 ha plantés. Des prestations
 de grand standing, vaste séjour, balcon ou
 jardin privatif. Des commodités toutes proches
 avec le Centre Commercial de PARIS 2 et les
 écoles. Un investissement de classe.

Capri
 Au Chesnay
 955.49.40

locations non meublées demandes

- Paris**
 Nous recherchons en location
 surpeu près de la gare d'Orléans
 Paris proche banlieue. C'est-à-
 dire destinée à loger des ce-
 dants supérieurs en mode
 d'UNE. SÉRIEUSE AD-
 MINISTRATION. 504-01-34, p. 12.
- Jne interne des hôpitaux de**
 Paris recherche studio ou
 2 p., 2.000 F. max. charges
 comprises. Sud Paris. Tél.
 après 19 h. 889-73-01.
- Région parisienne**
 Recherche pour CADRES
 de 2 p., 2.000 F. max. charges
 comprises. 10.000 F. 283-57-02.
- bureaux**
Colisée-Élysées
 BUREAUX DE SOCIÉTÉS
 DOMICILIATIONS
 A/R. 350 F. PAR MOIS
 283-57-02.

pavillons

- NOGENT S/MARNE**
 Quartier résidentiel
 EXCELLENT PAVILLON
 50 m² 4 p., 4/5 chbrs bain
 1.200.000 F. 253-32-09
 AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
 A SAISIR
DEMICHIEL
 873-50-22 et 47-71.
- BALAINVILLIERS**
 PAVILLON PLAIN-PIED, TOUT
 CONFORT 7 PIÈCES, TERRAIN
 400 m². Prix: 838.000 F.
- ETI**
 448-98-23, ouvert le dim.
- villas**
ST CLOUD-RESIDENTIEL
 magnifique maison de maître
 300 m² habitables, terrasses,
 Jardin 1700 m² 2.500.000 F.
 GAREL - 867-22-85.
- 30 km Paris Est, prov. gère**
 R.E.P. centre ville, villa, 11
 confort, 250 m² sur 1 ha.
 terrain plat, 2000 m² de
 terrain. Tél. 007-57-71.

propriétés

- 70 km NATIONALE 12**
 18.000 m²
MOULIN
 2 p., 2 chbrs, 1 chbr.,
 1.900.000 F. 253-32-09
 1971-44-84 ou 357-71-84.
- SOLOGNE NORD**
 A VENDRE
 MAISON CONFORTABLE 10 PIÈCES
 7.5. 520.000 F. 253-32-09
 HA, beau parc, panorama un-
 que. Poss. acheter 15 HA
 dans état 2 HA. 5000 F.
 N° 201895 à AG. HAVAS
 619 45005 ORLÉANS CDEX.
- SOLOGNE**
 A VENDRE
 BONNE TERRE DE CHASSE
 de superficie variable, avec
 grand étang, en bordure de
 N° 201895 à AG. HAVAS
 619 45005 ORLÉANS CDEX.
- MOULIN ANCIEN**
 Rénové 5 pièces, 2 chbrs,
 300 m² habitables
 2 HA DE TERRE BEAU TERRAIN
 1000 m² 1.500.000 F.
 DEMICHIEL
 873-50-22 et 47-71.
- SOLOGNE DES ÉTANGS**
 A vendre dans propriété de
 120 ha, 2000 m² de
 2000 m² de 3 ha, 10
 hectares de terre, possibi-
 lité de 1000 m² de 1000
 N° 201895 à AG. HAVAS
 619 45005 ORLÉANS CDEX.
- viagers**
F. CRIZ 266-19-00
 8, rue de la Bouteille,
 Paris 13.
 Prix réduits, garanties.
 Étude gratuite offerte.

OFFRES D'EMPLOIS

- Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.
- UGINE ACIERS - groupe Saeclor**
- **INGENIEUR ETUDES ACIERIE** Réf. VM 11477 U
 - **INGENIEUR D'EXPLOITATION LAMINOIRS** Réf. VM 11477 V
 - **RESPONSABLE METHODES ET MISES AU POINT METALLURGIQUES** Réf. VM 11477 W
 - **INGENIEUR TRAVAUX NEUFS** Réf. VM 11477 X
 - **INGENIEUR DE RECHERCHE** Réf. VM 11477 Y
 - **MATRIA MICRO SYSTEMES**
 - **INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT** Réf. VM 19893 D
 - **INGENIEURS ELECTRONICIENS RESPONSABLES DE PROJET MATERIEL OU LOGICIEL** Réf. VM 19893 E
 - **Informaticien Industrielle**
 - **INGENIEUR LOGICIEL** Spécialiste Télécom Réf. VM 19893 L
 - **INGENIEUR** B.T.B. Généraliste ou chimie textile Réf. VM 9833 A
 - **CHIEF COMPTABLE** Centre Ouest Réf. VM 21867 D
- Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.
- GROUPE EGOR**
 8 rue de Berni 75008 Paris

appartements achats

- CRÉTIL 200 m² métro**
 studios, studios, 2 p.
 A PARTIR DE 190.000 F.
- Location-vente possible**
 PRÉTS CONVENTIONNELS
 POSSIBLES
 Magnifique villa neuve, 7
 Les ARCADES, avenue G.
 de Gaulle/rue Euler
 Tous les jours sauf mardi et
 mercredi. Tél. : 393-87-12 ou
 SRVIM : 600-72-00.
- AGENCE DE L'ÉTOILE**
 rue de la République 33
 VILLA BANQUE OUEST
 SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES
 A VENDRE OU A LOUER
 380-28-08.
- SAINT-PIERRE**
 RECHERCHE
 TRÈS BEAUX APPARTE-
 MENTS ET QUAI ST PIERRE
 563-11-88
 28, rue WASHINGTON-P.
- URGENT RECHERCHONS**
 Pour notre clientèle
 3 studios, quatre 2 p., quatre
 3 p., deux 4/5 p. de bon
 état, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et
 20^e arrdt. SIMRA. 355-08-40.
- Collab. Journal recherche**
 appartement 4 pièces à
 Bourcelles, 450.000 F.
 Téléphone: 255-43-54
 (après 20 heures).
- ETUDE RIVE GAUCHE**
 122, bd Raspail - Paris-6^e
 Téléphone: 222-70-83
 Rech. URGENT pour clientèle
 Appartements : 5, 6, 7.

locations meublées offres

- Région parisienne**
NOGENT-S/MARNE
 800 m R.E.P. ET SOUS
 1 km gare, 30 m St-Lazare
 Rue calme, plein soleil,
 construction grand loc., 3
 chbrs, 2 bns, 2 sds, 100 m²,
 25 m² balcon-terrasse. Gar. en
 sous-sol, chauff. individuel
 7.000 F + ch. très réduites.
DEMICHIEL
 873-50-22 et 47-71.
- A LOUER**
EXCEPTIONNEL
 VENUEUL-SUR-SEINE
 1 km gare, 30 m St-Lazare
 CADRE BOISÉ
 Magnifique villa neuve, 7
 chbrs, 2 bns, 2 sds, 100 m²,
 25 m² balcon-terrasse. Gar. en
 sous-sol, chauff. individuel
 7.000 F + ch. très réduites.
 L'après-midi, 19 h à 19 h
 LAQUAL, S.A. 14 h à 19 h
 (sauf mardi et mercredi)
 Tél. : 871-72-81.
- Près de Dreux, 65 km de**
 Paris, PAVILLON 65, style fa-
 vorable, tout confort (chauff.,
 élec.), 3 p., 2 chbrs, 100 m²,
 grand sous-sol (garage 3 voitures),
 1200 m² terrain, 1000 m² de
 1971-44-84 ou 357-71-84.
- 94-JOINVILLE**
 Prop. RER, part. 105 p. 105,
 112 m² + loggia, gd stand,
 2 bns, 2 w.c., cave, 1 bon,
 cuisine, P. 4.100 + charges.
 Tél. : 825-24-20, p. 86.
 942-35-06 de 17 à 21 h.
- CHARENTAIS, P. 6.500 F/m.**
 8 p., 4 chbrs, 100 m², 100 m²,
 140 m² + gar., chauff. cent. gaz,
 1000 m² de terrain, 1000 m² de
 1971-44-84 ou 357-71-84.
- locations meublées demandes**
Paris
 Magnifique chambre 2 p. ou
 studio, 8^e arrdt ou intramuros.
 Tél. : (16-79) 36-83-83.
- Région parisienne**
 Jeune fille sérieuse cherche
 chambre chez particuliers
 4 jours par semaine. Versailles.
 Tél. : 041-24-49 (après 19 h).

locations meublées offres

- Région parisienne**
NOGENT-S/MARNE
 800 m R.E.P. ET SOUS
 1 km gare, 30 m St-Lazare
 Rue calme, plein soleil,
 construction grand loc., 3
 chbrs, 2 bns, 2 sds, 100 m²,
 25 m² balcon-terrasse. Gar. en
 sous-sol, chauff. individuel
 7.000 F + ch. très réduites.
DEMICHIEL
 873-50-22 et 47-71.
- A LOUER**
EXCEPTIONNEL
 VENUEUL-SUR-SEINE
 1 km gare, 30 m St-Lazare
 CADRE BOISÉ
 Magnifique villa neuve, 7
 chbrs, 2 bns, 2 sds, 100 m²,
 25 m² balcon-terrasse. Gar. en
 sous-sol, chauff. individuel
 7.000 F + ch. très réduites.
 L'après-midi, 19 h à 19 h
 LAQUAL, S.A. 14 h à 19 h
 (sauf mardi et mercredi)
 Tél. : 871-72-81.
- Près de Dreux, 65 km de**
 Paris, PAVILLON 65, style fa-
 vorable, tout confort (chauff.,
 élec.), 3 p., 2 chbrs, 100 m²,
 grand sous-sol (garage 3 voitures),
 1200 m² terrain, 1000 m² de
 1971-44-84 ou 357-71-84.
- 94-JOINVILLE**
 Prop. RER, part. 105 p. 105,
 112 m² + loggia, gd stand,
 2 bns, 2 w.c., cave, 1 bon,
 cuisine, P. 4.100 + charges.
 Tél. : 825-24-20, p. 86.
 942-35-06 de 17 à 21 h.
- CHARENTAIS, P. 6.500 F/m.**
 8 p., 4 chbrs, 100 m², 100 m²,
 140 m² + gar., chauff. cent. gaz,
 1000 m² de terrain, 1000 m² de
 1971-44-84 ou 357-71-84.

l'agenda du Monde

formation professionnelle

- DEVEZ-INGENIEUR**
EN INFORMATIQUE OU ELECTRONIQUE
- Vous êtes salarié ou demandeur d'emploi, vous avez une
 expérience professionnelle et vous avez au niveau de fin
 d'études de 1^{er} cycle. Vous pouvez entreprendre une
 formation débouchant sur un diplôme national (diplôme
 d'ingénieur, DESS, DEA).
- Le Ministère de la Formation Professionnelle lance un
 programme pour former 1.100 ingénieurs en informatique
 ou électronique d'ici à 1985.
- Les stages doivent commencer entre novembre 1983 et
 janvier 1984. Leur durée est de 1 à 2 ans. Agréés par
 l'Etat, ils vous permettront de bénéficier d'une
 rémunération.
- Les écoles d'ingénieurs et certaines universités participent
 à ce programme. Si vous êtes intéressé, vous pouvez en
 obtenir la liste auprès du :
- Service Formation de l'IAPEC, 11, rue Leroux,
 93016 PARIS. Tél. 502-13-30;
 - Service Diffusion du Centre INFPO, Tour Europe,
 Codex 07, 92080 PARIS LA DÉFENSE.

emplois régionaux

- AVOCAT STAGIAIRE**
 Soire n° 831 à :
 AGENCE HAVAS
 B.P. 490, 57070 METZ Cedex.
- CYTOTECHNICIEN (NE)**
 Confirmé (si)
 Bordeaux urgent (très bonnes
 conditions de travail).
 Ecrire sous le n° 1 042827 M
 RÉGIE-PRESSE
 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

- IMBERT**
 Désire P.P. Paris 067
 habité 0.0.
 CHAUFFEUR DE MAÎTRE
 (Directeur, délégué,
 étranger) et tous voyages
 privés et officiels.
 PARIS - PROVENCE
AGENT DE LIAISON
 Spécialiste des démarches
 auprès des Ambassades et
 grandes Administrations
CONVOYEUR MATÉRIELS
 Documents et matériels
 FRANCE ET ÉTRANGER
Tél. 822-95-52
- J.F. expérimenté, ch. emploi**
 J.F. stable dans restauration,
 12 ans d'expérience, 15000 en-
 treprises, sachant faire la cuisine.
 Env. s/m 8.544, le Monde Pub.,
 service ANNONCES CLASSEES,
 5, rue des Halles, 75008 Paris.
- Elève de première année de**
 l'Institut supérieur de gestion
 recherche stage conventionné
 dans une entreprise, rémunéré
 ou non, pour la période du
 23 janvier au 9 avril. Env. s/m
 75017 Paris. Tél. : 574-31-44.
- J.M. 21 ans, délégué des C.M.**
 Permis poids lourd - recherche
 emploi stable.
 Env. s/m 5.545, le Monde Pub.,
 service ANNONCES CLASSEES,
 5, rue des Halles, 75008 Paris.
- Directrice littéraire, ass. à di-**
 rector littéraire pour collabo-
 rer/écrire Sud de la France ou
 Paris - Catherine Basset, 98,
 bd de Clichy, Paris 18^e
 254-91-64 le soir.

automobiles

- de 5 à 7 C.V.**
 Voie Fiat 128 rouge, 82,
 11.000 km, P. 18.000 F.
 Tél. 825-24-20, p. 86.
 Dom. : 721-38-19.
- divers**
HONDA
 216, AV. JEAN LOUVE
 (N3) - 93500 PANTIN
 840.69.87
- SUPERCAR'S**
 à partir de 880 F HT
- EQUIPEMENTS**
 4 x 4
 personnalisés
- Siège-banquette**
 (louchette rabattable)
TOUS VÉHICULES
 à partir de 880 F HT
 transformations - blindage
 CARROSSERIE INDUSTRIE
PEEA 83-87-DENIS
 820-18-82 et 839-22-50.

Sanitaires

- CABINE DE DOUCHE**
 Prévo 4 raccorder, tout équipé
 sur 190 F seulement.
 SAINT-DENIS, 21, rue de l'Indus-
 trielle, Paris 93. Ouvert le
 samedi. - Tél. : 222-44-44.
- Télévision**
SPEC MOIS OCTOBRE
 N.B. à partir de 100 F
 Couleurs à partir de 600 F
 Tél. 681.48.92
 2 magasins
 dans PARIS
- Jeune fille**
au pair
 Au pairs et hôtes payants
 chez familles françaises. Tél.
 258-71-40 A.M. de 14 à 19 h.
- Mode**
ACHAT OR
 PIÈCES OR ET ARGENT.
 OR DENTAIRES, DENTIERS
 BIJOUX MEME ABIMES
DE 60 à 120 F LE G.
L'ÉMERAUDE
 2 bis, rue Maier, Paris 7^e, face
 au 185, rue de l'Université,
 14000 F. 253-32-09
 Tél. : 705-99-95 +
 2. bd Desbrières, Paris 17^e,
 M^{me} PORTE DE SAINT-OUEN
 Tél. : 627-56-39 +
 Prévoir pièce d'identité et justifi-
 catif de domicile. Ouvert du
 mardi au samedi.
- Carrelages**
OIRET USINES
 80 CHOK - TOUTES MARQUES
 SOCIÉTÉ - 397-08-46 + 4
 113, av. Faidherbe - Paris 11^e.
- Décoration**
PAPYRUS D'ÉGYPTÉ
 1000 m² de 25 à 420 F - 85, rue
 Michel-Ange, 75016/661-61-07.
- Hygiène**
ATAO
 DISTRIBUTEUR DE SAVONS
 • Liquide
 • Poudre
 • Crème
 De 0,5 à 1 l.
 - Petit matériel sanitaire
 savons
 - Papier hygiénique
 - Savons-mains papier
 - Déodorants
 - Pour bureaux, usines, admi-
 nistrations
 83, rue Auguste-Guilem
 92250 La Garenne-Colombes.
 782-61-90
- Moquettes**
A SAISIR
MOQUETTE 100 %
PRIX POSÉE 93,50 F TTC
 la m²
 Téléphone : 858-81-12.
- Photo**
 Vente appareil de pro., obj.
 Dufrenoy, 1000 F. 253-32-09
 plus plaques photo, var. 100 F
 et positif même. 1000 F.
 M^{me} Veron
 (33) 45-22-22
- Radio-Hi-Fi**
 Vende appareil de pro., obj.
 Dufrenoy, 1000 F. 253-32-09
 plus plaques photo, var. 100 F
 et positif même. 1000 F.
 M^{me} Veron
 (33) 45-22-22
- Troisième âge**
92 - RENÉE PASTEUR
 offre chambre 2 p., forêt
 6.500 F/mois. 794-97-70.
- vacances**
Tourisme
Loisirs
 Vacances river. 7 Lacs,
 Dauphiné, 1000 F. 253-32-09
 au 23/10 - Tél. : 535-76-87.

Bitume

- FABRICANT SPORTWEAR**
HOMMES - FEMMES - ENFANTS
 PARIS
 42, Rue de la Foie Méricourt 75011 Paris Tél. 338.20.30
- Moquettes**
A SAISIR
MOQUETTE 100 %
PRIX POSÉE 93,50 F TTC
 la m²
 Téléphone : 858-81-12.
- Photo**
 Vente appareil de pro., obj.
 Dufrenoy, 1000 F. 253-32-09
 plus plaques photo, var. 100 F
 et positif même. 1000 F.
 M^{me} Veron
 (33) 45-22-22
- Radio-Hi-Fi**
 Vende appareil de pro., obj.
 Dufrenoy, 1000 F. 253-32-09
 plus plaques photo, var. 100 F
 et positif même. 1000 F.
 M^{me} Veron
 (33) 45-22-22
- Troisième âge**
92 - RENÉE PASTEUR
 offre chambre 2 p., forêt
 6.500 F/mois. 794-97-70.
- vacances**
Tourisme
Loisirs
 Vacances river. 7 Lacs,
 Dauphiné, 1000 F. 253-32-09
 au 23/10 - Tél. : 535-76-87.

Les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale

Les interventions politiques et les protestations pour les élections du 19 octobre se multiplient. M. Jacques Chirac, au cours d'une conférence de presse, a demandé jeudi 13 octobre aux Français de voter pour F.O., la C.G.C. ou la C.F.T.C. « afin de ne pas confier la Sécurité sociale à des administrateurs politiques à l'échec ». Dénouant « la pagaille » dans le recensement des électeurs, il a insisté

« l'incapacité du ministre des affaires sociales ». De leur côté, constatant les omissions sur les listes électorales de la région parisienne, les unions régionales C.G.T. et C.F.D.T. ont protesté contre l'attitude de certains tribunaux d'instance qui refusent de prendre en considération les demandes d'électeurs omis. La C.G.C. a « demandé instamment » au ministre des affaires sociales de « prendre les dispositions nécessaires pour que

tous ceux qui ont le droit de voter puissent le faire ».

Jugée « inévitable » par M. Menu, président de la C.G.C., et par M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, l'intervention des leaders politiques a été condamnée par M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., dans la mesure où l'opposition « essaye de transformer le scrutin en test politique ».

Personnes âgées : les plus concernées ?

Du côté des personnes âgées, la consultation du 19 octobre est appréciée très diversement selon les situations. L'âge et, surtout, la condition sociale sont les principaux facteurs de différenciation. On pour-

rait écrire : d'injustice. Car, s'il est un domaine où tous les citoyens ne sont pas traités de la même façon, c'est bien celui de la vieillesse.

En même temps, les personnes âgées constituent la catégorie la plus concernée, à court terme, par la crise économique et par l'avenir du système de protection sociale. La grande majorité d'entre elles étaient déjà des salariés lorsque le programme du Conseil national de la Résistance, qui prévoyait la création d'un régime de sécurité sociale, a été réalisé.

Le droit des retraités à une vie meilleure passe, tout comme pour les actifs, par le droit à la santé, c'est-à-dire le droit aux prestations pour les soins médicaux et les produits pharmaceutiques, etc. Or, neuf millions de Français ont plus de soixante ans, dont trois millions de plus de soixante-dix ans. Le vieillissement démographique de la France alourdit les dépenses de santé, qui augmentent de 3 à 4 % par an alors que la progression du produit intérieur brut (PIB) ne dépasse guère 2 %.

« Tout cela, c'est de la politique ! »

Mais quelles différences de statuts ? Par exemple : entre un cadre supérieur retraité de la S.N.C.F. et un ancien ouvrier, ou entre un ancien chef d'entreprise et une ménagère au minimum vieillissant. Certains modes de remboursement pénalisent plus particulièrement les assurés disposant d'un faible revenu, et qui, parfois, comme de nombreux handicapés, même victimes d'accidents du travail, n'ont pour vivre que les prestations de la Sécurité sociale. Et les retombées de la crise suscitent des comportements parfois antagonistes. Ainsi, telle catégorie de retraités met en cause les remboursements des médicaments, d'autres, au contraire, des thérapies « douces » récemment exclues du régime commun. Telle autre catégorie, notamment du commerce, a tendance à rejeter sur les salariés la responsabilité des difficultés actuelles. D'où des réactions nettement négatives observées dans ce milieu. Al-

leurs, c'est le mépris, voire une sorte d'indifférence un peu amusée à l'égard d'un scrutin assimilé à une opération politique.

C'est le cas des personnes les plus âgées :

« Les élections à la Sécu ? Je suis trop vieille pour m'occuper de ça, nous déclare M^{me} Marie Z... soixante-quinze ans. Tout cela, c'est de la politique ! »

« La Sécu ? C'est une chose utile ! »

M^{me} Z... qui, « par prudence », refuse que l'on communique son identité et son adresse, babille un tas de choses au cinquième étage d'un immeuble vétuste, rue Montmartré à Paris (2^e). C'est une ancienne artiste du spectacle qui a cotisé « après la libération » à trois ou quatre caisses différentes. Ses revenus mensuels s'élèvent, pas, affirme-t-elle, 2 500 F par mois :

« Comment peut-on vivre avec ça ? Mais il y en a qui ont beaucoup moins... La Sécu ? Il ne faut pas m'en parler. Je n'appelle jamais un médecin, j'ai une santé de fer ! »

Tant mieux pour elle. D'autres ne sont pas aussi bien loties. Ainsi, à l'hospice d'Ivry-sur-Seine :

« La Sécu ? Pourquoi voulez-vous que j'aie voté, déclare un vieillard. Je n'ai même pas reçu ma carte d'électeur, on m'a oublié ! D'ailleurs, je n'en ai plus que pour quelques années, alors j' fiche-moi la paix ! »

Changements de décor, changements d'air. Dans sa boutique, qui de l'Hôtel-de-Ville, M. Bardach a quatre-vingt ans. Il est artisan relieur depuis 1922 :

« Je suis un conservateur de la pensée française, et je n'ai jamais cessé de travailler. Mais l'état me prend presque tout ce que je gagne ! »

Pourtant le commerce marche bien. Sous une photographie d'Eisenstein, les livres à relapser s'accumulent, apportés par les nombreux clients du quartier du Marais et de l'île-Saint-Louis, les œuvres complètes de Balzac ou de Voltaire voi-

sent avec Victor Hugo et James Joyce, avec une Bible du dix-huitième ou de précieux incunables. Au fond de l'arrière-salle, une jeune ouvrière travaille d'arrache-pied, dans l'obscur de poix, de carton et de cuir bouilli.

« Moi, je ne me fais pas de politique, poursuit M. Bardach. Mon métier me suffit. Mon métier, c'est ma joie, l'inactivité seule est mortelle. La Sécu ? C'est une chose utile, à mon avis. Mais on l'a déviée de ses objectifs. J'ai connu Ambroise Croizat et le Front populaire. Tous ces gens-là étaient, au départ, des gens généreux, des idéalistes. Mais à l'arrivée, la Sécu, c'est comme le reste... Il y a l'idée, et puis la réalité. La paperasserie. Les petits tracas. Ce qu'il faudrait, c'est une gestion impartiale, avec des gens capables, mais non rémunérés. Actuellement, la Sécu, c'est d'abord une affaire de médecins, et je n'ai nulle confiance dans les médecins ! »

Puis il désigne en riant une gravure ancienne de Gavarni, qu'il a placée bien en vue à l'entrée. C'est un croquis humoristique représentant « Les gens de Paris. On y voit une vieille dame prodigue ses conseils à un jeune homme de triste mine. La légende est féroce : « Mon neveu, un médecin vous guérira peut-être de vos coliques, mais deux médecins vous guériront, pour sûr, de la médecine. »

JEAN BENOIT.

Neuf cent soixante et onze suppressions d'emplois à la Cégédur selon la C.F.D.T. — Le comité central d'entreprise de Cégédur, filiale de Pechiney, a été convoqué pour le 14 octobre en session extraordinaire pour l'adoption d'un plan de suppressions d'emplois touchant 971 personnes sur un effectif de 7 377 salariés. Les réductions, selon la C.F.D.T., toucheront les usines d'Anney (80), Le Bourget (40), Castelsarrasin (110), Chambéry (50), Couzon (60), Farmon-tiers (80), Issore (206), Angers (230), Ragnès (65) ainsi que le siège (50).

ÉTRANGER

LES BANQUES INTERNATIONALES HÉSITENT À DÉBLOQUER UN CRÉDIT DE 500 MILLIONS DE DOLLARS EN FAVEUR DE L'ARGENTINE

Une grande confusion continue de régner à propos des négociations sur le rééchelonnement de la dette extérieure de l'Argentine. Un comité composé des représentants de onze banques agissant au nom de l'ensemble des établissements financiers créanciers est réuni à New-York depuis le 11 octobre pour examiner la situation et décider s'il convient de verser à l'Argentine 500 millions de dollars au titre d'un crédit de 1,5 milliard précédemment accordé.

En principe, ce versement est subordonné à la décision du Fonds monétaire international d'autoriser l'Argentine à se prévaloir de l'accord de confirmation (credit stand-by) signé en septembre dernier pour effectuer un tirage de 300 millions de dollars de tirage spécial (1 D.T.S. = 1,06 dollar).

Selon des sources argentines, le F.M.I. n'aurait pas bloqué cette somme : ce seraient les autorités de Buenos-Aires qui auraient renoncé jusqu'à maintenant à effectuer le tirage. Selon d'autres interprétations, américaines, notamment, l'absence d'argent n'expliquerait pas le fait que Buenos-Aires a voulu ériger d'essayer un refus de la part du Fonds monétaire. Cela-ci estime que, depuis le mois de juin, l'Argentine a cessé de remplir les obligations qu'elle avait souscrites.

Pendant quelques jours argentins indiquent que les autorités de Buenos-Aires demanderaient aux banques d'accorder à l'Argentine, pour le rééchelonnement de sa dette, les mêmes conditions que celles qui viennent d'être consenties au Brésil, c'est-à-dire un abaissement (de 2 1/8 à 2 %) de la commission à payer en plus du taux d'intérêt de référence et un allongement du délai de remboursement (neuf ans au lieu de sept ans).

Il paraît douteux qu'on puisse aboutir à des décisions avant les décisions du 30 octobre. Un délai aurait été accordé (jusqu'au 30 novembre) à l'Argentine pour signer les accords d'ajustement de la dette des entreprises publiques, et notamment de celle de la compagnie aérienne qui avait fait l'objet d'un jugement rapporté en appel déclinant la responsabilité des plusieurs des clauses négociées par le gouverneur de la Banque centrale lui-même, M. Gonzalez del Solar.

Le poids de l'impôt

(Suite la première page.)

Cette faiblesse s'explique notamment par l'existence d'abattements importants progressifs avec le revenu (10 % et 20 % de déduction forfaitaire supplémentaire de 5 à 30 % pour un certain nombre de professions). Ces générosités n'ont pas d'équivalent à l'étranger, où il existe seulement quelques déductions, notamment un abattement fixe de 1 644 DM en R.F.A. pour frais professionnels et de 2 000 couronnes au Danemark (environ 1 680 F).

Grosso modo, on peut dire que, si l'impôt du contribuable français est calculé sur 72 % de son revenu, celui du contribuable étranger est bien calculé sur la totalité du revenu encaissé. Pour montrer l'importance de cet avantage, l'auteur de l'étude a imaginé un dispositif dans lequel la déduction normale serait plafonnée à 5 000 F dans un cas et à 10 000 F dans un autre cas, la déduction de 10 % sur les pensions étant supprimée, ainsi que les déductions supplémentaires (5 à 30 %) pour certaines professions. L'impôt sur le revenu s'alourdirait considérablement : de 18,3 milliards de francs avec un plafond fixé à 5 000 F, de 12,2 milliards de francs avec un plafond à 10 000 F. Rapporté au revenu déclaré en 1982, l'impôt supplémentaire irait de 0,5 % pour les tranches de revenu comprises entre 25 000 et 50 000 F, à 2,4 % pour les tranches comprises entre 250 000 et 300 000 F.

Une autre explication de la faiblesse de l'impôt en France est la légèreté de l'imposition dans les premières tranches du barème. Les dispositions supprimant ou allégeant les charges des petits contribuables aboutissent à ce résultat qu'il n'y a aucun redevable dans la première tranche du barème au taux de 5 %. Les deux premières tranches effectives sont aux taux de 10 % et 15 %. Dans la plupart des autres pays, le taux des premières tranches, qui concernent presque tous les salariés, dépasse 20 % et même 30 %. Dans ces pays, les deux premières tranches d'imposition sont tellement larges qu'elles englobent une part très importante des contribuables. Autrement dit, l'impôt commence beaucoup plus bas qu'en France dans l'échelle des revenus, mais il est relativement peu progressif (R.F.A., Grande-Bretagne, Autriche).

L'auteur de l'étude a simulé un changement du barème français qu'il a remodelé pour le rapprocher des structures étrangères. Dans un premier cas, les tranches de 5 %, 10 % et 15 % sont à 20 % (ce qui est proche de la moyenne des pays développés). L'impôt augmente alors de 19 milliards de francs et le nombre des contribuables de 250 000. Dans une deuxième simulation, la première tranche du barème démarre à 30 % (on se rapproche alors des barèmes anglais et autrichiens) : l'impôt rapporte 62,6 milliards de francs supplémentaires et le nombre des contribuables augmente de 340 000 (l'impôt dépasse, en effet, 270 F et est donc mis en recouvrement).

L'exercice montre que l'augmentation d'impôt dans la première simulation est dégressive par rapport au revenu à partir des tranches de 150 000 à 200 000 F, et à partir de 100 000 F à 120 000 F dans la deuxième simulation. En dessous de ce chiffre (0 à 150 000 F de revenu annuel en 1982 dans le premier cas, 0 à 120 000 F dans le second cas), l'augmentation de l'impôt croît pro-

gressivement avec le revenu (de 0 à 1,3 % de ce revenu dans la première simulation, de 0 à 5,5 % du revenu dans la seconde hypothèse).

Cela confirme, estime l'auteur, que « le barème français favorise plus les petits et moyens revenus que ne le ferait un barème moyen (figurant la moyenne des pays étrangers) et surtout un barème à l'anglaise ».

Après avoir montré que l'impôt sur le revenu était faible en France, pourquoi il l'était et à quelles tranches de revenu cette faiblesse bénéficiait, l'étude montre que l'I.R.P. est très concentré, le plus concentré de tous les pays de l'O.C.D.E.

En Grande-Bretagne, sur 23 millions de foyers fiscaux, 21 millions paient l'impôt. En France, sur 24 millions de foyers fiscaux, 7 millions ne paient pas d'impôt. Au total, 1 % des foyers français les plus riches paient 25 % de l'impôt sur le revenu, 5 % en paient la moitié et 10 % près des deux tiers. A l'inverse, les 50 % de foyers les moins imposés ne paient que 3,5 % de l'impôt sur le revenu.

Dernière caractéristique enfin : l'impôt sur le revenu français est fortement progressif. Si l'on considère les revenus de 1982, 80 % des foyers ont un taux d'imposition moyen inférieur à 8,5 % (moins d'un mois de revenu net de frs) ; 90 % des foyers paient moins d'un mois et demi de revenu. A l'inverse, les 100 000 foyers bénéficiant des revenus les plus élevés ont un taux d'imposition moyen de 42 %, soit à peu près cinq mois de revenu.

En Grande-Bretagne, 80 % des foyers ont payé plus d'un mois et demi de revenu (contre 10 % en France).

L'auteur pose enfin la question de savoir si « faire payer les riches » pourrait rapporter beaucoup d'argent à l'Etat. Il étudie différentes mesures (écritement par voie fiscale de tous les revenus supérieurs à 40 000 francs par mois, sous-indexation des tranches les plus élevées, majorations spécifiques) dont le rendement ne dépasse jamais quelques milliards de francs malgré le caractère radical de certaines qui entraîneraient des pertes importantes de revenu (7 % par exemple pour les 100 000 contribuables les plus riches dans le cas d'une majoration de l'impôt de 10 %, qui ferait passer le taux moyen d'imposition de ces contribuables de 42 % à 46,2 %).

Ces quelques données (1) que met en évidence M. Antoine Coultère dans son étude (faiblesse de l'impôt, très forte concentration, forte progressivité) montrent qu'une modification importante de l'impôt sur le revenu en France pour accroître fortement son rendement ne pourrait pas ne pas toucher d'abord et surtout les bas et moyens revenus, les taux d'imposition du haut de l'échelle se rapprochant, eux, des taux étrangers — même s'ils ne les atteignent pas grâce aux abattements de 10 et de 20 %.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) L'étude publiée par l'INSEE montre également que la politique familiale est plus généreuse qu'à l'étranger, notamment sur le plan fiscal. L'avantage procuré par le quotient familial croît avec le revenu de façon progressive puis dégressive. Mais si l'on cumule les effets quotiens familial et prestations familiales (allocations familiales, complément familial...) les avantages sont dégressifs avec le revenu.

ÉLECTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE
APPEL A VOTER F.O.

Nous voterons pour F.O., aux élections aux Conseils d'Administration des Caisses d'Assurance Maladie et d'Allocations Familiales du 19 octobre 1983.

Nous estimons en effet, quelles que soient par ailleurs nos sympathies et nos engagements, que le vote en faveur de la Confédération Force Ouvrière est seul de nature à affirmer dans un contexte de fausse solidarité les valeurs de liberté, d'indépendance et de tolérance.

Au-delà même des institutions de la Sécurité Sociale, au-delà même d'un choix en faveur d'un syndicalisme libre et indépendant en France, le vote du 19 octobre revêtira une portée générale : il indiquera dans quel sens ira la dynamique réelle des organisations qui, en ces temps difficiles, représentent les travailleurs.

Notre vote pour la Confédération Force Ouvrière est une prise de position pour les relations sociales tournant le dos à toute tutelle génératrice de périls.

Parce que nous estimons qu'aujourd'hui il est indispensable de maintenir les équilibres sociaux et notamment les procédures contractuelles à tous les niveaux.

Parce que nous considérons que dans les temps troubles qui sont les nôtres il est nécessaire qu'existe un contre poids à l'action des pouvoirs publics, souvent envahissants.

Parce que comme tous les assurés sociaux, nous ne sous-estimons pas les

difficultés qui seraient occasionnées par une éventuelle réduction du niveau de la protection sociale des travailleurs, ou par la main mise complète de l'état sur les organismes qui assurent aujourd'hui cette protection sociale.

Nous appelons par là même les assurés sociaux, les salariés à manifester leur confiance en une organisation syndicale qui a prouvé son indépendance d'esprit et de décision, son attachement aux libertés démocratiques fondamentales, sûrs que nous sommes qu'il n'y a pas de bon sens et d'humanisme sans utilisation effective de la liberté de critique ou d'approbation, de négociation ou d'action.

MM. Augereau, artiste peintre ; Aussavy, journaliste ; Beau, chargé de cours d'économie sociale, Paris ; Bokobza, psychiatre ; Broué, universitaire à Paris VII ; Chailier, sculpteur aux Beaux Arts ; Chiriqui, artiste peintre ; Delamarche, artiste peintre ; Deleporte, CNRS ; Die-rich, ingénieur ; Duffau, sculpteur ; Ezratty, ingénieur ; Fougereyrols, universitaire à Paris VII ; Frayssé, universitaire à Paris IV ; Gatty, universitaire à Paris X ; Georgeon, sculpteur ; Guilnebert, artiste peintre ; Heitz, universitaire à Paris X ; Hubert, artiste ; Iscan, artiste peintre ; Mme Jouanneau, universitaire ; MM. Kaci, dessinateur de presse ; Lassner, universitaire à Paris VI ; Lebel, Sculpteur ; Leray, assistant parlementaire ; Mitz, chirurgien des hôpitaux de Paris ; Namer, universitaire à Paris VII ; Nogues, artiste mouleur ; Perrin, sculpteur ; Pierre, universitaire à l'ENSA ; Pottier, artiste peintre ; Ramette, artiste peintre ; Mme Remond, universitaire à Paris I ; MM. Retz, universitaire à Rennes ; Jean-Loup Salz-man, médecin ; Schmidt, universitaire à Paris IX ; Stora, universitaire à Paris VII ; Tanguy, graveur aux Beaux Arts ; Tournier, universitaire à Paris IV.

du 8 au 22 octobre

EXPO-ORIENT 83
— 20 %
sur les tapis d'Orient
faits main.

1.500 tapis d'Orient faits main
sélectionnés aux meilleures sources.

50 superbes reproductions
jacquard de tapis d'Orient,
dans les matières les plus nobles,
en exposition.



Le Nouveau
PLACE CLICHY

93, rue d'Amsterdam Paris (8^e) Tél. : 526.15.16.

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e ☎ 347.21.32

CHAMBRE OFFICIELLE DE COMMERCE D'ESPAGNE

COURS D'ESPAGNOL COMMERCIAL

DIPLOME - CERTIFICAT - TOURISME
Possibilité cours par correspondance

Placé sous le patronage de la F.D.C.E.Y.E université de Madrid
(Complutense) et du C.E.I.L.A., université de Paris-Sorbonne.

RENSEIGNEMENTS : 32, avenue de l'Opéra
Téléphone : 742-45-74 75002 PARIS

CONJONCTURE

Le revenu disponible des entreprises s'est considérablement dégradé depuis dix ans

Pour avoir affirmé qu'il fallait « stopper les prélèvements sur les entreprises et les faire glisser sur les ménages », M. Raymond Barre a été récemment vigoureusement démenté à la première page de l'Humanité. Ces propos, bien dans la logique économique du premier ministre d'hier, méritent-ils une telle indignation ? M. Barre ne fait après tout que poser la problématique bien connue du partage de la richesse nationale en des

termes qui ne sont pas éloignés de ceux du pouvoir actuel.

Ménages et entreprises ont toujours luté, avec des fortunes diverses, pour obtenir la meilleure part du revenu national. Durant les années d'expansion, chacun des deux groupes s'est imaginé gagner la partie, les uns en obtenant de fortes augmentations nominales de salaires, les autres en « se payant » sur l'inflation.

Tant que la croissance s'est maintenue aux alentours de 5 % l'an, le partage est resté équilibré. Dès qu'elle s'est ralentie au point de presque disparaître, les tensions sont apparues comme il arrive toujours quand il y a moins à distribuer. Certains économistes voient dans cette situation la source principale de l'inflation, ménages et entreprises cherchant à s'approprier plus de richesses qu'il n'en est créé.

Confrontés à ce dilemme, les pouvoirs publics ont le devoir d'arbitrer. Ils le font parfois en fonction de critères plus politiques qu'économiques. C'est ainsi que, après le premier choc pétrolier de 1973, M. Chirac, alors premier ministre, croyant comme la plupart à une crise passagère, évita de pénaliser les ménages.

Notre graphique montre comment salaires et traitements ont continué à progresser en pourcentage de la valeur ajoutée, passant de 49,6 % en 1973 à 51,2 % en 1974, 51,9 % en 1975 et 52,1 % en 1976. Dans la même période, l'épargne brute des sociétés chutait de 13,7 % de la valeur ajoutée en 1973 à 10,8 % en 1975.

En prenant la tête du gouvernement, en 1976, M. Raymond Barre savait fort bien de quoi il retournait. Puisque l'on ne se trouvait pas en face d'une crise passagère, c'est le secteur productif qu'il fallait privilégier. La restructuration de l'industrie avait un prix : le chômage, que le gouvernement accepta de payer, escomptant des effets sur les coûts salariaux.

M. Barre parvint à resserrer l'écart entre salaires et épargne brute des sociétés, ramenant les premiers à hauteur de 50,5 % de la valeur ajoutée en 1979 et faisant remonter la seconde à près de 13 % (12,8 %). Mais les digues céderont sous l'effet du second choc pétrolier, le gouvernement se refusant à nouveau à faire supporter aux ménages l'abaissement de la facture énergétique et reportant la charge sur les entreprises.

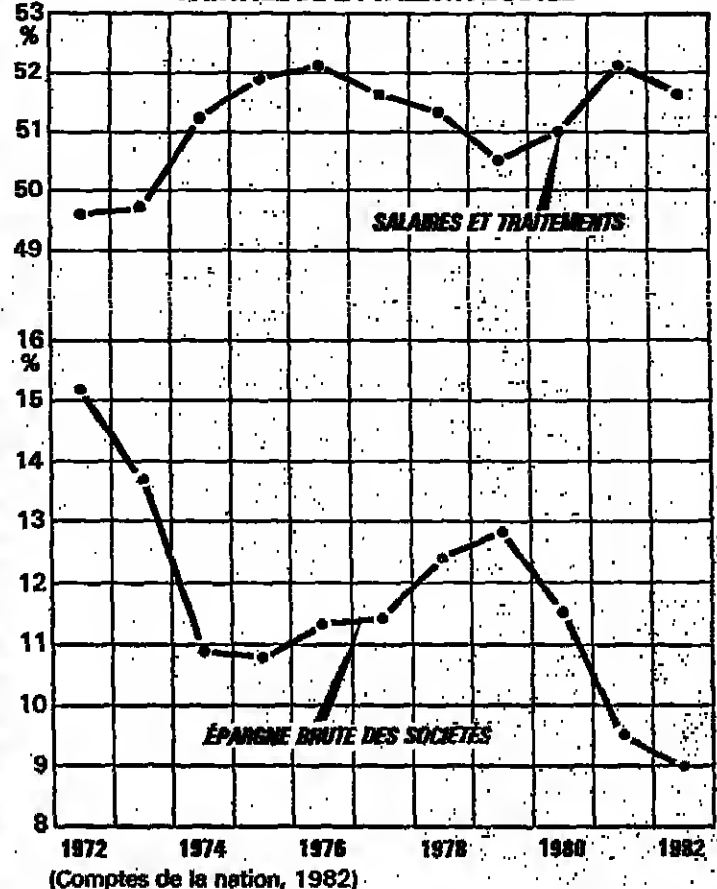
Le gouvernement de M. Mauroy, installé en juin 1981, accentua ce déséquilibre dans de fortes proportions : le taux des salaires rejoignit celui de 1976 (52,1 %), ne redescendant qu'à 51,6 % l'année suivante, alors que le taux d'épargne des sociétés allait déclinant : 9,5 % en 1981, 8 % en 1982. Il fallut renverser le vapeur.

Les discours officiels, dont celui du président de la République à Figeac, le 27 septembre 1982, insistèrent sur la nécessité d'alléger les charges des entreprises. On parla même de moratoire pour une partie des dettes des sociétés. On admettait, sans le dire encore, que le partage du revenu national devait se faire en faveur des entreprises.

Au nom de la lutte contre l'inflation, M. Jacques Delors pouvait tenter de mettre en place un dispositif de progression des salaires liée à une estimation de la hausse des prix sur

la « complicité » plus ou moins active des syndicats. Certains s'en inquiètent dans la majorité. Ils y voient les relents d'une politique de droite que ne renierait pas l'opposition. Mais les tenants de la rigueur et du rétablissement des équilibres économiques continuent d'orienter la politique actuelle, persuadés qu'elle est la seule qui doit être poursuivie en l'absence de toute reprise tangible de l'activité et de la croissance.

PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE



L'épargne brute est ce qui reste aux sociétés pour investir et amortir, après paiement des charges salariales et sociales, des dividendes et des impôts directs de l'Etat. Le graphique montre l'évolution contrastée des salaires et traitements, d'une part, et de l'épargne brute des sociétés, d'autre part, en fonction des événements. Les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 marquent les lignes de rupture. La croissance de la part des rémunérations augmente à chaque fois. Le poids de la redistribution, par le biais des prestations sociales, accentue la dégradation du revenu disponible des entreprises. Les cotisations sociales des employeurs représentent 13,7 % de la valeur ajoutée en 1972, 14,2 % en 1974, 16,2 % en 1976, 17,2 % en 1980 et 17,8 % en 1982.

l'année. Ce n'est pas M. Chirac mais M. Mauroy qui a parlé la première fois de la nécessité de ne pas indexer les salaires sur les prix. C'est le même premier ministre qui évoquait son intention, en novembre 1982, de transférer progressivement sur les ménages les cotisations d'allocation familiales.

Le gouvernement a même une politique des revenus en tablant sur la dégradation des termes de l'échange résultant des deux chocs pétroliers et de la hausse du dollar. Il aboutit à une conclusion : « Il reviendra aux ménages de dégrader les ressources complémentaires nécessaires pour financer les priorités du IX^e Plan et pour assurer l'équilibre des comptes des autres secteurs institutionnels intérieurs. La progression modérée des revenus directs d'activité comme des transferts, se conjuguant avec les prélèvements nécessaires principalement pour financer la production sociale, se reflète dans l'évolution du revenu disponible des ménages, dont le pouvoir d'achat devrait s'élever plus lentement que par le passé. »

La situation qui a entouré la sortie de ce projet de loi ne fait que souligner l'embarras des milieux politiques et sociaux. Même l'opposition est restée muette, ce qui n'est pas dans ses habitudes. Craint-elle de devoir approuver ?

FRANÇOIS SIMON.

FLÉCHISSEMENT DU COMMERCE DE DÉTAIL EN JUILLET

L'activité du commerce de détail a fléchi au cours du mois de juillet par rapport au mois de juin. En données corrigées des variations saisonnières, l'activité s'est réduite de 3,7 % en valeur, indique l'I.N.S.E.E. Cette baisse a été de 3 % en volume sur un mois et de 5,2 % sur un an. Le mois de juillet 1982 avait également enregistré un net fléchissement par rapport à juin 1982.

Les secteurs les plus touchés par la baisse d'activité survenue entre juin et juillet de cette année sont les commerces d'entretien et d'équipement du foyer, notamment le meuble, les commerces d'habillement (textile et chaussure), ainsi que les commerces non alimentaires non spécialisés, comme la vente par correspondance.

LA VIE FRANÇAISE

1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

UN NUMÉRO A NE PAS MANQUER

POLITIQUE

Simone, Edgar, Olivier...

Les béquilles de Mitterrand

ECONOMIE

Les prix de la terre

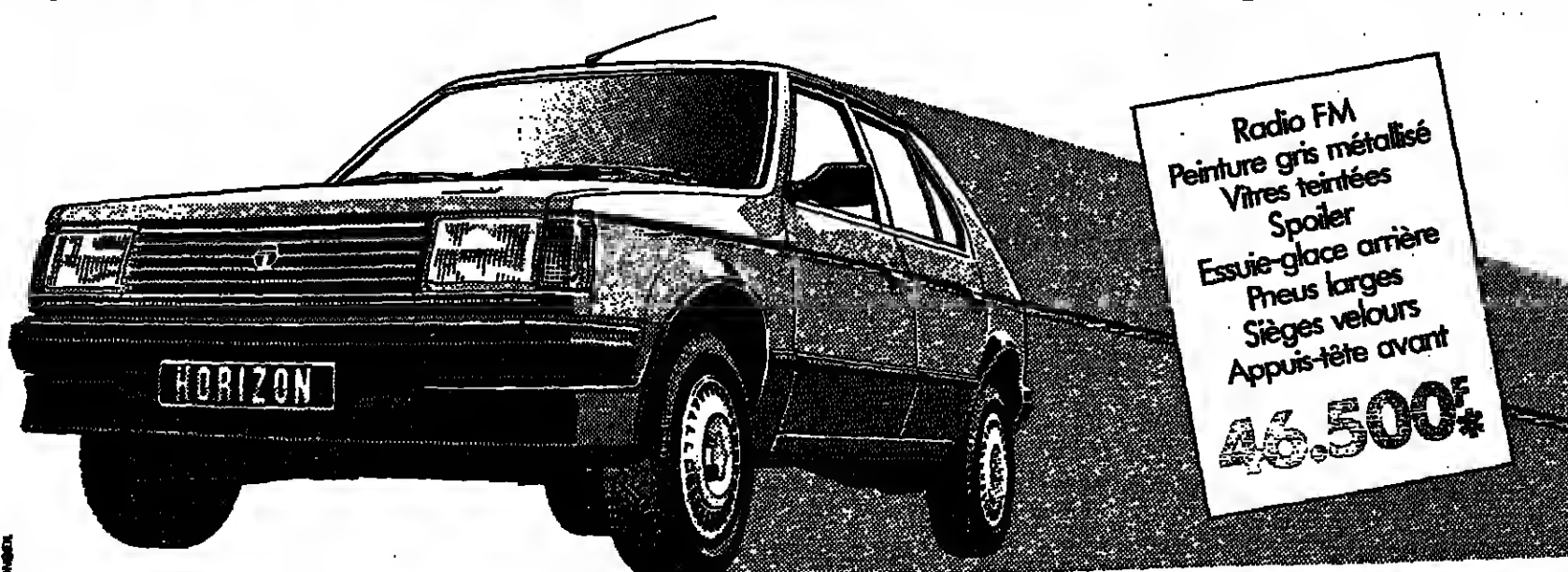
région par région, l'ensemble des prix des terres agricoles

BOURSE

Le portefeuille mensuel « V.F. » nouveaux conseils

LA VIE FRANÇAISE, UN PLACEMENT SÛR
chaque samedi, 10F, chez votre marchand de journaux

HORIZON ULTRA SERIE SPECIALE ULTRA EQUIPEE



Radio FM
Peinture gris métallisé
Vitres teintées
Spoiler
Essuie-glace arrière
Pneus larges
Sièges velours
Appuis-tête avant
46.500*

TALBOT HORIZON ULTRA

Modèle présenté: Série Spéciale Horizon Ultra année modèle 1984. Garantie anticorrosion 6 ans - *Tarif au 1.10.1983 - SAUF CORSE.

Un constructeur sort les griffes

مكتبة الامم المتحدة

MÉGADOC PHILIPS: 500.000 PAGES TIENNENT SUR CE DISQUE. CE DISQUE TIENT SUR 1 PAGE.



Un disque laser de 30,5 cm pour stocker 500.000 pages d'archives ou 30.000 images par face.

Issu de la technologie du compact-disc à lecture laser, voici le disque optique numérique, au service de l'archivage informatisé.

Gravé et lu par un rayon laser, le disque optique Mégadoc enregistre 500.000 pages de textes dactylographiés, soit 10 à 100 fois plus que les disques magnétiques actuels. Il stocke également 30.000 images ou schémas.

Pour retrouver un texte, il suffit de 1,5 seconde : à

consulter sur écran ou à imprimer sur papier au rythme de 20 pages par minute.

Pour enregistrer, lire, écrire : un mini-ordinateur P4500.

Mégadoc enregistre, lit, écrit. Il se compose d'unités d'enregistrement et de lecture, d'analyseurs de documents, d'écrans et d'imprimantes à très haute définition, et d'un changeur automatique de disques optiques ("juke-box"). Avec, comme cerveau du système Mégadoc, le mini-ordinateur Philips P 4500, déjà très largement diffusé en France.

L'énorme succès de Mégadoc au Sicob.

En raison du très grand nombre de visiteurs sur notre stand, nous n'avons pas pu faire à tous une démonstration de Mégadoc.

Veillez nous en excuser.

PHILIPS:
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.



**Data
Systems**

PHILIPS

AFFAIRES

Les pouvoirs publics cherchent un acheteur unique pour Dunlop-France

Toutes les parties intéressées par le dépôt de bilan de Dunlop-France, syndicats, professionnels des pneumatiques, dirigeants de l'entreprise et syndicats, ont été convoqués par M. Gallois, le directeur général de l'industrie, pour tenter de trouver une solution. Dans le même temps, le dossier a été confié au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle).

Si les pouvoirs publics ne sont pas trop pressés par le temps - « L'affaire continue de tourner, dit-on, et il n'y a pas de problème jusqu'à la fin de l'année » - ils se remettent mal de la manière brutale dont Dunlop a déposé son bilan, sans concertation et après s'être engagé l'an passé à remettre de l'argent dans sa filiale française, en contrepartie d'une aide gouvernementale. Ils entendent donc être d'autant plus durs avec les dirigeants de Dunlop que la marque - pour les pneumatiques, les balles de tennis, les matelas (Dunlopillo) et certains articles de

sport - appartient, pour la France, à Dunlop-France.

L'espoir des pouvoirs publics consiste donc à retrouver un « repreneur » unique - « La vente par appartement n'est pas ouverte », tout en sachant bien qu'il sera difficile de rendre attrayante l'usine de Montluçon, principale unité de production du groupe, avec deux mille huit cents personnes. Si l'on peut envisager d'y faire jantes et pneus d'avion, le problème sera posé pour plus de mille cinq cents emplois, dans une région favorable à la gauche (maire P.C., député P.S.) et déjà sinistrée sur le plan de l'emploi.

Mais comment en est-on arrivé là ? Le groupe Dunlop, depuis la crise pétrolière, n'a pas réussi à maintenir ses positions sur le marché européen (sa part tombant de 17 % à 11 %), un mariage raté avec Pirelli, l'échec du pneu increvable Denovo, une faible productivité, une gamme renouvelée tardivement, ont entraîné le déclin, et avec lui des pertes de près de 2 milliards de francs au cours des trois derniers exercices.

D'où la décision de la firme britannique de céder la plupart de ses activités européennes au groupe japonais Sumitomo en septembre 1983.

Dunlop-France fut exclue de cette transaction. C'est, il est vrai, de toutes les filiales celle dont l'activité dans le pneu est la plus forte (62 % de son chiffre d'affaires dont le montant global a atteint 1,89 milliard de francs en 1982). C'est trop ou pas assez. Cette activité est, en outre, fortement handicapée, notamment dans notre pays, par la flamée des coûts de production imputable, pour partie, à la hausse vertigineuse des prix des matières premières (+ 30 % pour le caoutchouc synthétique, + 50 % pour le caoutchouc naturel en l'espace des neuf derniers mois) et, pour l'autre, à l'alourdissement des charges.

Dans l'impossibilité de répercuter ces augmentations avec des tarifs bloqués, les manufacturiers souffrent davantage en France qu'ailleurs, et Dunlop-France, incapable de jouer sur les économies d'échelle encore plus que les autres (201,9 millions de francs de pertes en 1982), avec son unité de Montluçon, un « musée », disent les méchantes langues, obsolete en tout cas, qui ne répond plus aux exigences de productivité rendues impérieuses par la crise. De plus cette usine ne tourne qu'à 60 % de sa capacité quand celle de Goodyear fonctionne à 100 %, et celle de Firestone à Béhune presque au même rythme.

Le loup dans la bergerie

A l'évidence, Sumitomo n'a pas voulu se charger de ce véritable boulet, même agrémenté des divisions « balles de tennis, raquettes, joints de précision » (8 % du chiffre d'affaires), « matelas pneumatiques » (20 %) et « roues » (10 %), bénéficiaires celles-là.

Il n'est pas trop étonnant dans ces conditions que le cas Dunlop-France ait été traité à part. Reste à savoir maintenant qui pourrait assurer la pérennité de cette affaire.

Contacté, Michelin, déjà bien embarrasé avec Kléber et qui, cette année encore, sera déficitaire (on parle de 1 à 2 milliards de francs en creux), a refusé tout net de prendre en charge le dossier supplémentaire. Et les pouvoirs publics affirment « ne pas vouloir faire pression sur quiconque, sauf sur Dunlop ». Également sollicité, Goodyear n'en veut à aucun prix. Alors qui ? Firestone ? Tout juste remis de ses blessures, le groupe américain, s'il avait été intéressé, l'aurait déjà fait savoir.

Restent deux candidats possibles au rachat :

1) L'allemand Continental Gummi, revenu depuis peu sur les rives de la rentabilité. Mais, voici deux ans, ce dernier, sur le point de reprendre Kléber, avait fui en soulignant le couvreur de la marmite. Et l'on murmure qu'actuellement une opération financière serait en cours sur son capital. Des capitaux arabes en quête de placement ? On le dit. Qui qu'il en soit, on voit mal de nouveaux actionnaires s'embarrasser des problèmes sociaux de Dunlop-France, pour ne parler que de ceux-là.

2) Le japonais Bridgestone, numéro quatre mondial avec un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs. Une tête de pont européenne ne serait pas pour déplaire au japonais, mais ne serait-ce pas faire entrer le loup dans la bergerie ? Bridgestone

entend bien affirmer sa suprématie naissante. C'est chose faite dans le sud-est asiatique. Le groupe s'est bien implanté aux États-Unis. Cependant, il y a quand même un problème. La crise n'a pas épargné Bridgestone, et le manufacturier nippon traverse lui aussi une passe difficile.

Si tous les efforts pour trouver un acquéreur devenaient vains, pourrait-on alors imaginer une solution française avec l'aide des pouvoirs publics ?

Mais faut-il garder sous perfusion, aux frais du contribuable, une entreprise vouée à la disparition ? De nombreux exemples sont là pour montrer qu'il ne sert à rien d'englober des fortunes dans un organisme industriel malade, vieilli, usé et en état de mort clinique.

D'autre part, en admettant qu'une réanimation soit possible, on voit mal comment deux firmes aussi étrangères l'une de l'autre que vont l'être Sumitomo et Dunlop-France pourraient parvenir à cohabiter avec des articles fabriqués selon la même technologie, désormais propriété de la première, et commercialisés sous la même marque. Même si Dunlop-France n'exporte pas de pneus, on peut s'attendre à une belle bagarre juridique.

ANDRÉ DESSOT.

Le capital de Manurhin va être restructuré

Le conseil d'administration de Manurhin se réunit vendredi 14 octobre pour examiner les principes d'un plan de redressement de l'entreprise.

Manurhin, dont Matra détient environ 34 % du capital, est spécialisée dans les armes et la construction mécanique. La société (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires) connaît de graves difficultés et a enregistré en 1982 une perte d'exploitation de 337 millions de francs et un déficit comptable de 740 millions de francs.

En juin, un premier plan a tracé les grandes lignes d'un redéploiement industriel : abandon de certains secteurs non rentables dans la machine-outil ; association avec Olivetti dans la robotique ; rapprochement avec Pont-à-Mousson pour les machines destinées à l'agro-alimentaire, etc. Matra avait mis à la disposition de Manurhin une somme de 100 millions de francs. Toutefois, cet apport d'argent frais était insuffisant et, ces dernières semaines, les diverses parties prenantes ont étudié un montage financier qui permettrait d'apporter un ballon d'oxygène supplémentaire à

Manurhin afin de mettre en œuvre le plan de redressement.

Le schéma envisagé, dont tous les détails ne sont pas encore définitivement arrêtés, serait le suivant : Matra recouvrerait de la puissance publique quelques centaines de millions de francs sous la forme de quasi-fonds propres (prêts participatifs notamment).

Cet argent serait ensuite réinjecté pour une large part dans Manurhin. Une augmentation de capital de cette société interviendrait - après une réduction du capital - à laquelle Matra et divers organismes financiers (banques, sociétés de développement régional) souscriraient à parts égales. La part de Matra dans Manurhin serait ainsi sensiblement accrue, et les activités industrielles de Manurhin seraient intégrées dans la stratégie du groupe présidé par M. Lagarde. Enfin les banques consentiraient à une consolidation partielle de leurs créances afin de diminuer l'endettement de Manurhin.

La cotation de l'action Manurhin, suspendue depuis le lundi 10 octobre, ne reprendra que lorsque l'ensemble du dispositif financier sera défini. Ce qui pourrait être fait pour le 21 octobre. - J.-M. K.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les taux des crédits à l'exportation seront révisés automatiquement tous les six mois

Londres (A.F.P.). - Les États-Unis, le Japon et la Communauté économique européenne viennent de parvenir à un accord sur les taux d'intérêt des crédits subventionnés à l'exportation qui se traduit par un allègement en faveur des pays les moins nantis, indique dans un communiqué l'Export Credit Guarantee Department, l'équivalent britannique de la COFACE. En outre, cet accord prévoit qu'à l'avenir ces taux seront révisés automatiquement tous les six mois en fonction de la moyenne pondérée des taux pour les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) sur le Fonds monétaire international.

Cette automatisation évite ce que le ministre du commerce extérieur britannique, M. Paul Channon, a qualifié de « chicanerie annuelle » entre les principaux pays exportateurs à laquelle donnait lieu généralement la révision des taux d'intérêt. Les négociations pour la révision des taux étaient tombées dans l'impasse cet été.

Le nouveau système, qui doit être ratifié par les vingt-deux pays de

l'O.C.D.E. membres du « consensus », définit les taux suivants :

• Pour les crédits de deux à cinq ans, 12,15 % (inchangé) pour la catégorie I (pays relativement riches), 10,35 % (au lieu de 10,85 %) pour la catégorie II (pays intermédiaires) et 9,50 % (au lieu de 10 %) pour la catégorie III (pays relativement pauvres) ;

• Pour les crédits de plus de cinq ans, les taux sont maintenus à 12,40 % pour la catégorie I, mais abaissés de 11,35 % à 10,70 % pour la catégorie II et de 10 % à 9,50 % pour la catégorie III.

Ces changements entreront en vigueur dès le 15 octobre. Selon la compagnie britannique, ils devraient stimuler « modestement et immédiatement » le commerce mondial. Les autres règlements du crédit à l'exportation, concernant notamment la durée du crédit, le montant du premier versement et les crédits mutuels ne sont pas modifiés, mais doivent être examinés lors de la prochaine réunion des pays du consensus.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE.U.	7,9885	7,9910	+ 170	+ 200	+ 345	+ 395	+ 998	+ 1110
\$ can.	6,4785	6,4825	+ 145	+ 190	+ 310	+ 370	+ 865	+ 990
Yen (100)	3,4195	3,4225	+ 160	+ 180	+ 320	+ 355	+ 970	+ 1040
DM	3,0545	3,0570	+ 165	+ 190	+ 335	+ 365	+ 970	+ 1035
Franc	2,7290	2,7305	+ 140	+ 155	+ 280	+ 305	+ 830	+ 880
P.B. (100)	15,0185	15,0280	+ 430	+ 520	+ 740	+ 900	+ 1770	+ 2120
P.S.	3,7675	3,7705	+ 275	+ 300	+ 545	+ 580	+ 1490	+ 1570
L. (100)	5,0290	5,0330	+ 235	+ 190	+ 485	+ 415	+ 1420	+ 1300
£ (100)	11,9450	11,9545	+ 300	+ 365	+ 580	+ 690	+ 1690	+ 1920

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 7/16	9 13/16	9 7/16	9 13/16	9 7/16	9 13/16	9 7/16	9 13/16
SE.U.	5 1/4	5 5/8	5 3/4	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 3/4	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
Franc	7 3/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 3/4	9 3/4	9 1/2	10 1/2
P.B. (100)	1 3/4	2 1/4	1 3/4	1 3/4	1 7/8	2 1/8	1 7/8	2 1/4
P.S.	15 3/4	17 1/4	16 3/4	16 3/4	17 1/4	18 3/8	18 1/2	19 1/2
L. (100)	8 3/4	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 5/8	9 5/8	9 1/4	9 7/8
£ (100)	12 1/2	13 1/4	12 3/4	13 1/4	13 1/2	13 3/4	13 3/4	14 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ET MAINTENANT EN LIVRE

LA BATAILLE DES LOIS AUROUX

la gestation - l'élaboration
le contenu - l'application
les expériences à l'étranger

EN VENTE EN LIBRAIRIE
FORMAT DE POCHES 35 F

Une coédition

LA DÉCOUVERTE /
MASPERO

Le Monde



L'AVENIR DE LA CHAPPELLE-DARBLAY

La C.G.T. s'inquiète de l'entrée éventuelle d'un nouvel actionnaire dans le capital de Parenc

La C.G.T. a exprimé le 13 octobre ses craintes sur l'avenir de l'entreprise papetière rouennaise La Chapelle-Darblay après l'annonce qu'une société canadienne ou oest-allemande pourrait prendre une participation dans le groupe néerlandais Parenc, « repreneur » de la firme française.

Parenc a toutefois démenti formellement que les papeteries canadiennes Macmillan Bloedel puissent prendre le contrôle de leur capital.

En R.F.A.

LE PROJET DE FUSION ENTRE LES GROUPES SIDÉRURGiques KRUPP ET THYSSEN

Le projet de fusion des activités sidérurgiques de Thyssen A.G. de Krupp Stahl A.G. est impossible à réaliser sur la base du plan financier actuellement proposé par les deux entreprises, a indiqué le ministre de l'économie, dans un communiqué publié le 13 octobre, à l'issue d'une réunion de consultation entre les représentants des deux sociétés et les ministres des finances et de l'économie.

Cette fusion avait été proposée en janvier par une commission des « sages », qui recommandait la constitution de deux grands groupes sidérurgiques en R.F.A. Le premier, baptisé « Rhin », comprendrait Thyssen et Krupp, respectivement numéro un et deux de la sidérurgie allemande ; le second, baptisé « Rhur », associerait le numéro trois Hoescht ainsi que Kloeckner et Salzgitter.

Le projet « Rhur » est pratiquement au point mort. Il en est aujourd'hui de même pour le projet « Rhin ». Lors des discussions entre les deux groupes, des divergences étaient apparues sur l'évaluation des actifs respectifs. De surcroît, Thyssen souhaitait que le gouvernement fédéral prenne en charge les dettes de Krupp, évaluées à 1,5 milliard de deutschemarks (4,5 milliards de francs). Les pouvoirs publics ont refusé cette demande, n'entendant consacrer que 300 millions de deutschemarks à l'opération. Les négociations vont reprendre, mais semblent, de l'avis des spécialistes, avoir peu de chances d'aboutir.

Nominations

• M. TADASHI KUME, directeur général de Honda Motor Co., premier fabricant japonais de motos depuis 1979, vient d'être nommé président du groupe, en remplacement de M. Kiyoshi Kawasima, démissionnaire après dix ans d'exercice. M. Kume était entré chez Honda en 1954.

• M. MICHEL LASFARGUES, P.-D. G. du groupe la Société européenne de brasserie, vient d'être élu président de l'Union générale de la brasserie française en remplacement de M. Jacques Bonduelle, ancien administrateur des brasseries Palforth. M. Lasfargues est également P.-D. G. des Brasseries Kronenbourg et directeur général de la branche « boissons » de B.S.N.

• M. ALAIN-GÉRARD CHOLLET, ancien directeur chez Ducllet, vient d'être nommé P.-D. G. de l'entreprise de machines-outils Huré.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE-CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le jeudi 13 octobre 1983 sous la présidence de M. Claude Reinhardt, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1983.

Les sommes distribuables au titre de cet exercice s'élevaient, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à 34 541 822,84 francs. Elles permettent, après report à concurrence de 2 270 745,42 francs des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende de 51,58 francs par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,34 franc, soit un revenu global par action de 54,92 francs.

Ce dividende sera mis en paiement le 14 octobre 1983, contre remise du coupon n° 21 qui sera « libéré comme suit :

- Revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : 19,10 francs (dont 0,85 franc provenant de l'emprunt d'État 8,80 % 1977 bénéficiant d'un abattement spécial de 1 000 francs) assortis d'un crédit d'impôt de 1,78 franc, soit au total 20,88 francs.
- Revenus d'actions françaises ouvrant éventuellement droit à un abattement fiscal de 3 000 francs : 0,73 franc assorti d'un crédit d'impôt de 0,39 franc, soit au total 1,12 franc.
- Autres revenus : 31,75 francs assortis d'un crédit d'impôt de 1,17 franc, soit au total 32,92 francs.

COMPAGNIE DU MIDI

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 12 octobre 1983, a arrêté les comptes du 13^e exercice social clos le 31 août.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 216 110 746,31 francs en progression de 42,5 % sur l'exercice précédent ; à concurrence de 46 621 115 francs, il enregistre cette année une recrudescence exceptionnelle à caractère non récurrent.

Après déduction des pertes et profits, le bénéfice courant atteint 203 744 515,25 francs, auquel s'ajoute le solde net d'impôt des plus-values de cessions s'élevant à 24 616 280,47 francs se comparant à 139 574 864,25 francs et 38 890 426 francs pour l'exercice précédent.

Le conseil propose de fixer le dividende à 30 francs, plus 15 francs d'avoir fiscal, au lieu de 27 francs plus 13,50 francs pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement en mars 1984, y compris en faveur des 144 000 actions attribuées gratuitement aux actionnaires, le 3 janvier 1983, à raison d'une action nouvelle pour vingt actions anciennes.

Le montant des bénéfices distribués atteindra ainsi - avoir fiscal non compris - 90 720 000 francs au lieu de 77 760 000 francs l'an passé, soit une progression de 16,66 ; une somme de

121 836 633 francs étant par ailleurs affectée à divers postes de réserves et le report à nouveau étant porté à 72 716 711 francs.

La situation nette comptable atteint à cette date 3 967 millions de francs, auxquels s'ajoutent 2 343 millions de francs au titre des inférieurs hors groupe.

L'actif net comptable, par action, au 31 décembre 1982, représente 1 660,65 francs, se décomposant comme suit :

- Capital et réserves de la maison mère : 533,83 F ;
- Part du groupe dans les réserves des filiales : 943,03 F ;
- Part du groupe dans les bénéfices courants : 96,76 F ;
- Part du groupe dans les opérations en capital : 81,03 F.

Pour l'exercice 1982, le bénéfice consolidé (part du groupe) a atteint 424 millions de francs en croissance de 26,8 % sur les chiffres correspondants de l'exercice 1981.

Sur la base du cours de Bourse de l'action Compagnie du Midi, au 11 octobre (1180 francs), la capitalisation boursière du Midi représente 3 568 320 000 francs.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 octobre

Léger redressement

Mettant un terme à trois séances de baisse consécutives qui ont entraîné un recul global de 0,85 % de l'indice boursier, celui-ci a repris 0,3 % jeudi, sans qu'on puisse parler pour autant d'un retournement de situation.

Dans l'ensemble les valeurs de qualité ont continué à bénéficier des achats des milieux financiers.

Pernod-Ricard, la Générale des Eaux, l'Air Liquide, et B.S.N. continuent à figurer parmi les valeurs les plus traitées sur un total de 193 millions de francs négociés mercredi sur le marché à terme pour les seules valeurs françaises.

Jeudi, l'Oréal et Pernod-Ricard avaient encore le vent en poupe (+4,5 % et +4 % respectivement) tandis que Presses de la Cité, en hausse de 7,5 %, la veille, mettaient encore 3,5 % à leur actif. De même, Générale de fonderie affichait un gain de 4,8 % qui venait s'ajouter aux 9,7 % engrangés la veille et S.C.O.A. gagnait 7 %.

A l'inverse, la distribution subissait le contrecoup d'un climat défavorable dénoté par le président du groupe Auchan, et Ynirp perdait plus de 4 % tandis que Promodis abandonnait près de 3 %. Recul des pétroliers, notamment Pétroles B.P. et Française des pétroles (-3 % environ), très sensibles au regain de tension enregistré entre l'Irak et l'Iran à propos des menaces qui pèsent sur le détroit d'Ormuz.

Parquet, qui vient de recevoir l'aval des pouvoirs publics pour procéder au « dégrèvement » de ses effectifs, perd 3 % environ, autant que Boll-Equipement, Maira et Bongrain.

Sur le marché de l'or, le lingot est passé de 107,85 à 107,50 F, tandis que le napoléon perdait 3 F à 673 F, le motif fin se traitait à 397,50 dollars l'once à Londres (399,75 mercredi midi).

Dollar-titre : 107,72 à 107,67 F, pratiquement inchangé.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Encore possiblement affaibli par de nouvelles ventes, Wall Street s'est modérément redressé jeudi en fin de séance. Peut-être la panne du « ticker » a empêché la prise en compte de nombreuses ordres. Finalement, l'indice des industrielles, un moment tombé à 1 250,51, s'est inscrit en clôture à 1 261,38, soit à 1,73 point au-dessus de son niveau de la veille.

Les valeurs automobiles ont particulièrement retenu l'attention en raison des très bons résultats annoncés par les constructeurs. Une sédition de Blue Chips également. C'est l'annonce d'une assez forte reprise des ventes au détail (+1,6 %) en septembre, après un mois d'août maussade, qui a ravivé l'intérêt des opérateurs. Il reste que la tendance est demeurée assez indécise.

Les investisseurs institutionnels, le plus grand nombre d'entre eux du moins, sont restés sur la défensive, préférant se cantonner dans une prudente expectative.

La relative faiblesse de l'activité en témoignage, avec 67,7 millions de titres échangés contre 75,6 millions la veille. Les sérieux doutes exprimés par M. Henry Kaufman sur une atténuation des tensions qui pourrait exacerber une réduction du déficit budgétaire sur les taux d'intérêt auraient-ils produit un effet dissuasif ? On le discutait autour du « Big Board ».

VALEURS	Cours de 12.05	Cours de 12.05
Alcoa	44 3/4	45 1/2
A.T.T.	64 1/4	65 1/8
Boeing	64 1/4	65 1/8
Chrysler	48 5/8	49 1/2
Du Pont de Nemours	30 5/8	31 1/8
Exxon	30 1/2	31 1/8
General Motors	30 1/2	31 1/8
IBM	132 1/2	133 1/8
Intel	31 5/8	32 1/8
Johnson & Johnson	42 3/4	43 1/8
Merck	31 1/2	32 1/8
U.S. Steel	28 1/2	29 1/8
Westinghouse	47 1/2	48 1/8
Xerox Corp.	48	49 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. - La société annonce pour le premier semestre un bénéfice net accru de 47,6 % à 124,18 millions de francs. Le bénéfice net consolidé augmenté de 22,3 % à 22,3 millions de francs, pour sa part de 22,3 % et atteint 125,03 millions de francs. Pour 1983, le chiffre d'affaires T.T.C. du groupe devrait atteindre 18 milliards de francs (+30 %), incluant pour la première fois les activités des Etats-Unis (600 millions de francs).

LA HENIN. - Le conseil a décidé de ne pas distribuer de dividendes pour l'exercice 1983 clos le 31 août (18,50 F net pour 1983). Le dividende net distribuable s'élève à 1,1 million de francs. De fait, si le bénéfice net des opérations courantes s'élève à 56,66 millions de francs contre 91,84 millions, il faut en déduire la différence entre les plus-values

nettes sur cession de titres (152,5 millions) et les provisions (176,6 millions) imputées pour dépréciation de titres, soit 24,1 millions, somme à laquelle s'ajoutent encore 30,4 millions affectés à la réserve spéciale. Quoi qu'il en soit, la baisse du bénéfice net des opérations courantes est pour l'essentiel due à l'absence de dividendes des filiales boursières nationales, qui n'ont pas pu verser leur dividende en raison de la dépréciation de leurs titres.

CONTRAT CHINOIS POUR RHONE-POULENC. - Le groupe chimique français vient de signer avec la Chine un accord de trois ans prévoyant des échanges d'un valeur totale d'un milliard de francs (125 millions de dollars). Son P.D.G., M. Loh, Le Foch-Prigent, a indiqué que ce volume d'affaires représentait en moyenne annuelle le double de celui prévu pour cette année, fixé à quelque 180 millions de francs.

Cela fait une vingtaine d'années que Rhône-Poulenc a des relations avec la Chine, et il n'est venu à l'esprit pour accélérer le développement de ses relations, tout en gardant l'objectif d'une coopération à très long terme, a-t-il souligné.

M. Le Foch-Prigent a d'autre part précisé que ses entreprises ont participé à la valorisation des ressources naturelles de la Chine, en particulier le traitement des phosphates, et aux techniques d'alimentation du bétail et de l'élevage en général.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 oct. 1982)

Valeurs françaises : 1437 143,8

Valeurs étrangères : 1553 155,2

Coté des AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 oct. 1982)

Indice général : 1407 141

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 oct. : 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 233,60 233,80

BOURSE DE PARIS

Comptant

13 OCTOBRE

VALEURS	% du nom	% de capital	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	0 107	0 107	Delmas-Vieljeux	550	552	P&G-Helmolt	370	369	Entrep. Bel Canada	251	251	Sud. Aluminet	300	300
5 %	3 432	3 432	Delmas-Vieljeux	112	112	P.L.M.	125	121 50	Ferme d'Alp	76 20	76 20	Tenaris	300	300
3 % amort. 45-54	71	0 807	Delmas-Vieljeux	301 80	301 80	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	3 462	3 462	Delmas-Vieljeux	122	122	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 45-54	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 55-64	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 65-74	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 75-84	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 85-94	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 95-04	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 05-14	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 15-24	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 25-34	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390
3 % amort. 35-44	88 20	2 517	Delmas-Vieljeux	273 50	273 50	P&G-Helmolt	180	185	Ferme d'Alp	261	261	Thomson	390	390

EN GRANDE-BRETAGNE

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. NOURRIR TOUTS LES HOMMES : « Pour une coopération inspirée », par Gabriel Marc.
- LU : le Délé du développement indépendant, de Charles-Albert Michalek.

ÉTRANGER

34. PROCHE-ORIENT
- L'affaire du Super-Étendard.
- Le contentieux franco-libyen.
4. AMÉRIQUES
5. ASIE
5. AFRIQUE
5. EUROPE
- POLOGNE : le plénum du comité central.
6. DIPLOMATIE
- La fin de la visite de M. Mitterrand en Belgique.

POLITIQUE

7. Les travaux de l'Assemblée nationale.
8. « A la reconquête de la France (II) », par Thierry Bréher.
9. Les difficultés de M. Lacanuet pour organiser la direction de l'U.D.F.

SOCIÉTÉ

10. Ecole publique, école privée : le réalisme tranquille des parents.
- La programmation écologique de M. Bouchard.
12. JUDO : les championnats du monde à Moscou.
- RUGBY : vers des tournois professionnels.

LOISIRS
ET TOURISME

13. TRACES : sur les sentiers gaulois ; A Rouen, l'histoire en sous-sol.
14. Églises russes à Paris.
15. Taiwan, une province insulaire de Chine.
- 16-17. DEMAIN LA NEIGE.
- 15 à 19. Hippisme : Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

SUPPLÉMENT

- 20-21. Le 35^e Salon international de la photo ou les miracles de la chimie.

CULTURE

22. THÉÂTRE : Cyrano de Bergerac à Mogador.
24. COMMUNICATION : Patrick Poivre d'Arvor prépare son départ d'Antenne 2.

ÉCONOMIE

27. Les élections à la Sécurité sociale.
28. CONJONCTURE : le revenu disponible des entreprises s'est considérablement dégradé depuis dix ans.
30. AFFAIRES : les pouvoirs publics cherchant un échec unique pour Dunlop-France.

RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (12) :
« Journal officiel » ; Loto ;
Météorologie.

Annouces classées (26) ;
Caract (25) ; Programmes des
spectacles (23-24) ; Mots
croisés (19) ; Marchés finan-
ciers (31).

Le numéro du « Monde »
daté 14 octobre 1983
a été tiré à 496 162 exemplaires

LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS
A DROITE
EN REMOINTAULT LES
CHAMPS-ÉLYSÉES
RODIN
TISSUS RODIN
TISSUS
COUTURE
L'ORIGINALITÉ
ET L'ESPRIT
DE LA MODE
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

Malgré un accueil chaleureux du congrès conservateur
M. Cecil Parkinson démissionne du gouvernement

Malgré un accueil chaleureux des délégués au congrès conservateur de Blackpool, M. Cecil Parkinson, ministre du commerce et de l'industrie, a donné, ce vendredi 14 octobre, sa démission à M. Thatcher, qui l'a acceptée « avec regret ».

M. Parkinson avait déjà envisagé de quitter le gouvernement après que sa liaison avec son ancienne secrétaire, M^{me} Sara Keays, qui attend un enfant de lui pour le mois de janvier, ait été rendue publique.

Londres. — Le congrès de Blackpool, qui s'achève ce vendredi 14 octobre n'a pas été la célébration post-électorale qu'il aurait dû être, ni l'occasion pour les ministres d'expliquer comment ils allaient utiliser la majorité parlementaire massive dont ils disposent. La principale zone d'incertitude concerne la future stratégie du gouvernement en matière de réduction des dépenses publiques — une question qui pourrait donner lieu prochainement à une dure bataille au sein du cabinet. Deux ministres cependant ont tranché par la nouveauté ou la clarté de leurs déclarations : le secrétaire au Home Office, qui a annoncé une aggravation des peines pour les crimes les plus graves, et le ministre de l'emploi, qui poursuit calmement, mais fermement, la réforme du droit syndical.

Paradoxalement, le gouvernement Thatcher paraît plus vulnérable, moins sûr de lui, aujourd'hui qu'avant son triomphe électoral. Il s'est exposé, ces derniers temps, à la désapprobation du public, tant à propos des amours adultères du ministre du commerce et de l'industrie, M. Cecil Parkinson, que de sa décision de réduire le personnel des services de santé.

Quelle allait être la réaction du congrès de Blackpool aux frasques de M. Parkinson, l'ancien président du parti ? Les militants Tories, dont une des idées fixes est le rétablissement de la peine capitale, n'ont pas la réputation d'être de grands libéraux, sinon dans le domaine économique. En fait, les délégués, bien que divisés sur cette affaire, ont réservé, dans l'ensemble, un accueil chaleureux au ministre si peu respectueux des valeurs victorienne chères à M^{me} Thatcher. Mais cette indulgence n'a pas suffi à sauver M. Parkinson.

La stratégie du gouvernement en matière de dépenses publiques est restée tout aussi floue. M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier, a réaffirmé sa volonté de procéder à un allègement de la pression fiscale afin d'encourager l'initiative individuelle (durant son premier mandat, le gouvernement n'était pas parvenu à concrétiser cette promesse électorale datant de 1979).

Mini-copieur
personnel
tout papier

Cartouche d'encre incluse

Chez Duriez 6 950 F (t.t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers. • Aucun entretien • Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre • Poids 19,8 kg • Dim. 41 x 47 x 18 cm • Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autre modèle PC 20 : Alimentation automatique à répétition • Prix Duriez 7 950 F t.t.c. • 112, bd St-Germain, Odéon.

**AU RAPPORT
QUALITÉ-PRIX
LES VINS DE FRANCE
SONT INCOMPARABLES**

Succès sans précédent
du Chabertay Nouveau
sur les cinq continents

Issu de la dernière vintange, le Chabertay Nouveau enthousiasme les acheteurs professionnels, de Londres, Bruxelles, Milan, New York, San Francisco et même de Tokyo. Un nombre important de caisses a aussi été pris les cargoes les plus rapides pour les quatre coins du monde. C'est encore un succès, un triomphe français à mettre à l'actif de Patriarche Père au Fil à Beaune, déjà détenteur on s'en souvient de médailles d'or au cours de confrontations internationales à Montréal et à Chicago. Le Chabertay Nouveau qui a bénéficié de conditions climatiques et d'un soleil exceptionnels doit être bu très frais dans la plénitude de sa jeunesse. C'est là le jugement de l'Office Vinicole en date du 30 Septembre.

M^{me} Thatcher lui avait cependant demandé de rester à son poste.

Le rebondissement de l'affaire semble être lié aux déclarations de M^{me} Keays publiées vendredi par le Times. M^{me} Keays affirme que M. Parkinson a plusieurs fois proposé de répéter et plusieurs fois changé d'avis. D'autre part, le révérend John Harker, chapelain de la reine, a déclaré que M^{me} Thatcher aurait dû accepter la démission de son ministre dès la révélation du scandale.

De notre correspondant
M. Lawson a averti les ministres dépen- siers que — faute d'une croissance économique satisfaisante — le respect de cet engagement supposait des coupes sévères dans leurs budgets respectifs, donc des « choix difficiles », sans préciser lesquels. On dit que le Trésor souhaiterait faire des économies du côté de la défense (une croissance zéro des dépenses) et du budget social (réduction des indemnités de chômage, des allocations familiales et des services de santé : trois domaines jusqu'ici considérés comme tabou par bien des conservateurs).

M. Fowler, ministre de la santé, se trouve déjà au centre d'une polémique sur l'avenir du service national de santé à la suite de l'annonce de suppressions d'emplois dans le secteur hospitalier, les premières depuis trente ans. Il apparaît maintenant décidé à défendre le budget de son département contre les attaques du Trésor. Il peut compter sur l'appui de l'aille modérée (minoritaire) du parti conservateur, qui estime que les avantages attendus d'une réduction des impôts ne justifient pas des sacrifices dans les domaines aussi vitaux que la santé. Le ministre bénéficie aussi du soutien de quelques « durs » pour qui le gouvernement devrait maintenant marquer une pause dans ses réformes et consolider ses acquis (signe du glissement à droite du gouvernement Thatcher, la vieille opposition entre ministres « mous » et radicaux se transforme en un affrontement entre partisans du statu quo et ultraradicaux). Le vent de modération qui souffle dans certains secteurs du parti s'inspire des idéaux humanistes traditionnels du conservatisme ; il s'explique aussi par des considérations plus pratiques : en portant gravement atteinte à l'État-providence, les Tories s'aliéneraient une large partie de l'opinion au moment même où le parti travailliste semble remonter de ses cendres.

(Intérim.)

La chute d'une étoile

M. Cecil Parkinson était l'un des plus proches collaborateurs de M^{me} Thatcher. Elle l'avait choisi, en septembre 1981, pour présider le parti conservateur et la mission qu'il s'était assignée à l'époque — et qu'il a en deux ans brillamment remplie — était de préparer la victoire électorale des Tories. Il avait eu une influence décisive, notamment sur le choix de la date des élections, en juin dernier, choix qui s'est révélé particulièrement habile.

Son accession, quelques jours plus tard, au ministère du commerce et de l'industrie (rassemblant deux départements précédemment séparés) avait été perçue comme une récompense de ses efforts. Il avait une certaine expérience des questions commerciales puisqu'il avait été successivement porte-parole de l'opposition conservatrice dans ce domaine, puis, de 1979 à

1981, ministre délégué auprès du secrétaire d'État au commerce.

M. Parkinson, comme M^{me} Thatcher, ne fait pas partie de l'aristocratie « conservatrice ». Fils d'un employé des Chemins de fer, il avait fait des études à l'université de Cambridge, avant de se lancer dans les affaires. Il a gardé de cette expérience un langage de chef d'entreprise pour aborder les questions économiques, et une larmette à l'égard des syndicats qui faisaient de lui l'une de leurs principales « bêtes noires » dans ce gouvernement.

M. Parkinson était apparu en juin dernier comme l'étoile montante du parti et l'on s'attendait que le superministère qui lui avait été confié ne soit qu'une étape vers de plus hautes destinées.

Criquet de steiner

REMISE -15%
DU 12 OCTOBRE
AU 9 NOVEMBRE
PRIX NORMAL 2.800 F
EN 140 x 180
AUSI REMISE 7.400 F

CONVERTIBLE
à monter à lattes de bois
couchage 80 x 180, 140 x 180, 160 x 190
Tissu : Blanc Merveille

DISTRIBUTEUR
CAPELOU
37, Av. de la République 75011 PARIS
Métro : Perreuillet TEL : 357.68.35

En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberrys** Hommes
Centre Maine-Montparnasse
Paris 15^{ème}

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 305,39 F par mois*
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm
La passion de la musique.

*Prix complet 30 250 F.
Prix total à crédit 18 323,40 F sur 60 mois. T.E.G. 26 %, S.O.F.I.N.C.O.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

La grève du tri postal

- Reflux du mouvement dans certains centres
- Situation tendue à Quimper, Brest et Valence

Des arrêts de travail d'une heure dans une quinzaine de centres de tri, ailleurs un retour à la normale, mais trois points noirs (Quimper, Brest et Valence) : c'est le constat le 14 octobre au matin dressé par la Fédération des postes C.F.D.T., et conforté par les analyses des autres organisations.

Le reflux souligné par le ministère des P.T.T. dans le mouvement de grève des centres de tri s'est en effet poursuivi le 13 octobre et le 14 au matin. Dans la quinzaine de centres encore perturbés, des négociations sont prévues pour la journée du 14 avec les directions départementales des postes concernées.

Mais le centre de Valence est occupé par des grévistes depuis le 13 au soir, la direction étant revenue sur un accord, approuvé de source syndicale. A Quimper, comme à Brest, le centre est totalement bloqué, l'administration ayant embauché des intérimaires recrutés à l'Agence pour l'emploi et faisant fonctionner un centre parallèle de tri. A Quimper, toujours de source syndicale, l'union patronale a mis sur pied un système de poste par relais, des ambulanciers se sont mis à la disposition du public pour la distribution du courrier, etc. La situation, très tendue, inquiète les divers partenaires. Sur le plan national, la C.G.T. demande toujours l'ouverture de négociations.

Dans l'attente d'un règlement général du conflit, M. Bérézgovoy,

ministre des affaires sociales, a accordé, sur la demande du C.N.P.F., « deux aménagements importants » en matière de versement des cotisations URSSAF, a indiqué le 13 octobre l'organisation patronale.

Ce conflit, en cours depuis début septembre, continue d'alimenter une vive polémique dans les milieux politiques. MM. Chirac et Bokanowski (R.P.R.) ont vivement dénoncé les manquements au service public et à l'esprit de conciliation, de la part du ministère. « Il est inacceptable que le droit de grève ne soit pas réglementé dans des services publics comme les P.T.T. et l'électricité qui sont en situation de monopole et qui sont indispensables au pays », a déclaré le président du R.P.R.

De leur côté, MM. André Bergeron et Jacques Marois, de Force ouvrière, ont demandé le 13 octobre « audience à Pierre Mauroy » sur ces problèmes.

« Les entreprises dont les versements expédiés en temps voulu ne seraient pas parvenus à la Sécurité sociale à bonne date ne se verraient imposer aucune pénalité de retard », précise le C.N.P.F., qui ajoute en outre que « les entreprises qui ne peuvent faire face à leurs échéances, en raison des difficultés de trésorerie résultant de la grève des postes, pourront solliciter des remises intégrales de majorations de retard ».

En U.R.S.S.

UN PACIFISTE CONDAMNÉ
POUR « PROPAGANDE
ANTISOUVÉTIQUE »

Le pacifiste soviétique indépendant Oleg Radzinsky a été condamné, jeudi 13 octobre, à une peine d'un an de prison et de cinq ans de rélegation pour « propagande antisouvétiqne » par un tribunal de la banlieue de Moscou.

Le jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, était passible d'une peine de cinq ans de prison, suivis par sept ans de rélegation, mais une condamnation aussi lourde a sans doute été jugée peu opportune au moment où l'U.R.S.S. encourage vivement les mouvements pacifistes en Europe occidentale.

Cinq autres membres du « groupe pour l'instauration de la confiance entre l'U.R.S.S. et les États-Unis » ont été interpellés alors qu'ils tentaient d'approcher du tribunal, détenus pendant une dizaine d'heures, et battus, selon le témoignage de l'un d'eux. Le groupe compte environ seize membres, et la plupart d'entre eux ont entamé, à la veille du procès, une grève de la faim temporaire de protestation. L'entrée du tribunal avait été interdite aux journalistes et diplomates occidentaux, et même la mère de l'accusé n'a pu pénétrer dans le bâtiment que peu avant l'énoncé du verdict. — (U.P.I., A.P.)

• M. Toranian est inculpé. — M. Ara Toranian, porte-parole du Mouvement national arménien (M.N.A.), a été inculpé, jeudi 13 octobre, de recel de malfaiteur par M^{me} Augusta Filippi, juge d'instruction au palais de justice de Bobigny. M. Toranian a été laissé en liberté, mais placé sous un contrôle judiciaire très strict. M. Toranian avait déjà été entendu à plusieurs reprises par la police et soupçonné d'entretenir des liens avec des mouvements arméniens clandestins.

• Nomination dans la police. — M. Jean-François Rullier a été nommé par arrêté, le jeudi 13 octobre, chef de la sixième section de la direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.), chargée des atteintes contre la sûreté de l'État. (Né à Grenoble en 1945, où il a fait toutes ses études, M. Jean-François Rullier est diplômé des sciences politiques, licencié d'histoire et auditeur de la trente-cinquième section de l'Institut des hautes études de la défense nationale. Nommé commissaire en 1971, commissaire principal en 1978, il a fait l'essentiel de sa carrière dans la police judiciaire et notamment à la sixième section de la D.C.P.J. Ces trois dernières années, M. Rullier était chef d'état-major de la D.C.P.J., dirigée par M. Michel Guyot.)

• Démission du ministre tunisien de l'économie. — Le ministre tunisien de l'économie nationale, M. Abdelkadir Laras, a démissionné de son poste. Il a été remplacé par M. Rachid Sfar, qui était ministre de la santé publique. Le communiqué officiel, publié ce vendredi 14 octobre à Tunis, se borne à annoncer le remplacement de M. Laras, sans évoquer ni sa démission ni ses motifs.

**LE SPECIALISTE DU
LIT GIGOGNE**
création et fabrication exclusive
G. GUIM
16, rue du Fg Saint Antoine
75012 Paris Tél. : 307.63.17
Catalogue contre 5 timbres à 2.00 F.

la Qualité du Neuf
au Prix de l'Occasion
N° 1 de la
Fourrure d'Occasion
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M^{me} La Motte Picquet
575.10.77